Canton de Vaud
Commune de Belmont-sur-Lausanne

urbaplan

PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL

RAPPORT SELON L'ART. 47OAT



Dossier pour enquête publique

Août 2019

Pour traiter: Sébastien Joubert
urbaplan lausanne

15139-PAco Belmont-Rapport 47OAT-VF-190808.docx-08/08/2019-SJO

lausanne
av. de montchoisi 21
1006 lausanne
t 021 619 90 90 f 021 619 90 99
lausanne@urbaplan.ch

fribourg
bd de pérolles 31
cp 87 - 1702 fribourg
t 026 322 26 01 f 026 323 11 88
fribourg@urbaplan.ch

genève
rue abraham-gevray 6
cp 1722 - 1211 genève 1
t 022 716 33 66
geneve@urbaplan.ch

neuchâtel
rue du seyon 10
cp 3211 - 2001 neuchâtel
t 032 729 89 89 f 032 729 89 80
neuchatel@urbaplan.ch

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION 7

2 RECEVABILITE DU PROJET 9

3 PROCEDURE 11
3.1 Procédure légale 11
3.2 Historique du dossier 11
3.3 Consultations 13
3.4 Démarches liées 13

4 JUSTIFICATION 15
4.1 Besoins 15
4.2 Contexte 15
4.3 Dimensionnement de la zone à bâtir de Belmont 16
4.3.1 Capacités d'accueil de Belmont-sur-Lausanne 16
4.3.2 Estimation des réserves de la zone à bâtir à vocation d'habitat 17
4.3.3 Influence du projet de PA sur le dimensionnement de zone à bâtir 18
4.3.4 Mesures d'aménagement non prises en compte dans la révision partielle du PA 20
4.4 Intégration des planifications de détail dans le PA 21

5 REVISION PARTIELLE DU PA 23
5.1 Modifications apportées aux zones d'affectation 23
5.1.1 Zones d'habitation de moyenne et de faible densité 23
5.1.2 Zone mixte 24
5.1.3 Zone de tourisme et de loisirs 24
5.1.4 Zones affectées à des besoins publics 24
5.1.5 Secteurs concernés par des modifications particulières 25
5.1.6 Zone de verdure 26
5.1.7 Zones de protection de la nature et du paysage 1 et 2 26
5.1.8 Zone agricole 27
5.1.9 Secteurs de restriction liés aux dangers naturels 28
5.1.10 Informations indicatives 28
5.2 Modifications apportées aux dispositions règlementaires 28

6 ENVIRONNEMENT NATUREL ET CONSTRUIT 45
6.1 Nature et paysage 45
6.1.1 Inventaire des monuments et sites méritant d'être sauvegardés (IMNS) 45

6.1.2 Milieux naturels 46
6.1.3 Réseau écologique cantonal 46
6.1.4 Inventaire des géotopes du canton de Vaud 47
6.2 Eaux 47
6.2.1 Eaux souterraines 47
6.2.2 Assainissement et évacuation des eaux pluviales 48
6.3 Dangers naturels 51
6.3.1 Cartes des dangers naturels 51
6.3.2 Transcription des dangers naturels dans le PA 54
6.4 Surfaces d'assolement 56
6.5 Sites pollués 56
6.6 Itinéraires piétons 56
6.7 Inventaire des voies de communication historique de la Suisse 57
6.8 Patrimoine 58

7 CONFORMITE 61
7.1 Loi fédérale sur l'aménagement du territoire 61
7.2 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC) 61
7.2.1 Démonstration de la communication 61
7.2.2 Mise à disposition des terrains 61
7.2.3 Taxation de la plus-value 62
7.3 Plan directeur cantonal 64
7.4 Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM) 66
7.5 Schéma directeur de l'Est Lausannois 68
7.5.1 Concept d'urbanisation 68
7.5.2 Concept paysager 69
7.6 Plan directeur communal 69

8 ASPECTS FONCIERS 73

9 CONCLUSION 75

LISTE DES ACRONYMES

AIHC :	Accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions
CCU :	Commission consultative d'urbanisme (issue du Conseil communal)
CFC :	Code des Frais de Construction
CMU :	Commission municipale d'urbanisme
DGIP :	Direction générale des immeubles et du patrimoine
DP :	Domaine public
DS :	Degré de sensibilité au bruit
IM :	indice de masse
IMNS :	Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites
IUS :	Indice d'utilisation du sol
LATC :	Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions
RLAT :	Règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire
RLATC :	Règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions
RPA :	Règlement du plan d'affectation communal
LPE :	Loi sur la protection de l'environnement
OAT :	Ordonnance sur l'aménagement du territoire
OPB :	Ordonnance sur la protection contre le bruit
PEP :	Plan d'extension partiel
PA :	Plan d'affectation
PGA :	Plan général d'affectation
PGEE :	Plan général d'évacuation des eaux
PPA :	Plan partiel d'affectation
PQ :	Plan de quartier
SIA :	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SPd :	Surface de plancher déterminante
TIBP :	Territoire d'intérêt biologique prioritaire
TIBS :	Territoire d'intérêt biologique supérieur
VSS :	Association suisse des professionnels de la route et des transports

1 INTRODUCTION

Le présent document constitue le rapport justificatif selon l'article 47 de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) accompagnant la révision partielle du plan d'affectation communal (PA) et du règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire (RPA) de la commune de Belmont-sur-Lausanne (ci-après Belmont).

Le dossier du PA est constitué des documents suivants :
> Plan d'affectation communal à l'échelle 1 : 2500 (PA),
> Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire (RPA).

Le RPA est produit dans une version qui met en parallèle le texte en vigueur avec les propositions de modifications, de manière à faciliter la comparaison.

Le PA et le RPA sont accompagnés par le présent rapport justificatif et explicatif, conformément à l'article 47 de l'Ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire.

2 RECEVABILITE DU PROJET

Conformément aux directives cantonales, la démonstration de la recevabilité du projet doit être faite. Elle porte sur 3 points auxquels le dossier répond :

> La modification du PA et du RPA a été établie par le bureau urbaplan, selon les dispositions de l'article 3 LATC, dans le cadre d'un mandat attribué par la Municipalité.

> La composition du dossier est conforme aux dispositions des articles 15 et 19 RLAT.

> La révision partielle du PA et du RPA ne nécessite pas de rapport d'impact.

3 PROCEDURE

3.1 Procédure légale

Selon la démarche décrite par la LATC, le dossier suit la procédure suivante :

> Le projet d'intention de la révision est soumis au Service de développement territorial (SDT) pour examen préliminaire (art. 36 LATC)[1].

> Le projet de révision partielle du PA et RPA est soumis aux services cantonaux pour examen préalable (art. 37 LATC)[2].

> Le dossier est adapté aux remarques et demandes des services cantonaux, puis transmis au SDT.

> Le PA et le RPA sont soumis à l'enquête publique (art. 38 LATC) pendant 30 jours. Les éventuelles oppositions ou remarques sont traitées par la Municipalité de Belmont-sur-Lausanne et font l'objet d'une proposition de réponses (préavis de la Municipalité). Le cas échéant, des séances de conciliation sont organisées avec les opposants.

> Le PA et le RPA sont ensuite soumis à l'adoption du Conseil communal (art. 42 LATC). Ils sont accompagnés des propositions de réponses aux oppositions de la Municipalité, sur lesquelles se détermine le Conseil.

> Le PA et le RPA, adoptés par le Conseil communal, sont ensuite transmis au SDT pour approbation.

> Après le délai de recours (30 jours) et le délai référendaire (20 jours), le PA et le RPA entrent finalement en vigueur.

3.2 Historique du dossier

La commune de Belmont a initié en 2004 la révision de son PA. Elle s'inscrit dans la poursuite des objectifs et mesures d'aménagement définis dans le plan directeur communal (PDCom) approuvé par le Conseil d'État le 12 mai 1999.

Suite aux premières réflexions menées par la commune, celle-ci a soumis au Service du Développement Territorial (SDT) un programme de développement et un programme de révision en janvier 2007. La Municipalité a reçu le préavis cantonal le 9 juillet 2007.
Cependant, la Municipalité a suspendu la révision du PA à 2 reprises suite aux préavis des services, et en raison de la révision du plan directeur cantonal (PDCn) et de l'élaboration du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM). Ces

[1] Le présent projet de révision ayant été initié en 2004, celui-ci n'a pas fait l'objet d'un examen préliminaire puisque cette procédure est apparue avec l'entrée en vigueur de la nouvelle LATC le 1er septembre 2018.

[2] Le présent dossier a également fait l'objet de deux examens préalables complémentaires en 2017 et 2018.

décisions étaient portées par un souci de cohérence du PA avec les planifications supérieures, notamment en termes de capacités des zones à bâtir et de densité.

En 2013, les planifications supérieures (3e révision du PDCn et PALM 2012) étant validées et en force, la Municipalité a communiqué son projet de révision de PA aux services cantonaux en mars 2014. Elle a reçu le rapport d'examen préalable sur son projet de PA en décembre 2014.

L'entrée en vigueur de la révision de la LAT le 1er mai 2014 a conduit le Canton à engager la 4e révision du PDCn et l'adaptation de la LATC au cours de l'année 2014. Parallèlement, l'agglomération Lausanne-Morges a initié l'élaboration de la 3e génération du PALM. Dans l'attente de la consolidation de ces deux documents, la Municipalité de Belmont-sur-Lausanne a décidé de suspendre une seconde fois la révision du PA.

Le dossier de PALM de 3e génération a été déposé pour examen à la Confédération à la fin de l'année 2016. À la même période, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil le projet de 4e révision du PDCn qui a été adopté le 20 juin 2017. Le PDCn 4 a ensuite été approuvé par la Confédération le 31 janvier 2018.

Les conditions de développement de la commune de Belmont étant stabilisées, notamment concernant le dimensionnement de sa zone à bâtir, la Municipalité a engagé la poursuite de la révision du PA entre mars 2017 et mai 2018 sur la base du préavis d'examen préalable de décembre 2014 et des nouvelles planifications supérieures. Dans ce cadre, le SDT a mis à disposition des communes une nouvelle plateforme de dimensionnement de la zone à bâtir en juillet 2017. Afin de pouvoir soumettre le projet de PA à l'examen préalable complémentaire du SDT, il a été nécessaire :

> de procéder au nettoyage des données disponibles sur la plateforme notamment pour prendre en compte les droits à bâtir attribués par les dispositions en vigueur dans la zone de villas. Ce travail a été réalisé par la commune de Belmont et adapté par urbaplan ;
> de procéder à la simulation des incidences du projet de PA sur le dimensionnement de la zone à bâtir à partir de la nouvelle plateforme.

La Commune a alors soumis un dossier adapté aux services cantonaux pour un examen préalable complémentaire le 28 mai 2018. Elle a reçu le rapport d'examen préalable sur son projet de PA en avril 2019. Sur cette base, le dossier a été adapté de sorte à :

> inclure les dispositions relatives à la taxation sur la plus-value et la disponibilité des terrains nouvellement inscrite dans la LATC entrée en vigueur le 1er septembre 2018 ;

> se conformer à la directive cantonale NORMAT 2, entrée en vigueur le 1er juillet 2019 ;
> prendre en compte les dispositions les demandes du service de l'économie concernant le traitement des zones d'activités.

3.3 Consultations

Le dossier de révision partielle du PA a fait l'objet de plusieurs consultations.

> Le programme de révision et de développement a été présenté le 31 janvier 2007 lors d'une séance entre le SDT - M. Falvino et la commune – Mme Schiesser et M. Gamboni, en vue d'un accord préliminaire. Le préavis cantonal a été rendu le 9 juillet 2007.
> Une séance a eu lieu le 7 décembre 2010 en présence du SDT (M. Gmür, M. Cainne et Mme Rabinovich), de la commune (M. Muheim, Mme Schiesser et M. Gamboni) et du mandataire (Mme Zuercher et Mme Bussard), au sujet de la délimitation du périmètre compact, de la densification de la zone à bâtir, de la zone intermédiaire de Chatruffe et de la carte des dangers naturels.
> La commission consultative d'urbanisme du Conseil communal (CCU) a été tenue au courant de l'avancée de la révision partielle du PA par le biais de plusieurs séances et coordinations (30 novembre 2011, 14 mars et 5 octobre 2016, 6 juin et 10 octobre 2017, 21 mars 2018).
> Plusieurs séances ont eu lieu entre le Canton et la Commune concernant la problématique des dangers naturels (séances du 6 juin 2012, du 27 mai 2012, du 2 octobre 2013, du 14 octobre 2013, du 21 octobre 2013, du 26 juin 2015 et du 1er juillet 2015).
> Plusieurs séances ont eu lieu avec la Commune et le SDT et la DGIP concernant les remarques et demandes contenues dans les préavis des examens préalables complémentaires 1 et 2 (7 août 2015, 20 octobre 2015, 28 mai 2018, 4 juin 2019).

3.4 Démarches liées

La révision partielle du PA est liée :

> au levé des lisières forestières. Celles-ci sont mises à l'enquête publique parallèlement au PA. Elles sont identifiées sur le PA à titre indicatif ;
> à plusieurs procédures d'immatriculation et de décadastration. Elles sont mises à l'enquête publique en même temps que le PA ;
> à plan d'affectation fixant les limites des constructions à l'échelle de la commune.

4.1 Besoins

Le plan des zones ayant été mis en vigueur le 4 juillet 1984, les objectifs de qualité ainsi que les exigences légales fédérales et cantonales en matière d'aménagement du territoire ne sont plus assurés. La révision partielle du PA et du RPA permet de réaliser une mise à jour selon les bases légales actuelles.

La révision partielle du PA et du RPA permet notamment :

> de prendre en compte les objectifs et les mesures des documents de planification de rang supérieur et notamment la 4e révision du PDCn et le PALM 2016 ;
> d'intégrer les dispositions des directives cantonales sur la prévention des dangers naturels du 18 juin 2014, elles-mêmes basées sur la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau du 21 juin 1991, sur la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 et sur la loi fédérale sur les forêts du 4 octobre 1991 ;
> d'intégrer les dispositions de l'ordonnance sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 concernant l'espace réservé aux cours d'eau ;
> d'aborder la question de la disponibilité des terrains et de la taxe sur la plus-value introduite par la révision de la LATC entrée en vigueur le 1er septembre 2018.

4.2 Contexte

La commune de Belmont est partiellement située dans l'agglomération Lausanne-Morges. Le PALM oriente un développement de l'agglomération vers l'intérieur[3]. Pour cela, deux périmètres sont distingués et des directives différenciées en matière de développement des zones à bâtir sont fixées.

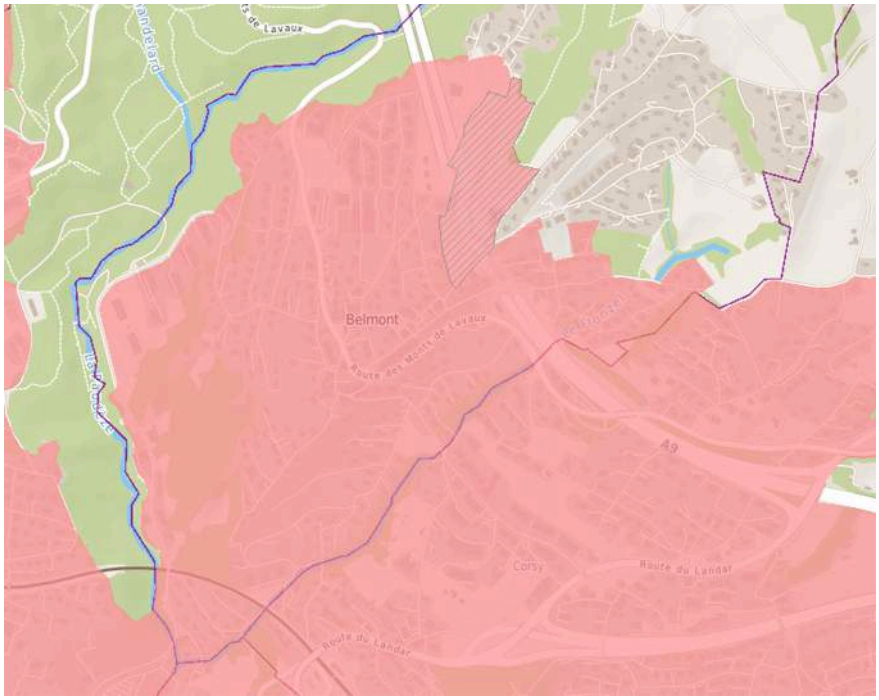
> Le périmètre compact : Dans ce périmètre, le développement est cadré par les principes de la 4e révision du PDCn et par le PALM qui répartit la croissance démographique attendue à l'intérieur du périmètre compact. Le périmètre compact est assimilé à un périmètre de centre. Il est caractérisé par :
  - une concentration d'habitants et d'emplois,
  - une bonne accessibilité en transports publics,
  - une capacité d'accueil du développement,
  - un engagement politique pour le développement de l'agglomération.

  Les nouvelles zones à bâtir dans le périmètre compact doivent avoir un indice d'utilisation du sol de 0.625 au minimum, soit environ 100 habitants + emplois/hectare.

[3] Voir chapitre 6.3

> Le périmètre non compact : dans ce périmètre, le développement est cadré par les dispositions de la 4e révision du PDCn (mesure A11), soit un taux de croissance annuelle de 0.75 % entre 2015 et 2036 et un indice d'utilisation du sol d'au minimum 0.4 pour les nouvelles zones d'habitation et mixtes.

Figure 1 : Délimitation du périmètre compact selon le PALM 2016//Source : pdcn.vd.ch



Une partie du territoire communal de Belmont se situe dans le périmètre compact de l'agglomération. Le périmètre compact défini dans le PALM est repris sans modification majeure dans le projet de PA. Seules quelques adaptations ont été réalisées pour être conformes au parcellaire et à l'aire forestière.

4.3 Dimensionnement de la zone à bâtir de Belmont

4.3.1 Capacités d'accueil de Belmont-sur-Lausanne

Dans le périmètre compact

Au sein du périmètre compact du PALM, le PDCn 4 prévoit une croissance de la population de 101'370 habitants entre 2015 et 2036. Ce potentiel de croissance n'est pas réparti par commune dans le périmètre du PALM.

Selon l'accord établi entre la commune et le SDT lors de la séance du 12.07.2016 et fondé sur les données du bilan des réserves signé par le SDT et la commune en mars 2015, il est prévu un potentiel de croissance démographique de 808 habitants

dans le périmètre compact de Belmont-sur-Lausanne (cf. annexes). Ce potentiel de croissance correspond :

> à la mobilisation des réserves de la zone à bâtir du périmètre compact (+ 401 habitants),
> à la mobilisation d'un tiers du potentiel de densification disponible sur la base des dispositions règlementaires en vigueur (+48 habitants),
> à la mobilisation d'un potentiel de densification supplémentaire offert par la révision partielle du PA (+ 50 habitants),
> à la mise en œuvre de mesures d'urbanisation du PALM 2016 (+309 habitants).

Hors du périmètre compact

Hors du périmètre de centre, la population est de 880 habitants au 31.12.2015. Sur la base du rythme de croissance de 0.75 % par an défini dans la mesure A11 du PDCn 4 pour les secteurs situés hors du périmètre compact, ce dernier peut accueillir une population supplémentaire de 139 habitants par rapport à 2015 et donc atteindre 1'019 habitants au 31.12.2036.

4.3.2 Estimation des réserves de la zone à bâtir à vocation d'habitat

Selon la plateforme mise à disposition en juillet 2017

En juillet 2017, le SDT a mis à disposition des communes une nouvelle plateforme de simulation du dimensionnement de la zone à bâtir. Cette nouvelle plateforme se fonde sur une nouvelle méthode d'estimation des réserves dans la zone à bâtir fondée sur :

> la suppression du taux de saturation de 80 % attribué précédemment de manière uniforme à tous les biens-fonds ;
> l'estimation, à la parcelle, du potentiel de densification des biens-fonds déjà construits.

Le bilan proposé par le SDT a été « nettoyé », notamment pour intégrer les IUS correspondant aux droits à bâtir actuellement en vigueur.

A l'issue de ce nettoyage, on distingue, dans le périmètre compact :

> une capacité d'accueil de 484 habitants supplémentaires dans les réserves de la zone à bâtir,
> une capacité d'accueil de 159 habitants supplémentaires par mobilisation d'un tiers du potentiel de densification disponible sur la base des dispositions règlementaires en vigueur.

Hors du périmètre compact, le bilan des réserves à bâtir identifie :

> une capacité d'accueil de 149 habitants supplémentaires dans les réserves de la zone à bâtir,

> une capacité d'accueil de 50 habitants supplémentaires par mobilisation d'un tiers du potentiel de densification disponible sur la base des dispositions règlementaires en vigueur.

Selon le bilan des réserves validé en 2015 par la commune et le SDT

Pour rappel, un premier bilan des réserves dans la zone à bâtir de la commune de Belmont a été validé par le SDT le 24 mars 2015. Ce document est basé sur une première version de la méthode d'estimation des réserves définie par le SDT. Il définit le potentiel d'accueil de la commune dans le périmètre compact et hors du périmètre compact sur la base des réserves et du potentiel de densification identifié dans la zone à bâtir. Il a été établi sur la base d'un état des lieux au 31.12.2013. La commune a accordé 3 permis d'habiter en 2014 et 2015 sur les parcelles 592, 593 et 712, non identifiées comme réserves dans le bilan des réserves validé en 2015. A noter que les parcelles 592 et 593 ne sont pas identifiées comme réserves dans le bilan des réserves validé en 2015, car lors de son établissement, les bâtiments étaient déjà construits et habités.

Dans le périmètre compact, le bilan des réserves établi en 2015 et réévalué dans le cadre de l'élaboration du PALM 2016 identifiait ainsi :

> une capacité d'accueil de 401 habitants supplémentaires dans les réserves de la zone à bâtir,
> une capacité d'accueil de 48 habitants supplémentaires par mobilisation d'un tiers du potentiel de densification disponible sur la base des dispositions règlementaires en vigueur.

Au 31.12.2015, le bilan des réserves à bâtir identifiait hors du périmètre compact :

> une capacité d'accueil de 119 habitants supplémentaires dans les réserves de la zone à bâtir,
> une capacité d'accueil de 14 habitants supplémentaires par mobilisation d'un tiers du potentiel de densification disponible sur la base des dispositions règlementaires en vigueur.

La zone à bâtir hors du périmètre de centre apparaissait alors légèrement sous-dimensionnée de 6 habitants.

4.3.3 Influence du projet de PA sur le dimensionnement de zone à bâtir

Le projet de PA a été simulé sur la plateforme cantonale mise à disposition des communes en juillet 2017.

Dans le périmètre de compact

Dans le périmètre compact, le projet de PA conduit à :

> augmenter la capacité des réserves de la zone à bâtir de 375 habitants, passant ainsi de 484 habitants supplémentaires à 859 habitants supplémentaires ;

> augmenter la capacité des parcelles avec potentiel de densification de 346 habitants passant ainsi de 159 habitants supplémentaires à 505 habitants supplémentaires.

Au total, le projet de PA permet d'accueillir 1'364 habitants supplémentaires dans le périmètre compact, ce qui représente 1.3 % de la croissance attribuée par le PDCn 4 au PALM.

Cette croissance est liée :

> à la transformation de la zone de villas en zone d'habitation de moyenne densité avec le passage d'un COS de 1/7 avec 3 niveaux (rez-de-chaussée, un étage et un comble) à un IUS de 0.625. Cette augmentation de l'IUS dans l'ancienne zone de villas vise à encourager la densification du périmètre compact et constitue la traduction règlementaire de l'IUS minimal demandé par la mesure A11 du PDCn 4 dans les périmètres de centre.

> à la transformation de la zone d'utilité publique accueillant le centre scolaire de Belmont en zone mixte permettant la réalisation de logements (surface de plancher déterminante – SPd – max. de 1'100 m^2 conformément à la norme SIA 421).

Hors du périmètre compact

Aucune modification de l'affectation hors du périmètre de centre n'est prévue par le PA. Le passage d'un COS de 1/7 avec 3 niveaux (rez-de-chaussée, un étage et un comble) à un IUS de 0.40 n'augmente pas les capacités d'accueil des parcelles affectées en zone d'habitat de faible densité tout en permettant de respecter la densité minimale mentionnée dans le PDCn 4 pour les zones à bâtir hors du périmètre de centre.

Au regard du bilan des réserves établi en 2017 sur la base de la nouvelle plateforme cantonale, la zone à bâtir hors du périmètre compact apparaît cependant surdimensionnée de 68 habitants.

Plusieurs mesures de redimensionnement ont été envisagées pour répondre à cette problématique :

> Dézonage des biens-fonds libres de construction. Le surdimensionnement de la zone d'habitation de faible densité hors du périmètre compact est principalement lié à une sous-utilisation des droits à bâtir dans les biens-fonds déjà construits. Aussi, peu de biens-fonds libres de construction et potentiellement dézonables

sont identifiables, et encore moins en périphérie de la zone à bâtir. Par ailleurs, plusieurs d'entre eux font l'objet d'un permis de construire. De plus, le dézonage de ces terrains ne permettrait pas d'atteindre les objectifs de redimensionnement de la zone à bâtir tout en étant difficilement justifiable du point de vue de l'aménagement du territoire (égalité de traitement).

> Réduction des droits à bâtir. Cette mesure n'a pas été retenue car elle n'est pas conforme à la mesure A11 du PDCn 4.

Après analyse des différentes mesures envisageables, la Municipalité a donc choisi de maintenir les limites et les droits à bâtir de la zone à bâtir actuellement légalisée hors du périmètre de centre, car il est considéré :

> que le bilan des réserves signé en 2015 par la commune et le SDT concluait à un léger sous-dimensionnement hors du périmètre du centre ;

> que le caractère surdimensionné de la zone à bâtir hors du périmètre de centre est principalement lié à une modification de la méthodologie d'identification et de mesure des réserves alors même que le projet de PA était en phase de finalisation.

L'annexe 3 présente le résultat de la simulation du projet de PA sur la plateforme cantonale. Il est à noter que les adaptations de la zone à bâtir liée à l'évolution de l'aire forestière n'ont pas été prises en compte, le bilan en matière de capacité d'accueil étant considéré comme négligeable.

4.3.4 Mesures d'aménagement non prises en compte dans la révision partielle du PA

Plusieurs sites de développement sont identifiés par le PALM, mais ne sont pas traités par la révision partielle du présent PA. Ils sont identifiés comme secteurs à modifications particulières qui demeurent globalement régis par le plan des zones du 4 juillet 1984 ou par les plans de détail en vigueur. Ces secteurs feront l'objet de planifications de détail en temps utile.

A titre informatif, les potentiels d'accueil prévus dans ces différents sites sont présentés ci-après :

> Le projet de PA « En Rochettaz » permet de mettre en conformité les surfaces de plancher présentes dans les bâtiments existants. Sur la parcelle 7, il confirme les droits existants, mais non mobilisés, en autorisant la réalisation d'un nouveau bâtiment d'habitation disposant de 200 m^2 de SPd (soit 4 habitants). Il sera soumis à enquête publique après celle du présent projet de plan d'affectation communal.

> « En Arnier III » est un projet de modification du PQ En Arnier sur la parcelle 351. Il y prévoit, à ce stade des réflexions, la création de 6'100 m^2 de SPd destinées à l'habitat, soit 122 habitants supplémentaires, et 1'750 m^2 de SPd destinées aux activités.

> Le projet de PA « Rueyres 2 » prévoit, à ce stade des réflexions, 5'650 m^2 de SPd soit 113 habitants supplémentaires.

4.4 Intégration des planifications de détail dans le PA

Actuellement la commune de Belmont compte un grand nombre de planifications de détail (20) s'additionnant au plan des zones en vigueur.

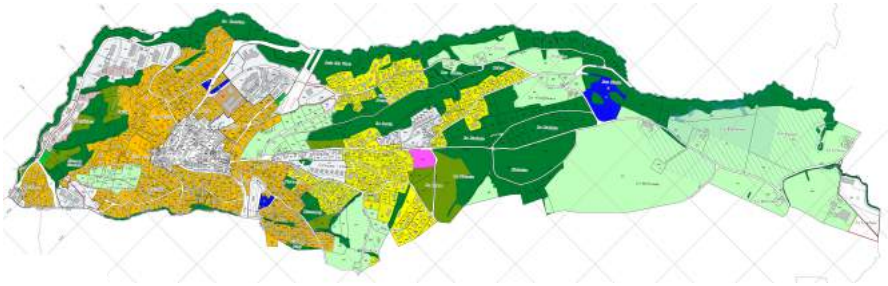
Une analyse des différentes planifications de détail en vigueur a été menée par la Commune. Au regard de leurs spécificités urbanistiques et règlementaires, la commune a décidé de toutes les maintenir.

A noter que ces plans d'affectation de détail ne sont pas confirmés par la présente révision partielle du plan d'affectation communal. Mentionnés en plan en tant que secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par des plans d'affectation de détail, ils seront adaptés ultérieurement par le biais de l'élaboration de nouveaux plans d'affectation de détail.

Le projet de révision partielle du plan d'affectation communal se présente ainsi :



Figure 2 : PA communal révisé



Le plan a été réalisé en conformité avec la directive cantonale de « normalisation des données de l'aménagement du territoire » (NORMAT 2) qui a pour but d'harmoniser la structuration des zones et de permettre l'échange de données numériques en matière d'affectation du sol.

Le projet de PA propose de répartir l'affectation du territoire communal en 12 zones, 2 secteurs et 1 aire forestière. Les zones d'habitation de faible et de moyenne densité contiennent une aire de verdure destinée à assurer la prise en compte des secteurs soumis à des dangers géologiques élevés.

5.1 Modifications apportées aux zones d'affectation

5.1.1 Zones d'habitation de moyenne et de faible densité

La zone de villas du plan des zones en vigueur est transformée en zone d'habitation de moyenne densité dans le périmètre compact du PALM et en zone d'habitation de faible densité hors du périmètre compact du PALM. Le périmètre de la zone de villas en vigueur fait l'objet de quelques adaptations :

> pour prendre en compte l'évolution de l'aire forestière (par exemple les parcelles 9, 10 et 1255) ;

> les parcelles 176 et 353 passent de zone de villas à zone affectée à des besoins publics 1 ;

> la parcelle 355 accueille le cimetière. Elle passe de zone de villas à zone affectée à des besoins publics 2 ;

> les parcelles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 (projet de PA « En Rochettaz ») sont considérées comme secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le PGA du 4 juillet 1984. Le projet de PA « En Rochettaz » a été soumis à examen préalable complémentaire en même temps que le

PA. Il sera déposé pour enquête publique à la suite de l'enquête publique de la présente révision partielle du plan d'affectation communal.

> Les parcelles 38 et 706 passent de zone de villas à secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le PGA du 4 juillet 1984. Il en va de même pour la parcelle 35, partiellement non affectée par le plan des zones en vigueur (PA « En Rueyres 2 »).

5.1.2 Zone mixte

Une zone mixte a été créée de manière à permettre des programmes mixtes associant des logements et des équipements publics.

Celle-ci correspond à la parcelle n° 316 aujourd'hui affectée à la zone d'utilité publique. Abritant l'école et l'administration communale, la Municipalité souhaite également pouvoir y développer des logements et un parking souterrain. C'est pourquoi cette parcelle a été affectée en zone mixte.

5.1.3 Zone de tourisme et de loisirs

La zone de tourisme et de loisirs concerne la parcelle 449, aujourd'hui affectée en zone de verdure. Elle est destinée à la création ou au maintien d'îlots de verdure et peut notamment accueillir des aménagements légers de type places de jeux, places de stationnement ou installations provisoires pour manifestations.

5.1.4 Zones affectées à des besoins publics

La zone d'utilité publique du PA en vigueur a été séparée en trois zones distinctes, permettant des affectations différentes.

La parcelle 316, abritant l'administration communale et l'école, a été sortie de la zone d'installations publiques au vu des programmes complémentaires que la commune souhaite y développer (cf. chapitre sur la zone mixte).

Zone affectée à des besoins publics 1
Cette zone comprend la parcelle 350 actuellement colloquée en zone d'utilité publique, la parcelle 176 et la parcelle 353 actuellement affectées en zone de villas. Le projet de PA précise sa destination en la limitant aux accès et au stationnement public ~~et~~ ainsi qu'aux installations électriques et aux installations liées à la récolte des déchets. Pour la parcelle 353, le changement de zone permet de faire correspondre l'affectation de la parcelle à son usage effectif.

Zone affectée à des besoins publics 2
Cette zone comprend la parcelle 355 qui accueille le cimetière, affecté en zone de villas dans le PA en vigueur. Le changement de zone permet de faire correspondre l'affectation de la parcelle à son usage effectif.

Zone affectée à des besoins publics 3

Cette zone comprend la parcelle 604 actuellement colloquée en zone d'utilité publique. Elle est principalement destinée à accueillir des aménagements de jeux, de détente et de sports.

5.1.5 Secteurs concernés par des modifications particulières

Ces secteurs concernent les parties du territoire communal pour lesquelles l'établissement d'un plan d'affectation de détail est nécessaire. On distingue parmi eux :

> les secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le plan des zones du 4 juillet 1984.

> les secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par les plans de détail en vigueur.

La première catégorie comprend 5 secteurs :

> L'actuelle zone artisanale (parcelles 522, 523, 524 et partie de la parcelle 490) accueille actuellement les services industriels de la commune ainsi que les locaux du SDIS (sur la parcelle 524). Le secteur est en partie identifié comme un secteur de chantier pour la réalisation des travaux de l'A9. Il fait l'objet d'une procédure d'expropriation temporaire qui limite la constructibilité de la zone pendant la durée des travaux (parcelles 275, 328, 337, 347, 353, 355, 523, 524, 526, 527). De fait, toute évolution de l'affectation à court terme n'est pas envisageable. C'est pourquoi ce secteur est considéré comme un secteur concerné par des modifications particulières, mais qui demeure globalement régi par le PGA du 4 juillet 1984. L'affectation de ce secteur sera adaptée une fois les travaux de l'A9 terminés ;

> Les parcelles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 aujourd'hui affectées en zone de villas constituent le périmètre du futur PA « En Rochettaz ». Comme précédemment mentionné, ce PA est actuellement en cours d'élaboration et sera déposé à l'enquête publique une fois le présent plan d'affectation communal à l'enquête publique ;

> Les parcelles actuellement affectées en zone industrielle et situées de part et d'autre de la route des Chaffeises (parcelles 28, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 131 et 132). L'affectation de ce secteur sera adaptée une fois la stratégie régionale de gestion des zones d'activités établie ;

> Les parcelles 706, 35, 38 et 41, aujourd'hui affectées en zone de villas, constituent le périmètre du futur PA « En Rueyres 2 », identifié comme secteur stratégique du PALM ;

> Une partie de la parcelle 616 qui appartient aujourd'hui à la zone agricole. Ce terrain fait partie du projet de PA « La Coulette 2 », en cours d'approbation par le Canton, qui a pour objectif d'étendre le périmètre du PPA « La Coulette ».

La seconde catégorie comprend, quant à elle, les plans d'affectation de détail en vigueur, non confirmés par le PA, dont la liste figure en plan.

5.1.6 Zone de verdure

La zone de verdure du plan des zones en vigueur a été séparée en quatre zones distinctes, permettant de considérer sensibilités écologiques et paysagères différenciées :

> Zone de verdure,
> Zone de protection de la nature et du paysage 1 (cf. chapitre 5.1.7),
> Zone de protection de la nature et du paysage 2 (cf. chapitre 5.1.7),
> Zone de tourisme et de loisirs (cf. chapitre 5.1.3).

La zone de verdure permet la création et le maintien d'îlots de verdure ou d'aires de jeux. Elle est inconstructible, exception faite de l'aménagement d'accès et de constructions de minime importance en lien avec sa destination.

Cette zone concerne les parcelles 328, 29 et 37.

5.1.7 Zones de protection de la nature et du paysage 1 et 2

Deux zones de protection de la nature et du paysage sont créées de manière à :

> garantir le maintien des qualités botaniques et faunistiques des espaces concernés ;
> protéger les fonctions biologiques et naturelles de l'eau en délimitant l'espace cours d'eau (ECE).

Zone de protection de la nature et du paysage 1

La zone de protection de la nature et du paysage 1 concerne des îlots de verdure à fortes valeurs botaniques et faunistiques recensés dans le cadre de l'étude Gmür de 1995 :

> une partie de la zone de verdure existante située au Signal de Belmont (parcelles 447, 448, 451, 536 et 652),
> la zone de verdure existante située aux Chaffeises (partie des parcelles 29, 37, 124, 125, 116, 141 et 128)
> la zone de verdure constituée par la parcelle 416.

Elle est inconstructible (exception faite des abris ou enclos pour animaux de pâturage) afin de permettre la préservation de la qualité de l'environnement. Un entretien de type extensif est obligatoire.

Zone de protection de la nature et du paysage 2

Conformément à l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998, la loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public et selon la mesure A24 du Plan directeur cantonal, les espaces bordant les cours d'eau doivent être préservés et protégés par la définition d'un espace cours d'eau (ECE).
L'ECE est l'espace que le Canton et les communes définissent et délimitent par une procédure de planification, conformément à la méthode de calcul fédéral (abaque). La limite de l'ECE est déterminée par la Division économie hydraulique du Service des eaux, sols et assainissement.

L'ECE doit être transcrit dans les plans d'affectation de la manière suivante :

> l'ECE situé dans la zone à bâtir est délimité par une limite de constructions. Il est également affecté à la zone naturelle protégée liée au cours d'eau ; la surface correspondante est inconstructible, mais prise en compte dans le calcul des droits à bâtir du solde de la parcelle ;
> l'ECE situé dans la zone agricole et dans l'aire forestière n'implique pas de changement d'affectation, mais est délimité par une limite de constructions.

5.1.8 Zone agricole

La présente révision partielle n'impacte pas la surface de la zone agricole de la commune. Toutefois, elle prévoit le retour à la zone agricole des parcelles affectées en zone intermédiaire par le plan des zones en vigueur.

A noter toutefois que les parcelles situées le long du chemin de Chatruffe (parcelles 334, 335, 338, 340, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533 et 629), et auparavant colloquées en zone intermédiaire, constituent une réserve de développement pour la commune à horizon de 25 ans. Ces parcelles sont par ailleurs comprises dans le périmètre compact du PALM 2016 qui les identifie comme réserves.

En outre, comme précédemment évoqué, une partie de la zone agricole sur parcelle 616 (d'une surface de 7'515 m^2) est identifiée comme secteur concerné par des modifications particulières, mais qui demeure globalement régi par le plan des zones du 4 juillet 1984. Son affectation sera modifiée dans le cadre du projet de PA « La Coulette 2 », en cours d'approbation par le Canton.

5.1.9 Secteurs de restriction liés aux dangers naturels

Les secteurs de restriction liés aux dangers naturels délimitent les parcelles exposées à un danger géologique (glissements permanents, glissements spontanés et chutes de pierres) ou hydrologique (inondations par les crues des cours d'eau). Trois secteurs de restriction sont identifiés en fonction du type de danger et du niveau de danger (cf. 6.3 Dangers naturels).

5.1.10 Informations indicatives

Aire forestière

L'aire forestière est mentionnée à titre indicatif. Elle a été mise à jour suite au lever des lisières forestières là où elle est contiguë à la zone à bâtir. Les plans de délimitation de l'aire forestière sont mis à l'enquête publique parallèlement au dossier de PA.

Région archéologique

La région archéologique 127/301 est mentionnée en plan à titre indicatif. Un article spécifique a été ajouté au projet de RPA. Il prévoit qu'une autorisation spéciale du Département concerné par cette thématique soit délivrée pour tous travaux (fouilles terrassements, constructions, etc.) envisagés en son sein.

Zones « S » de protection des eaux

Les différentes zones « S » (S1, S2, S3) de protection des eaux sont identifiées en plan. Le RPA prévoit que tous travaux pouvant toucher une de ces zones doivent être soumis au service cantonal compétent.

5.2 Modifications apportées aux dispositions règlementaires

Les modifications proposées visent à :

> prendre en compte la pratique communale et les demandes régulièrement formulées légitimement dans le cadre des demandes de permis de construire ;

> préciser certains articles qui sont sujets à interprétation ;

> intégrer de nouvelles dispositions entrées en vigueur depuis l'approbation du règlement.

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

> Article 1.1 But

Cet article met à jour la référence à la base légale en vigueur.

> Article 1.2 Documents de planification

La liste complète des outils de planification que la commune doit ou peut réaliser est modifiée afin de la rendre conforme aux outils actuels de l'aménagement du territoire et notamment à la nouvelle LATC.

Délai : Le délai de réponse de la Municipalité pour se prononcer sur l'abandon ou la modification d'un plan d'extension partiel est supprimé, car il n'est pas légal.

> Article 1.3 Commission municipale d'urbanisme (CMU)

Il est proposé de renommer la commission consultative d'urbanisme au sens de l'article 4 du RPA de 1984 en commission municipale d'urbanisme (CMU) dès lors qu'elle est désignée par la Municipalité au début de chaque législature.

> Article 1.4 Commission consultative d'urbanisme (CCU)

La Municipalité peut consulter la CCU, élue par le Conseil communal, telle que définie à l'article 48 du règlement du Conseil communal du 16 novembre 2015, lorsqu'elle le juge nécessaire.

Plan directeur d'extension

Ce chapitre est supprimé, car il n'a pas sa place dans le règlement sur les constructions et l'aménagement du territoire. Les dispositions liées au plan directeur communal (anciennement plan directeur d'extension) sont définies dans la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) et la nouvelle LATC (art. 16 et suivants).

A noter que, selon l'article 17 de la LATC entrée en vigueur le 1er septembre 2018, l'élaboration d'un plan directeur communal est obligatoire pour les communes qui se situent dans un périmètre compact d'agglomération et/ou qui sont identifiées comme centres cantonaux ou régionaux. La Commune de Belmont étant en partie comprise dans le périmètre compact du PALM, elle est soumise à cette disposition. Toutefois, en sa qualité de plan directeur régional, le PALM 2016 peut jouer ce rôle conformément à l'alinéa 3 de ce même article si le Conseil Communal adopte la partie stratégique du PALM 2016.

CHAPITRE 2 : PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL

> Article 2.1 Contenu

Il est précisé que le dossier du PA est constitué d'un plan au 1/2500 et d'un règlement.

> Article 2.2 Zones

Suite à la création ou à la modification de certaines zones du PA, la liste des zones est mise à jour et leur dénomination est adaptée selon la nomenclature fixée par la directive NORMAT 2.

Zone du Bourg

Le chapitre est supprimé, car il fait référence au PEP Bourg légalisé.

CHAPITRE 3 : ZONE D'HABITATION DE MOYENNE DENSITE

> Article 3.1 Destination

La limitation du nombre de logements par construction est supprimée. Il est fait référence à la loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE) afin de fixer le type d'activités autorisées, en lien avec le degré de sensibilité au bruit (activités non gênantes).

> Article 3.2 Mesure d'utilisation du sol

La mesure d'utilisation du sol se calcule désormais par l'indice d'utilisation du sol (IUS) dont la méthode de calcul est renvoyée à l'application de la norme SIA 421 (version 2004). Il est fixé à 0.625, ce qui correspond à la densité minimale demandée par le PDCn4 dans les périmètres de centre.

L'indice d'occupation du sol est supprimé. Le nombre de niveaux habitable est également supprimé, n'étant pas utile en raison de l'insertion d'un IUS. La surface bâtie minimum est supprimée.

> Article 3.3 Degré de sensibilité au bruit

Cet article fait référence aux articles 43 et 44 de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15 décembre 1986 et fixe un degré de sensibilité II (DS II) pour cette zone.

> Article 3.4 Ordre des constructions

Cet article supprime les dérogations à l'ordre non contigu obligatoire au sens de l'article 17 de l'ancien règlement. Cependant, à l'intérieur d'une même parcelle, l'ordre des constructions est libre.

> Article 3.5 Distance aux limites

La distance minimum entre un bâtiment et la limite de parcelle est simplifiée et fixée à 3 mètres. Cette distance respecte les prescriptions de protection incendie de l'AEAI (Association des établissements cantonaux d'assurance incendie) puisque cette dernière l'autorise pour autant que les deux façades concernées soient incombustibles.

Pour les bâtiments implantés sur une même parcelle, la distance entre bâtiments est fixée en fonction de la hauteur des bâtiments concernés : 6 m pour les bâtiments

d'une hauteur hors tout inférieure ou égale à 4 m et 12 m pour les bâtiments d'une hauteur hors tout supérieure à 4 m.

> Article 3.6 Superficie

La superficie minimum est réduite à 600 m^2 (1000 m^2 dans le RPA en vigueur), afin de rendre constructible la quasi-totalité des parcelles en zone à bâtir et de mettre en conformité des parcelles construites avant 1965.

> Article 3.7 Niveaux habitables

Le nouveau règlement supprime la limitation du nombre de niveaux habitables.

> Article 3.8 Hauteur des bâtiments

Cet article simplifie la hauteur maximum des constructions. Elle est fixée à 9 m hors tout. Pour les constructions sises à moins de 6 m de la limite de la parcelle, elle est de 4 m hors tout.

> Article 3.9 Parties saillantes

Cet article autorise les balcons et avant-toits dans une distance à la limite entre 3 et 6 m, quand ils sont situés au-dessus du gabarit défini par l'article 3.8, al. 2 (leur profondeur maximale et de 1.5 m).

> Article 3.10 Longueur de la façade

Il est proposé de fixer une longueur maximum de façade de 25 m. Le calcul de la longueur de la façade prend en considération la longueur des annexes habitables accolées au bâtiment principal.

> Article 3.11 Toitures

Le règlement autorise désormais les toits dont la pente est comprise entre 25 % et 100 % pour les constructions implantées à plus de 6 mètres de la limite de propriété. Il autorise également les toitures plates et les toitures avec une pente inférieure à 25 % sur 30 % maximum de la surface du toit du bâtiment principal (vu en plan).

La toiture des constructions implantées entre 6 m et 3 m des limites de parcelle et des dépendances est libre. Pour ces dernières, le règlement précise qu'elles peuvent avoir une pente maximale de 100 % et qu'elles ne peuvent pas être accessibles lorsqu'elles sont situées à moins de 3 m des limites de parcelle.

> Article 3.12 Aire de verdure

Cette aire rend inconstructibles les parties de parcelles de la zone d'habitation de moyenne densité situées en secteur de dangers naturels élevés. Les constructions existantes et les aménagements extérieurs sont régis par l'article 18.4.

Cette aire est comprise dans la mesure d'utilisation du sol de la parcelle.

CHAPITRE 4 : ZONE D'HABITATION DE FAIBLE DENSITE

Les dispositions de la zone d'habitation de moyenne densité sont reprises, exception faite du type d'activités autorisées, de la mesure d'utilisation du sol et du degré de sensibilité au bruit.

> Article 4.1 Destination

Le nouveau règlement fait référence à la LPE et à l'OPB afin de fixer le type d'activités autorisées, en lien avec le degré de sensibilité au bruit (activités non gênantes pour les parcelles avec un DS II et activités moyennement gênantes pour les parcelles avec un DS III).

> Article 4.2 Mesure d'utilisation du sol

Cet article indique la mesure d'utilisation du sol en fixant un indice d'utilisation du sol (IUS) fixé à 0.40. Cet indice correspond à la conversion en IUS des dispositions du règlement sur les constructions et l'aménagement du territoire en vigueur.

Il est également proposé de fixer une part maximale d'activités exprimée en pourcentage de la SPd (50 %).

> Article 4.3 Degré de sensibilité au bruit

Cet article fait référence aux articles 43 et 44 de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15 décembre 1986 et fixe un degré de sensibilité II pour cette zone. Il est mentionné les parcelles pour lesquelles le degré de sensibilité est de III (parcelles 471, 472, 622, 1360, 1415, 1416, 1424, 1425 et 1426 le long du chemin des Ecaravez).

La définition de deux degrés de sensibilité au bruit différents pour la zone d'habitation de faible densité correspond à une traduction du plan des degrés de sensibilité au bruit en vigueur.

CHAPITRE 5 : ZONE MIXTE

> Article 5.1 Destination

Cette zone permet les constructions et installations d'intérêt public, les aménagements de sports et de jeux, les logements et les parkings souterrains.

> Article 5.2 Mesure d'utilisation du sol

La constructibilité de cette zone est définie par un indice de masse de 6 m^3/m^2.

Les surfaces affectées au logement ne peuvent pas dépasser 1100 m^2 de SPd

> Article 5.3 Degré de sensibilité au bruit

Le degré de sensibilité au bruit III est attribué à cette zone.

> Article 5.4 Ordre des constructions

L'ordre des constructions est libre à l'intérieur de cette zone.

> Article 5.5 Distance aux limites

La distance minimale à respecter à la limite de parcelle est de 5 m.

> Article 5.6 Hauteur

La hauteur hors tout est définie par une cote d'altitude à ne pas dépasser. Cette limite est fixée à l'altitude de 640 m au-dessus du niveau de la mer.

> Article 5.7 Toiture

La forme des toitures est libre dans cette zone.

CHAPITRE 6 : ZONE DE TOURISME ET DE LOISIRS

> Article 6.1 Destination

La zone est destinée à la création ou au maintien d'îlots de verdure, de places de jeux et de sport, de jardins ou de parcs publics. Les aménagements provisoires en lien avec des manifestations sont autorisées.

> Article 6.2 Degré de sensibilité au bruit

Le degré de sensibilité III est attribué à cette zone.

CHAPITRE 7 : ZONE AFFECTEE A DES BESOINS PUBLICS 1

> Article 7.1 Destination

Le nouveau règlement précise la destination de chaque zone affectée à des besoins publics. Pour la zone affectée à des besoins publics 1, le stationnement public ainsi que ~~et~~ les installations électriques ou les installations liées à la récolte des déchets sont autorisés.

> Article 7.2 Construction

La zone est inconstructible à l'exception des petites installations en lien avec la destination.

CHAPITRE 8 : ZONE AFFECTEE A DES BESOINS PUBLICS 2

> Article 8.1 Destination

Pour la zone affectée à des besoins publics 2, les installations et constructions liées au cimetière sont autorisées.

> Article 8.2 Mesure d'utilisation du sol

Les droits à bâtir sont désormais régis par un indice de masse de 1 m^3/m^2

> Article 8.3 Degré de sensibilité au bruit

Cet article attribue un degré de sensibilité au bruit de III à toute la zone.

> Article 8.4 Ordre des constructions

Le nouveau règlement précise que les conditions d'implantation des constructions sont libres.

> Article 8.5 Distance aux limites

La distance à la limite de propriété est 3 m.

> Article 8.6 Hauteur

La hauteur maximale a été fixée à 9 m jusqu'à 6 m de distance à la limite.

Pour les constructions avec une distance à la limite entre 3 m et 6 m, la hauteur maximale est de 4 m.

CHAPITRE 9 : ZONE AFFECTEE A DES BESOINS PUBLICS 3

> Article 9.1 Destination

Pour la zone affectée à des besoins publics 3, les constructions et aménagements d'intérêt public et aménagements de sport, de jeux et de détente sont autorisés.

> Article 9.2 Mesure d'utilisation du sol

Les droits à bâtir sont désormais régis par un indice de masse de 1 m^3/m^2 :

> Article 9.3 Degré de sensibilité au bruit

Cet article attribue un degré de sensibilité au bruit de III à toute la zone.

> Article 9.4 Ordre des constructions

Le nouveau règlement précise que les conditions d'implantation des constructions sont libres.

> Article 9.5 Distance aux limites

La distance à la limite de propriété est de 3 m.

> Article 9.6 Hauteur

La hauteur maximale a été fixée à 9 m jusqu'à 6 m de distance à la limite.

Pour les constructions avec une distance à la limite entre 3 m et 6 m, la hauteur maximale est de 4 m.

CHAPITRE 10 : SECTEURS CONCERNES PAR DES MODIFICATIONS PARTICULIERES

> Article 10.1 Secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le plan des zones du 4 juillet 1984

Le nouveau règlement traite des secteurs qui seront ultérieurement concernés par un plan d'affectation de détail. Dans l'attente de l'élaboration de ces plans d'affectation de détail, ces secteurs restent régis par les dispositions du plan des zones du 4 juillet 1984. Toutefois, le RPA les renvoie à des dispositions particulières concernant :

> Art. 18.1 à 18.5 « Règles applicables aux secteurs soumis aux dangers naturels »;
> Art. 19.1 et 19.2 « Règles applicables aux bâtiments recensés » ;
> Art. 21.2 « Garantie de la disponibilité des terrains ».

Pour le surplus, ils demeurent régis par le plan des zones du 4 juillet 1984 et son règlement, pour autant que ces derniers ne soient pas en contradiction avec les articles susmentionnés.

> Article 10.2 Secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par les plans de détail en vigueur

Ces secteurs sont traités par des plans d'affectation de détail en vigueur aujourd'hui. Ils sont régis par les articles suivants du RPA :

> Art 10.3 « Degré de sensibilité au bruit »
> Art. 18.1 à 18.5 « Règles applicables aux secteurs soumis aux dangers naturels ».
> Art. 19.1 et 19.2 « Règles applicables aux bâtiments recensés ».
> Art. 21.2 « Garantie de la disponibilité des terrains ».

Pour le surplus et dans l'attente de l'élaboration de futurs plans d'affectation de détail, ils demeurent régis par les plans d'affectation en vigueur, pour autant que ces derniers ne soient pas en contradiction avec les articles susmentionnés.

> Article 10.3 Degré de sensibilité au bruit

Un degré de sensibilité au bruit au sens de l'OPB est désormais attribué à chaque plan d'affectation de détail qui n'en possède pas dans son propre règlement.

A noter que la parcelle 548 (PQ Signal de Belmont), le long de la route du Signal, faisait l'objet d'un degré de sensibilité III du fait de son activité (restaurant). Ladite activité ayant cessé, le degré de sensibilité II lui est attribué en cohérence avec les autres parcelles situées en zone d'habitation de faible densité.

CHAPITRE 11 : ZONE DE VERDURE

La zone de verdure est destinée à la création ou au maintien d'îlots de verdure ainsi qu'à la création d'aires de jeux. Elle est inconstructible à l'exception de l'aménagement d'accès et de constructions de minime importance, telles que définies par l'art. 103 LATC, en lien avec sa destination.

CHAPITRE 12 : ZONE DE PROTECTION DE LA NATURE ET DU PAYSAGE 1

Cette zone inconstructible est destinée à maintenir les qualités botaniques et faunistiques du territoire communal.

Un entretien extensif avec une fauche tardive y est préconisé.

CHAPITRE 13 : ZONE DE PROTECTION DE LA NATURE ET DU PAYSAGE 2

Cette zone inconstructible est destinée à protéger les fonctions biologiques et naturelles du cours d'eau. Elle comprend les espaces cours d'eau dont la largeur a été définie par la DGE-Eau de la manière suivante :

> 15 m de part et d'autre du domaine public des eaux pour le cours de la Paudèze et ses affluents,
> 8.5 m de part et d'autre du domaine public des eaux pour le cours du Flonzel et ses affluents dans la partie située en aval de l'autoroute,
> 5.5 m de part et d'autre du domaine public des eaux pour le cours du Flonzel et ses affluents dans la partie située en amont de l'autoroute.

Aucun engrais n'est toléré dans cette zone et la gestion des arbres doit se faire d'entente avec la Municipalité. Toute intervention sur les haies et arbres ayant une importance particulière pour la faune doit faire l'objet d'une autorisation du CCFN.

La surface de l'emprise de cette zone peut être prise en considération dans l'indice d'utilisation du sol du solde de la parcelle affectée en zone à bâtir.

CHAPITRE 14 : ZONE AGRICOLE

> Article 14.1 Destination

Le nouveau règlement précise les types de constructions et activités autorisées en faisant référence aux législations fédérales.

> Article 14.2 Degré de sensibilité au bruit

En cohérence avec l'OPB, le degré de sensibilité III est attribué à la zone.

CHAPITRE 15 : AIRE FORESTIERE

Cet article est adapté en fonction des nouvelles dispositions légales concernant l'aire forestière.

CHAPITRE 16 : REGLES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

Les règles applicables à toutes les zones sont différenciées des règles applicables aux zones à bâtir pour plus de clarté.

> Article 16.1 Zones « S » de protection des eaux

Un article sur les zones « S » de protection des eaux a été ajouté, renvoyant tous travaux dans un secteur de protection des eaux au service cantonal compétent.

> Article 16.2 Esthétique

Le nouveau règlement fait désormais référence à l'article 86 LATC.

> Article 16.7 Antennes ou équivalents

L'installation de matériel de réception ou d'émission est soumise à l'autorisation de la Municipalité, mais elles doivent être restreintes en nombre et en taille, selon l'état de la technique.

> Article 16.8 Distance au domaine public

Le nouveau règlement prévoit que lorsque des constructions sont prévues en bordure des voies publiques, les dispositions de la loi sur les routes (LRou) ou celles d'un plan d'affectation fixant les limites des constructions sont applicables et prime sur la distance aux limites de parcelles (art. 16.9).

> Article 16.9 Distance aux limites

Le nouveau règlement clarifie les dispositions de cet article.

> Article 16.11 Remorques et autres engins mobiles

L'utilisation de roulottes ou caravanes comme habitation est interdite. Cependant, le stationnement des engins mobiles immatriculés est autorisé s'il utilise les places légalisées à l'article 16.12.

> Article 16.12 Places de stationnement pour véhicules à moteur et deux roues légers non motorisés

Cet article a été mis à jour et fait référence aux normes VSS en vigueur.
Il est possible d'aménager des places de stationnement sur un autre bien-fonds moyennent une inscription d'une servitude au bénéfice de la commune.

Finalement, plusieurs articles manquants dans le règlement actuel ont été ajoutés, concernant :

> Les régions archéologiques (16.13).
> Les éléments naturels protégés (16.14)
> Les murs anciens (16.15)
> La substance des voies de communication historiques (16.16)
> Les itinéraires de randonnées et cheminements piétons (16.17)
> Les mouvements de terre (16.18)
> Les consolidations et ancrages (16.19)
> L'abandon d'ancrages dans le sous-sol (16.20)
> Les dommages causés au domaine public (16.21)

> Article 16.13 Régions archéologiques

Cet article a été ajouté conformément aux exigences de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP).

> Article 16.14 Eléments naturels protégés

Cet article rappelle qu'aucune atteinte à des objets dignes de protection ne peut être effectuée sans autorisation préalable du Département compétent.

> Article 16.15 Murs anciens

Cet article assure la préservation des murs anciens en limitant la réalisation de nouvelles ouvertures.

> Article 16.16 Substance des voies de communication historiques

Cet article assure la préservation de la substance des voies de communication historiques en imposant la consultation de la section cantonale des Monuments et Sites lors de tout projet d'aménagement touchant des routes.

> Article 16.17 Itinéraires de randonnées et cheminements piétons

Cet article assure la préservation de la continuité des itinéraires et des cheminements piétons et permet de faire référence à l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre.

> Article 16.18 Mouvements de terre

Le nouveau règlement instaure une limitation en matière de mouvements de terre (+/- 3.5 m).

> Article 16.19 Consolidation et ancrages

Pour assurer l'intégrité et la stabilité du domaine public, le règlement introduit 3 nouveaux articles. Cet article permet l'établissement d'éléments temporaires de consolidation ou d'ancrages sous le domaine public et définit la procédure à respecter pour un tel établissement.

> Article 16.20 Abandon dans le sous-sol

Ce nouvel article encadre l'abandon d'ancrages à plus de 1.50 m dans le sous-sol.

> Article 16.21 Dommages causés au domaine public

Cet article rappelle que la réparation des dommages causés aux voies publiques, aux trottoirs, jardins ou conduites incombe aux constructeurs.

> Articles supprimés

L'article sur les combles est supprimé, car on ne limite plus le nombre d'étages. L'article sur le refus de construction est également supprimé, car il est de nature trop subjective. De plus, les dispositions sur l'esthétique permettent à la Municipalité de statuer sur un projet.

CHAPITRE 17 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES A BATIR

> Articles 17.1 et 17.2

Ces articles précisent notamment les méthodes de calcul des indices mentionnés dans le nouveau règlement (indice d'utilisation du sol, indice de masse) selon la norme SIA 421 (2004).

> Article 17.3 Toiture

Cet article précise en premier lieu les matériaux utilisables pour les toitures : tuiles ou tout autre matériau d'apparence semblable.

Cet article précise également pour toutes les zones que les toits plats peuvent être aménagés en terrasse s'ils sont accessibles. Dans le cas contraire, ils sont de préférence végétalisés.

La pose de capteurs solaires est autorisée et l'on veillera à leur bonne intégration qui doit répondre aux dispositions de l'article 32a OAT.

> Article 17.4 Ouverture en toiture

Le nouveau règlement fixe les ouvertures en toiture (les lucarnes positives et négatives, les châssis-rampants et les pignons secondaires) pour toutes les zones à bâtir à 30 % de la surface de la toiture (vue en élévation) et définit la distance minimum entre ouvertures à 1 m.

La largeur de ces ouvertures additionnée sera d'au maximum la moitié de la longueur de la façade située sous le pan de toit concerné. De même, la longueur maximale d'une ouverture sera du tiers de la longueur de la façade située sous le pan de toit concerné.

> Article 17.5 Eléments de la toiture, superstructure

Les éléments de construction émergeant de la toiture (cheminées, bouches de ventilation, cages d'escaliers ou d'ascenseurs, antennes, etc.) doivent être réduits au minimum nécessaire et doivent faire l'objet d'une étude architecturale appropriée. Une hauteur maximale de 2 m est définie pour les cheminées et une référence aux prescriptions AEAI est introduite.

> Article 17.6 Fondations

Les fondations et les seuils d'entrée seront disposés de telle sorte que, lorsque la voie publique aura sa largeur maximum, aucune modification ne soit nécessaire.

> Article 17.7 Dépendances

A l'exception des constructions définies à l'article 68a RLATC, la surface totale des dépendances, piscines extérieures comprises, est limitée à 10 % de la surface déterminante du terrain. Tout dépassement est pris en compte dans l'IUS. La hauteur des dépendances est limitée à 4 m.

> Article 17.8 Hauteur

L'article reprend la méthode de calcul des hauteurs du RPA en vigueur, en la clarifiant à l'aide d'un schéma. Les principes de calcul de la hauteur hors tout sont précisés en distinguant les bâtiments à toiture en pente et ceux à toiture plate.

> Article 17.9 Terrain de référence

Cet article définit le terrain de référence au sens de la norme SIA 421 (2004).

Pour des motifs liés à l'aménagement du territoire ou à l'équipement, l'article précise que le terrain de référence peut être déterminé différemment par la Municipalité dans le cadre d'une procédure de planification ou d'autorisation de construire.

Cette disposition reprend les dispositions de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des terminologies liées à la constructions (AIHC).

De plus, l'article précise qu'un terrain aménagé suite à une autorisation accordée au minimum 20 ans avant l'approbation du présent règlement est considéré comme le terrain de référence.

> Article 17.10 Plantations

Pour les plantations, les haies vives sont recommandées afin de favoriser la biodiversité. Les plantes néophytes, les laurelles, les thuyas ainsi que les espèces envahissantes et sensibles au feu bactérien sont, en revanche, interdites. De plus, à maturité, la taille maximale de ces plantations ne peut dépasser la hauteur des constructions autorisées dans la zone.

> Article 17.11 Energies renouvelables

Le nouveau règlement fait désormais référence à la Loi sur l'énergie.

> Article 17.12 Evacuation des eaux pluviales

Le règlement exige que la gestion et l'évacuation des eaux pluviales soient réalisées de manière à garantir une bonne séparation des eaux. De plus, il exige qu'un système de rétention des eaux dimensionné pour un temps de retour de 10 ans soit mis en place.

Pour le reste, les dispositions du règlement communal sur l'évacuation et le traitement des eaux s'appliquent.

> Article 17.14 Protection contre le bruit des nouvelles zones constructibles et degré de sensibilité au bruit des plans d'affectation de détail en vigueur.

Un nouvel article est inséré sur demande du service cantonal compétent. Il rappelle l'obligation pour les nouveaux plans d'affectation ou les constructions prévues sur une zone affectée avant l'entrée en vigueur de l'OPB de respecter les valeurs de planification de l'OPB.

CHAPITRE 18 : REGLES APPLICABLES AUX SECTEURS SOUMIS AUX DANGERS NATURELS

Un chapitre dédié aux dispositions à appliquer dans les secteurs soumis aux dangers naturels est introduit. Les dispositions sont commentées au chapitre 6.3 Dangers naturels du présent rapport.

CHAPITRE 19 : REGLES APPLICABLES AUX BATIMENTS RECENSES

Un chapitre regroupant les dispositions concernant les bâtiments recensés est créé.

> Article 19.1 Dispositions générales

Cet article signale l'existence d'une liste des bâtiments inventoriés et classés par l'Etat.

Il précise les possibilités de transformations ou d'agrandissements de ces bâtiments selon leur note. Conformément aux demandes de la DGIP, une distinction a été introduite entre les bâtiments en note 4 hors du périmètre du PEP Bourg et ceux inclus dans son périmètre.

> Article 19.2 Ouverture en toiture

Cet article intègre les recommandations de la DGIP concernant les ouvertures en toitures des bâtiments recensés en note 3 et 4.

CHAPITRE 20 : POLICE DES CONSTRUCTIONS

La police des constructions est adaptée au nouveau RPA.

> Article 20.1 Dossier d'enquête, plans, échelle

Un plan indiquant les surfaces entrant dans le calcul des indices, les servitudes, le report du terrain de référence de même que la limite à la lisière forestière et la limite des routes, ainsi que les formulaires relatifs au domaine de l'énergie, le diagnostic amiante (si nécessaire) et la démonstration de la rétention des eaux météoriques doivent dorénavant accompagner les dossiers d'enquête. Le détail des calculs pour les indices, les hauteurs, les ouvertures en toitures, les toits dont la pente est inférieure à 25 %, le nombre de places de stationnement et les surfaces imperméables est demandé.

Le dossier d'enquête sera également complété par un plan des aménagements extérieurs au 1/200. Seront indiqués le report du terrain naturel, attesté par un géomètre, ainsi que les essences des plantations.

En cohérence avec les dispositions de l'article 18.1, une évaluation locale de risque est demandée pour tout permis de construire sur une parcelle identifiée en secteur de restriction ou pour la construction d'un objet sensible. En dehors de ces secteurs, la Commune exige un simple avis géologique et géotechnique.

> Article 20.2 Maquette, gabarits

La nature de la maquette potentiellement exigée a été élargie aux maquettes virtuelles (informatiques).

> Article 20.3 Émoluments, taxes et frais

Le nouveau règlement confirme que des émoluments sont perçus en cas d'exemption de l'obligation de réaliser des places de stationnement.

Les émoluments sont soumis à un règlement établi par la Municipalité, adopté par le Conseil communal et approuvé par le Département compétent.

> Article 20.4 Équipements communautaires

Le nouveau RPA précise que les taxes pour le financement de l'équipement communautaire font l'objet d'un règlement établi par la Municipalité adopté par le Conseil communal et approuvé par le Département compétent.

> Article 20.5 Délivrance du permis d'habiter ou d'utiliser

Cet article précise que les aménagements extérieurs doivent obligatoirement être terminés pour que le permis d'habiter ou d'utiliser puisse être délivré.

L'occupation et l'utilisation de bâtiments avant la délivrance du permis d'habiter ou du permis d'utiliser est sous l'entière responsabilité du propriétaire.

> Article 20.6 Constructions réputées commencées

Cet article est complété avec une référence au CFC 2.

> Article 20.7 Dérogations

L'octroi de dérogations par la Municipalité se fait dorénavant au sens de l'article 85 LATC. Le délai d'octroi de deux ans suivant l'entrée en vigueur du RPA est supprimé.

CHAPITRE 21 : DISPOSITIONS FINALES

> Article 21.2 Garantie de la disponibilité des terrains

Conformément aux articles 15a LAT et 52 LATC, un article traitant de la disponibilité des terrains a été ajouté au nouveau règlement. Celui-ci prévoit que les parcelles non bâties affectées en zone à bâtir doivent être construites dans un délai de 12 ans. Ces parcelles sont signalées en plan.

> Article 21.3 Entrée en vigueur

Dès son entrée en vigueur, le présent PA abroge, au sein de son périmètre, toutes les dispositions antérieures contraires. A ce titre, le plan des zones en vigueur s'applique toujours pour les secteurs concernés par des modifications particulières mais qui demeurent globalement régis par ce dernier.

6.1 Nature et paysage

6.1.1 Inventaire des monuments et sites méritant d'être sauvegardés (IMNS)

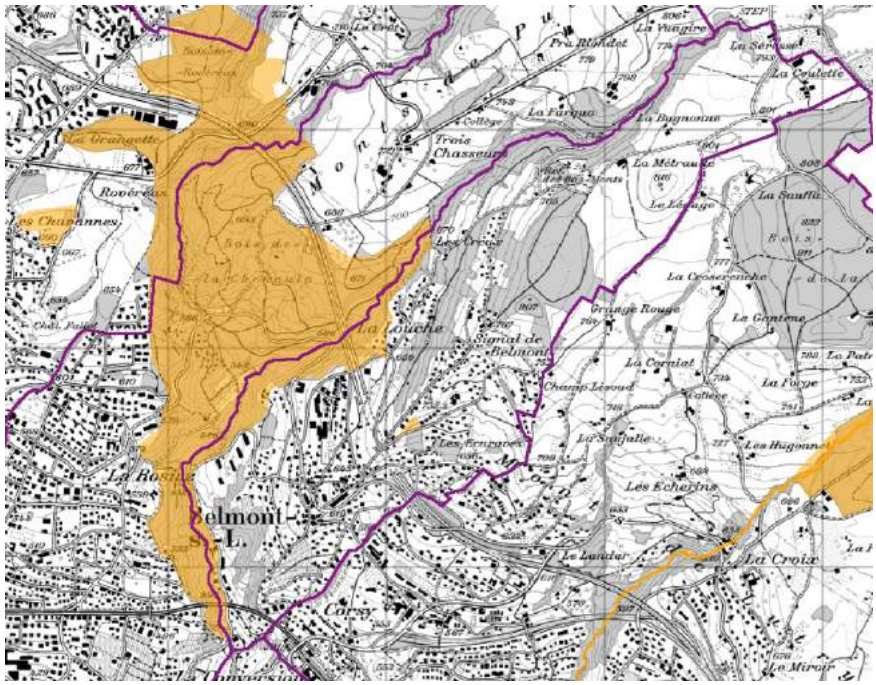
La commune de Belmont abrite une partie de l'objet IMNS n ° 138 « COURS PARTIEL DE LA CHANDELAR ET DE LA PAUDEZE, BOIS DE LA CHENAULA »

Mesure : Cet espace est préservé par le nouveau PA qui le maintient dans l'aire forestière. La délimitation d'un espace cours d'eau de 15 m garantit sa préservation à long terme et son inconstructibilité totale.

La commune de Belmont abrite également l'objet IMNS n ° 138a « PRAIRIE SECHE DE BELMONT ».

Mesure : La parcelle 479 est affectée en zone naturelle protégée et en aire forestière par le PPA Champ Chamot, approuvé le 6 octobre 1998. Le présent PA ne modifiant pas les dispositions de ce PPA, la protection de l'objet 138a est garantie.

Figure 3 : Carte des monuments naturels selon l'inventaire cantonal des monuments naturels et des sites (IMNS)//Source : geo.vd.ch



6.1.2 Milieux naturels

Une prairie sèche est répertoriée par l'inventaire fédéral des prairies et pâturages secs d'importance nationale :

> la prairie sèche n° 6656, objet n° 36 « Les Ecavarez » correspond à l'objet IMNS n° 138a. Cet espace est régi par le PPA « Champ-Chamot » approuvé le 6 octobre 1998. La parcelle 479, abritant la prairie, est colloquée en zone naturelle protégée.

6.1.3 Réseau écologique cantonal

Plusieurs composantes du réseau écologique cantonal sont identifiées sur le territoire de Belmont :

> Le territoire d'intérêt biologique prioritaire (TIBP) à conserver (n° 92-EF) correspond à l'objet IMNS n ° 138 « COURS PARTIEL DE LA CHANDELAR ET DE LA PAUDEZE, BOIS DE LA CHENAULA ». Cet espace est préservé par le nouveau PA qui le maintient dans l'aire forestière. La délimitation d'un espace cours d'eau de 15 m garantit également sa préservation à long terme et son inconstructibilité totale. Enfin, les zones à bâtir identifiées à la périphérie du TIBP sont maintenues dans leur périmètre actuel et ne font pas l'objet d'une extension.

> Un territoire d'intérêt biologique supérieur (TIBS) à maintenir correspond à la vallée de la Paudèze entre le PQ Burenoz-Malavaux et la confluence avec le Flonzel. Sur le versant Est de cette vallée, une étude botanique a été effectuée en 1995 qui a conduit à relever de grandes qualités botaniques sur une partie des parcelles 29, 37, 116, 124, 125, 128 et 141. Les qualités écologiques de cet espace sont préservées à travers l'aire forestière, la zone de protection de la nature et du paysage 2 en fond de vallée et la zone de protection de la nature et du paysage 1 pour les parcelles à forte valeur botanique identifiées en 1995. Par ailleurs, des aires de verdure ont été définies dans les zones d'habitation de moyenne et de faible densité. Ces aires inconstructibles permettent de prendre en compte la problématique liée aux dangers naturels élevés.

> Un territoire d'intérêt biologique supérieur (TIBS) à conserver correspond à la partie amont du Flonzel. Les espaces naturels liés à ce cours d'eau sont préservés par le nouveau PA qui les maintient dans l'aire forestière. La délimitation d'un espace cours d'eau de 8.5 m garantit également leur préservation à long terme et son inconstructibilité totale. Enfin, les zones à bâtir à proximité du Flonzel ne font pas l'objet d'une extension.

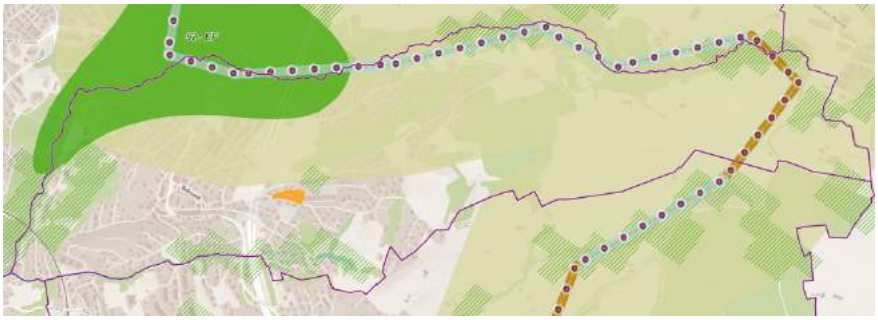
> Un territoire d'intérêt biologique supérieur (TIBS) à conserver correspond à l'objet IMNS n ° 138a « PRAIRIE SECHE DE BELMONT ». Sa préservation est garantie

par son affectation en zone naturelle protégée et en aire forestière par le PPA « Champ Chamot ».

> Une liaison régionale à renforcer (n° 63) correspond à la Paudèze. En matière d'aménagement du territoire, la fonctionnalité de cette liaison écologique est assurée par l'aire forestière définie sur les versants de la vallée.

> Une liaison régionale à renforcer (n° 529) correspond à une liaison écologique terrestre traversant l'espace agricole situé au nord de la commune. Son affectation en zone agricole et la réglementation liée aux zones de protection des eaux permettent de maintenir sa fonctionnalité.

Figure 4 : Réseau écologique cantonal//Source : geo.vd.ch



La figure 3 est disponible en format A4 à l'annexe 5.

6.1.4 Inventaire des géotopes du canton de Vaud

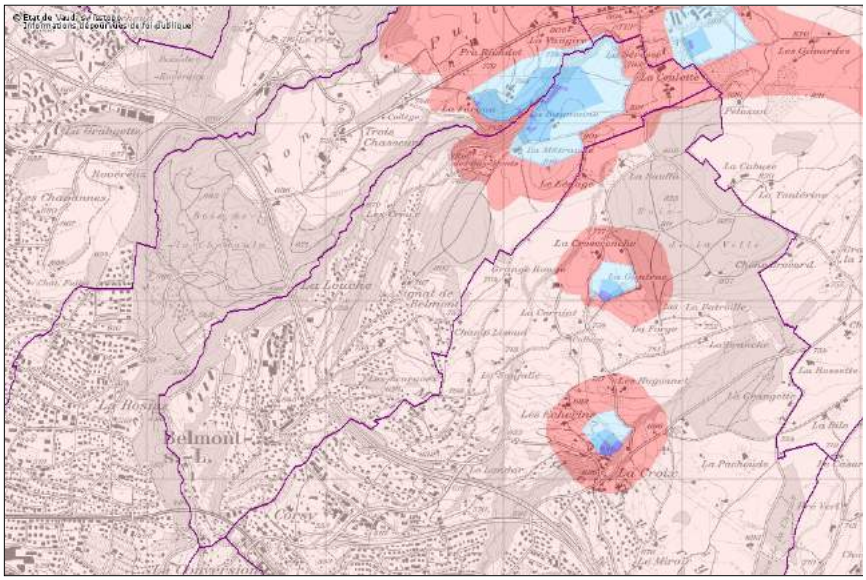
L'inventaire cantonal des géotopes identifie la commune dans le géotope « Molasse à charbon de la Paudèze (fiche N°61 en annexe 5).

6.2 Eaux

6.2.1 Eaux souterraines

L'extrême Nord de la commune abrite des zones de protection des eaux S1 (zone de captage située à proximité immédiate du captage), S2 (zone de protection rapprochée) et S3 (zone de protection éloignée) ainsi qu'un secteur Au (secteur particulièrement menacé) afin de protéger un captage.

Figure 5 : Secteurs de protection des eaux//Source : geo.vd.ch



Les zones « S » de protection des eaux figurent sur le PA à titre indicatif.

Le reste de la commune fait partie du secteur üB (reste du territoire) de protection des eaux et ne nécessite aucune mesure particulière.

6.2.2 Évacuation des eaux pluviales

La Commune de Belmont-sur-Lausanne dispose d'un Plan général d'évacuation des eaux PGEE approuvé le 28 janvier 2005 par le Département et une fois le PGA adopté, la Commune s'engage à le maintenir à jour.

Ci-après, deux commentaires repris de ce document :

« Le calcul des débits pour les collecteurs EU tient compte de la situation future du réseau, soit un système séparatif complet. De ce fait, aucun apport pluviométrique n'entre théoriquement dans le réseau EU. En 2004, la situation était différente au vu de la présence du réseau en système unitaire, néanmoins, des déversoirs d'orage court-circuitaient les EM aux points névralgiques du réseau, et de ce fait, aucun dysfonctionnement n'était à signaler dans les EU.

Dans l'état futur (système séparatif), les capacités seront largement suffisantes. Le collecteur Flonzel pourra supporter environ 13'000 habitants et le collecteur Paudèze environ 24'000 habitants. ».

Dès lors que le projet de PGA ne comporte pas d'ouverture de nouvelles zones à la construction, les données de l'étude de 2004 sont toujours d'actualité et la densification prévue reste compatible avec les capacités du réseau collecteur communal. Aucune extension du réseau n'a été entreprise sur les zones intermédiaires.

La législation fédérale n'indique aucun délai pour la mise en séparatif d'un réseau collecteur communal. Néanmoins, la politique de la commune de Belmont d'étendre l'assainissement en système séparatif dans le but de diminuer les déversements de pollution et d'améliorer le fonctionnement de la STEP par la diminution des ECP s'est poursuivie

La commune profite de toutes les opportunités de travaux pour procéder à la mise en séparatif ou mise en conformité des collecteurs communaux. Pour exemple, les travaux de mise en séparatif sur la RC 773 mentionnés ci-dessous (préavis n° 01/2017) ont été commandés dans le cadre de l'obligation d'assainissement du bruit routier, découlant de l'OPB.

Secteur 1

Entre 5112 et 5115 : Mise en séparatif Malavaux (préavis n° 09/2004)
Entre 5138 et 5148 : Mise en séparatif dans le cadre des travaux de la RC 773 (préavis n° 01/2017)
Entre 5224 et 5226 : Mise en séparatif (préavis n° 5/1999)

Entre 5083 et 5076.01 : La conduite eaux mélangées est utilisée pour les eaux claires (préavis n° 9/1998)
Entre 5143 et 5083 : Mise en séparatif (préavis n° 9/1998)
Entre 5083 et 5115 : La conduite eaux mélangées est utilisée pour les eaux claires

Depuis 5115, au travers de la parcelle n° 619 : Ajout de la canalisation d'eaux claires sur le plan
Entre 5115 et 5076.06 : Ajout de la canalisation d'eaux usées sur le plan
Entre 1363 et 13963 : Canalisation d'eaux usées remplacée (préavis n° 02/2016)

Secteur 2

Entre 5016 et 2028 : Mise en séparatif (préavis n° 9/2002)
Entre 5148 et 5173 : Mise en séparatif (préavis n° 9/2002)

Entre parcelles 220 et 221/222 : Mise en séparatif (préavis n° 9/2002)

Entre 5165 et limite parcelle 249 : Mise en séparatif
Entre 5182/5183 et 5190 : Mise en séparatif (préavis n° 05/2008)
Entre 5165 et 2106 : Mise en séparatif (préavis n° 03/2005) ; conduite eaux claires déplacée en 2017 lors de la construction des immeubles sur la parcelle n° 234)

Secteur 3

Entre 5190 et 2311 : Mise en séparatif (préavis n° 05/2008)

Par ailleurs, toute nouvelle construction ou transformation de bâtiment en unitaire doit être mis en séparatif, indépendamment du système actuel des collecteurs communaux.

La LEaux, art. 7 al. 2 dispose que *« Les eaux non polluées doivent être évacuées par infiltration conformément aux règlements cantonaux. Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent, avec l'autorisation du canton, être déversées dans les eaux superficielles. Dans la mesure du possible, des mesures de rétention seront prises afin de régulariser les écoulements en cas de forts débits. »*.

Au vu de la qualité de son sous-sol, l'infiltration est interdite sur la zone urbanisée de la commune.

L'article 4, alinéa 6 du « Règlement communal sur l'évacuation et le traitement des eaux », entré en vigueur le 1er février 2017, mentionne que *« Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux seront évacuées via les équipements publics ou privés, conformément aux principes du PGEE, si nécessaire après rétention »*. Jusqu'à ce jour, cette disposition n'a jamais dû être appliquée.

Cependant, le réchauffement climatique engendre des épisodes orageux violents se manifestant de plus en plus souvent. La Municipalité a donc décidé d'intégrer au règlement RCAT un nouvel article intitulé « Évacuation des eaux pluviales » qui oblige à un calcul du coefficient de ruissellement maximal restitué au réseau collecteur, conforme à la norme SN 592'000 en vigueur. Un temps de retour de 10 ans (intensité des pluies selon la norme SN 640'350 et un débit de rejet de 20l/S/ha.) a été considéré.

Enfin, après tous travaux, la Commune procède à la mise à jour de l'état des canalisations et de la mise en séparatif, sur le système d'information géographique.

6.3 Dangers naturels

6.3.1 Cartes des dangers naturels

Les cartes des dangers naturels de la commune de Belmont ont été établies et validées. Il en ressort que la commune est concernée par des dangers essentiellement géologiques, mais également hydrologiques le long du cours du Flonzel et ses affluents.

Secteurs soumis à glissement de terrain permanents (GPP)

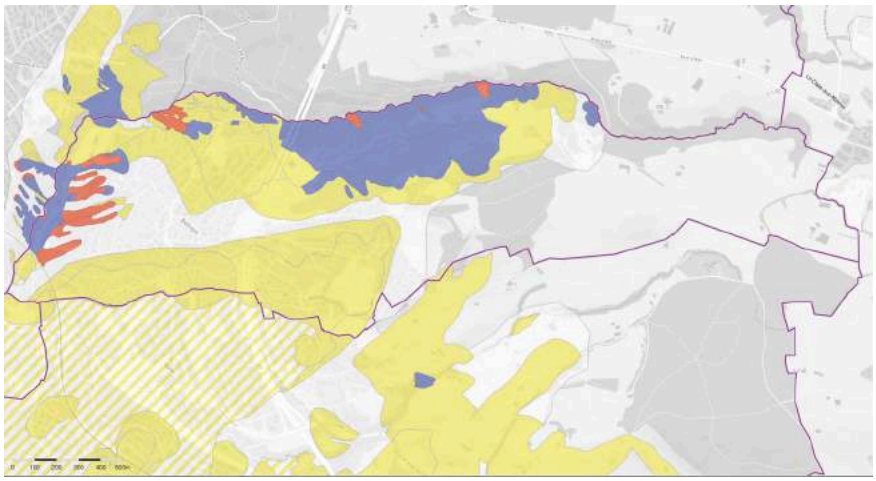
Les versants de la vallée de la Paudèze et du vallon du Flonzel sont soumis à des glissements de terrain permanents. Il s'agit du principal danger auquel la commune est soumise. Plusieurs secteurs de la commune sont notamment concernés par des dangers élevés de glissements de terrain permanents :

> Le secteur des Chaffeises (actuelle zone industrielle) ainsi que le quartier d'habitation du Burenoz, tous deux identifiés comme secteurs concernés par des modifications particulières mais qui demeurent régis par le plan des zones du 4 juillet 1984. L'actuelle zone industrielle de la commune est implantée en contrebas des zones de glissements.

> Le secteur de La Rouvène où un quartier d'habitation s'est développé sur la partie amont du secteur de glissement. Plus particulièrement, la parcelle 1497 affectée en zone d'habitation de moyenne densité est soumise à un danger élevé de glissement.

> Le secteur de la Combe où un quartier d'habitation s'est développé sur la partie amont du secteur de glissement. Plus particulièrement, la parcelle 716 colloquée en zone d'habitation de faible densité est soumise à un danger élevé de glissement.

Figure 6 : Secteurs soumis à glissement de terrain permanents//Source : geo.vd.ch



Secteurs soumis à des glissements de terrain spontanés (GSS)

Les versants de la vallée de la Paudèze et du vallon du Flonzel sont également concernés par des glissements de terrain spontanés. Aucun secteur de danger élevé de glissement spontané n'est toutefois identifié sur le territoire communal.

Figure 7 : Secteurs soumis à glissement de terrain spontanés//Source : geo.vd.ch



Secteurs soumis à des chutes de pierres et de blocs (CPB)

Le secteur des Chaffeises est soumis à des dangers élevés et moyens de chutes de pierres et de blocs.

Figure 8 : Secteurs soumis à des chutes de pierres et de blocs//Source : geo.vd.ch



Secteurs soumis à danger d'inondation et de laves torrentielles (INO + LTO)

Les domaines publics liés à la Paudèze et au Flonzel sont identifiés en zone de danger élevé ou moyen d'inondation. Seule la partie amont du Flonzel présente des parcelles privées soumises à un danger d'inondation ou de lave torrentielle. Les secteurs les plus exposés se localisent aux abords du cours d'eau :

> Danger élevé sur les parcelles 416 et 415 actuellement affectées en zone de verdure

> Danger moyen sur les parcelles 36, 366, 369, 618, 405, 415, 1401, 368, 900, 367, 364, 826, 363, 358, 357, 237, 229, 1538, 1537, 232.

Des travaux d'aménagement hydrauliques ont été réalisés pour traiter ces secteurs problématiques.

Figure 9 : Secteurs soumis à danger d'inondation et de laves torrentielles//Source : geo.vd.ch



6.3.2 Transcription des dangers naturels dans le PA

Principe de transcription

La traduction des dangers naturels dans le PA a été mise en œuvre en appliquant cinq principes :

> Les dangers d'ordre géologique et les dangers d'ordre hydrologique ont été distingués.

> Les secteurs soumis à un danger élevé sont rendus inconstructibles par des mesures d'aménagement du territoire adaptées. Les secteurs soumis à un danger moyen ou faible restent constructibles sous réserve de la mise en œuvre de mesures d'aménagement adaptées.

> Différents secteurs de restriction ont été définis, ils s'appliquent à la parcelle.

> La transcription des dangers naturels dans les secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le plan des zones du 4 juillet 1984 ou les plans de détail en vigueur est effectuée par l'intermédiaire du PA.

> Les mesures à l'objet sont à définir, dans le cadre d'une évaluation locale de risque réalisée, par un expert agréé par l'ECA, pour chaque projet de construction dans le cadre des procédures de permis de construire. Le PA identifie seulement des types de mesures qui peuvent être mobilisés.

Sur la base de ces principes, 3 secteurs de restriction et une aire de verdure sont définis :

> Le secteur de restriction 1 délimite les parcelles exposées à un danger géologique moyen à faible. Dans ce secteur de restriction, les nouvelles constructions ainsi que les agrandissements, reconstructions, transformations lourdes ou changements de destination de constructions existantes doivent faire l'objet d'une combinaison de mesures définies par un expert agréé. Le PA liste une typologie de mesures mobilisables.

> Le secteur de restriction 2 délimite les parcelles exposées à un danger hydrologique moyen à faible. Dans ce secteur de restriction, les nouvelles constructions ainsi que les agrandissements, reconstructions, transformations lourdes ou changements de destination de constructions existantes doivent faire l'objet d'une combinaison de mesures définies par un expert agréé. Le PA liste une typologie de mesures mobilisables.

> Le secteur de restriction 3 délimite les fractions de parcelles exposées à un danger géologique élevé et localisées dans le secteur des Chaffeises et dans le PQ légalisé Burenoz-Malavaux. Dans ces secteurs, des dispositions interdisent la construction de nouveaux bâtiments et encadrent strictement les possibilités d'évolution des bâtiments existants et de réalisation d'aménagements extérieurs.

> L'aire de verdure correspond à des parties de parcelles affectées en zone à bâtir et soumises à un danger géologique élevé. Elle est inconstructible afin de prendre en considération le niveau de danger. Cette aire de verdure a été créée afin de rendre possible l'exploitation des droits à bâtir sur la portion de la parcelle non concernée par un danger élevés. Pour les constructions existantes dans cette aire (cas des parcelles 29 et 716) et les aménagements extérieurs, les dispositions de l'article 18.4 relatives au secteur de restriction 3 sont applicables.

Enfin, les dispositions prévues pour les secteurs de restriction 1 et 2 sont applicables aux affectations sensibles sur l'ensemble du territoire communal.

Les mises en zone dans un secteur soumis à danger naturel

Le PA met en zone cinq parcelles dans des secteurs soumis à danger naturel :

> La partie de la parcelle 28 identifiée comme « autoroute » dans l'actuel PA et non affectée dans le plan de zone en vigueur est identifié comme secteur concerné par des modifications particulières, mais qui demeure régi par le plan des zones du 4 juillet 1984, car le projet routier qui justifiait le DP est abandonné. Elle est soumise à un danger géologique moyen comme la parcelle 132 voisine. A ce titre, elle bénéficie des mêmes dispositions règlementaires.

> Les parcelles 35, 706 et 710 sont dans la même situation. Elles sont partiellement non affectées dans le PA en vigueur, car identifiées comme « autoroute » et soumises à un danger géologique faible. Le niveau de danger ne permet pas de justifier leur non-affectation, elles sont identifiées en zone d'habitation de moyenne densité et secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent régis par le plan des zones du 4 juillet 1984.

NB : Gestion actuelle des risques géologiques

A l'heure actuelle, un rapport géotechnique est systématiquement exigé par la commune lors de toute demande de permis de construire. Ce rapport définit les mesures générales à prendre lors de la construction, sans préciser les mesures concrètes à appliquer à l'objet. En effet, aucune base légale ne permet d'exiger du constructeur qu'il propose des mesures approfondies sans qu'il ne soit en possession d'un permis de construire. En contrepartie, l'ouverture du chantier ne peut se faire qu'après une séance entre la commune et les requérants lors de laquelle est présentée la preuve qu'un géotechnicien est mandaté pour suivre le chantier et mettre en œuvre les mesures à l'objet nécessaires et adéquates. Si le géotechnicien cesse la supervision du chantier, il a le devoir d'en aviser immédiatement la commune qui stoppera le chantier sur-le-champ en attendant qu'un autre géotechnicien soit mandaté pour le suivi du chantier.

6.4 Surfaces d'assolement

La présente révision partielle du plan d'affectation communal ne prévoit aucune mise en zone à bâtir impliquant un empiètement sur les SDA. Elle prévoit toutefois le retour à la zone agricole de toutes les parcelles affectées en zone intermédiaire par le plan des zones de 1984 (non recensées en SDA).

A noter que le PA « La Coulette 2 », actuellement en cours d'approbation par le Canton, prévoit d'empiéter sur des surfaces actuellement colloquées en SDA de qualité II, à raison de 7'515 $m^{2,}$ situées sur la parcelle n° 616. Cet aspect est traité dans le cadre de l'établissement dudit PA.

6.5 Sites pollués

Deux sites sont recensés au cadastre des sites pollués du canton de Vaud (garage dans le bourg et une décharge/remblai dans le secteur des Bas-Monts). Cependant, ils ne nécessitent ni surveillance ni assainissement.

Figure 10 : Identification des sites pollués//Source : geo.vd.ch



6.6 Itinéraires piétons

La commune de Belmont est traversée par plusieurs chemins piétons, et notamment par des chemins de randonnée pédestre identifiés dans l'inventaire cantonal.

Il convient de noter que le chemin des Travers-Bancs identifié dans l'inventaire cantonal est un chemin privé sans servitude de passage public.

Figure 11 : Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre//Source : geo.vd.ch



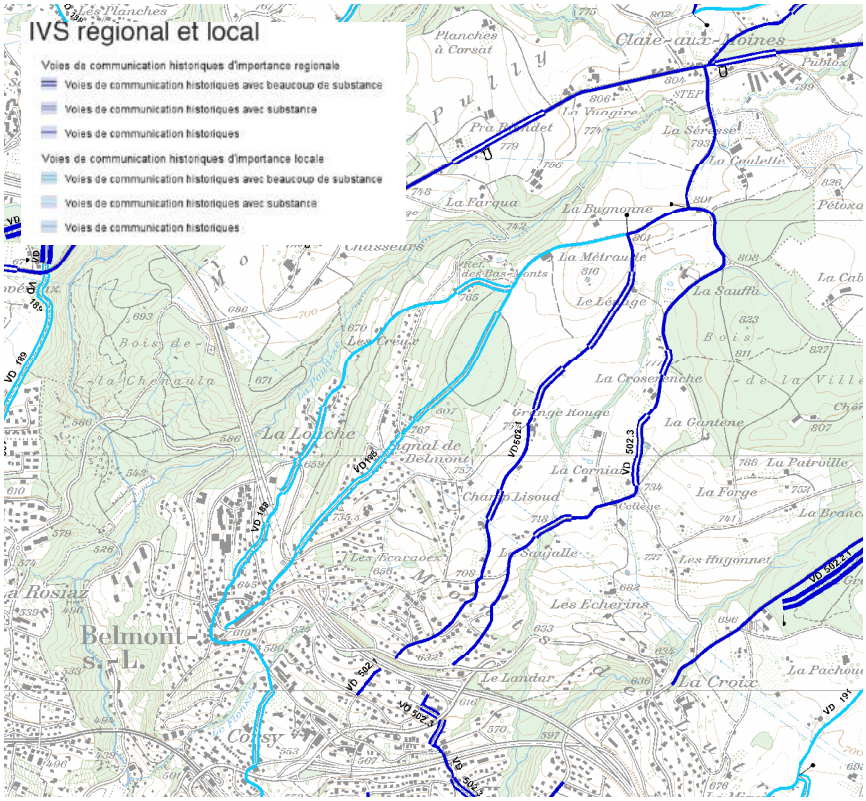
6.7 Inventaire des voies de communication historique de la Suisse

En vertu de la Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN), *« l'inscription d'un objet d'importance nationale dans un inventaire fédéral indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible, y compris au moyen de mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates »* (art. 6 LPN).
Selon l'Office fédéral des routes (OFROU), « *l'inventaire fédéral des voies de communication historiques d'importance nationale (IVS) a pour but de protéger, de conserver et d'entretenir les voies de communication historiques, mais aussi de promouvoir leur utilisation touristique. L'inventaire apporte ainsi une contribution importante à la création d'un réseau attrayant de chemins pour les piétons, les randonneurs et les cyclistes. »*

Selon l'article 6 de l'Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse *« Dans le cas des objets classés dans la catégorie "tracé historique avec beaucoup de substance", l'ensemble de la substance doit être conservée intacte. Dans le cas des objets classés dans la catégorie "tracé historique avec substance", les éléments essentiels de la substance doivent être conservés intacts. Les éléments du paysage routier doivent être conservés indépendamment de la catégorie des objets, dans leur lien avec ceux-ci. »*

Belmont est traversée par des voies de communication historiques de la Suisse classées d'importance régionale (en bleu foncé) et locale (en bleu clair). Certains tronçons classés d'importance locale sont en outre accompagnés de substance.

Figure 12 : Extrait de la carte de l'IVS



6.8 Patrimoine

Le secteur du Bourg abrite de nombreux bâtiments répertoriés au recensement architectural. Les plus intéressants sont :

> Eglise Saint-Martin (note 2) ; date de construction : 1595.

> Fontaine couverte (note 3) ; entre 1830 et 1880.

> Maison de commune (note 3) ; entre 1768 et 1832.

> Fontaine (note 3) ; 1865.

> Maison paysanne (note 3) ; env. 1744.

Figure 13 : Objets répertoriés au recensement architectural (vue partielle)//Source : geo.vd.ch



Ces bâtiments sont soumis à protection dans le cadre du Plan d'extension partiel du Bourg. Le PA développe également des principes de protection pour les bâtiments recensés en note 4 qui ne sont pas identifiés comme bâtiments à protéger ou à conserver par le PEP Bourg.

7.1 Loi fédérale sur l'aménagement du territoire

Le projet respecte les buts et les principes régissant l'aménagement fixés par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire selon les 4 thèmes majeurs (articles 1 et 3 LAT) :

> Protection du milieu naturel.

> Création et maintien du milieu bâti harmonieusement aménagé.

> Développement de la vie sociale et décentralisation.

> Maintien des sources d'approvisionnement.

7.2 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC)

Conformément aux dispositions de la LAT, le Canton de Vaud a engagé la révision de sa loi cantonale sur l'aménagement et les constructions (LATC). La loi révisée est entrée en vigueur en septembre 2018.

Parmi les principaux changements apportés dans la loi, les éléments suivants nécessitent d'être abordés dans le cadre de la révision du PA :

> démonstration de la communication ;

> introduction de la garantie de la mise à disposition des terrains ;

> introduction d'une taxe sur la plus-value (de 20%).

7.2.1 Démonstration de la communication

Conformément aux articles 4 LAT et 2 LATC, le contenu du PA est communiqué à la population en amont de son dépôt à l'enquête publique par le biais d'un tout ménage explicitant les principaux changements opérés ainsi que les dates de l'enquête publique.

7.2.2 Mise à disposition des terrains

Selon l'article 15a LAT, un terrain affecté en zone à bâtir doit être « disponible », afin de limiter la thésaurisation ou la spéculation. Un terrain situé en zone à bâtir est disponible quand rien n'empêche sa construction à l'horizon de planification, qu'il s'agisse de causes juridiques (existence d'une servitude de non bâtir par exemple) ou d'autres circonstances (mésentente entre les copropriétaires d'un terrain).

Dans le canton de Vaud, l'article 52 LATC prévoit un dispositif permettant d'assurer la disponibilité des terrains et délègue son application aux communes. Chaque fois

qu'elles confèrent des droits à bâtir, ces dernières doivent ainsi s'assurer que les terrains classés en zone à bâtir soient construits dans le délai donné.

Afin de répondre à ces exigences, l'article 21.2 du RPA introduit un délai de construction de 12 ans pour les parcelles non bâties affectées en zone à bâtir par le plan d'affectation communal ou par des plans d'affectation de détail – qu'elles soient ou non déjà affectées en zone à bâtir précédemment. En cas d'inexécution, le terrain est frappé d'une mesure fiscale.

L'identification des parcelles concernées par la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir se base principalement sur le bilan des réserves pour les zones d'habitation et mixtes selon le PA révisé (parcelles libres de construction selon la version de juin 2019). Celles-ci sont signalées en plan.

7.2.3 Taxation de la plus-value

L'article 5 LAT impose la mise en place d'une taxe sur la plus-value foncière par les Cantons. Les articles 64 LATC et suite détaillent sa mise en œuvre. Selon l'article 64 alinéa 1, les avantages majeurs résultant des mesures d'aménagements du territoire font désormais l'objet d'une compensation sous la forme de perception d'une taxe sur la plus-value.

Dans le cadre de la révision partielle du PA, les parcelles concernées par une potentielle plus-value foncière sont identifiées selon leur affectation. Les parcelles affectées à la zone d'habitation de moyenne densité sont concernées par une modification des droits à bâtir et, par conséquent, à une potentielle plus-value foncière.

Cette taxe cantonale sur la plus-value est distincte de la taxe communale sur les équipements communautaires, régie par l'article 20.4 du RPA.

Il s'agit des parcelles suivantes :

Tableau 1: Liste des parcelles au bénéfice d'une augmentation des droits à bâtir.

8	81	165	226	329	395	1474
9	82	166	227	330	396	1475
10	83	167	228	331	397	1476
11	84	168	229	332	398	1477
12	85	169	230	333	399	1478
13	87	170	231	336	418	1479
14	88	171	232	337	419	1481
15	89	172	233	339	425	1482
16	90	173	234	348	484	1483
17	102	174	235	349	664	1484
18	103	175	236	354	665	1485
19	104	177	237	356	666	1489
20	105	178	239	357	673	1490
21	106	179	240	358	675	1491
22	107	180	241	359	677	1495
23	108	181	242	360	703	1496
24	109	182	274	361	704	1497
31	111	184	275	362	705	1499
39	112	185	276	363	710	1500
40	113	187	277	364	900	1528
42	114	188	278	365	911	1529
43	115	189	282	366	943	1537
44	116	191	288	367	949	1538
45	117	193	289	368	1255	1539
46	118	197	290	369	1406	1541
47	120	198	291	371	1407	1542
48	121	199	292	372	1408	1543
49	122	200	293	373	1409	1545
51	134	201	294	374	1410	1546
52	135	202	307	375	1411	1549
53	141	203	308	376	1413	1550
54	142	204	311	378	1414	
55	143	205	312	379	1427	
56	144	206	313	380	1441	
57	145	207	314	381	1457	
60	146	208	316	382	1458	
61	148	209	317	383	1459	
66	149	210	318	384	1460	
67	152	213	319	385	1461	
68	153	214	320	386	1462	
69	155	215	321	387	1463	
73	156	216	322	388	1464	
75	157	222	323	391	1465	
78	159	223	324	392	1471	
79	160	224	326	393	1472	
80	164	225	327	394	1473	

Le SDT contrôle ces données et procède à une estimation de la plus-value sur la base d'une expertise effectuée par un mandataire externe. Cette expertise permet de déterminer le montant de la taxe due par les propriétaires. Après l'entrée en vigueur du plan d'affectation, le SDT notifie une décision de taxation aux propriétaires concernés. Puis, 90 jours après l'entrée en vigueur du permis de construire sur les parcelles touchées par la mesure d'aménagement du territoire, le service transmet une décision de perception de la taxe aux propriétaires concernés.

7.3 Plan directeur cantonal

La modification du PA et du RPA respecte les stratégies, lignes d'actions et mesures suivantes du Plan directeur cantonal (PDCn) approuvé par le Conseil fédéral le 31 janvier 2018.

STRATEGIE A :	**COORDONNER MOBILITE, URBANISATION ET ENVIRONNEMENT**
Ligne d'action A1 :	**Localiser l'urbanisation dans les centres**
	> Mesure A11 : Zones d'habitation et mixtes
Ligne d'action A2 :	**Développer une mobilité multimodale**
	> Mesure A23 : Mobilité douce
Ligne d'action A3 :	**Protéger l'homme et l'environnement contre les risques liés aux activités humaines**
STRATEGIE B :	**RENFORCER LA VITALITE DES CENTRES**
Ligne d'action B1 :	**Consolider le réseau de centres dans les régions**
	> Mesure B11 : Agglomérations, centres cantonaux et régionaux
Ligne d'action B3 :	**Stimuler la construction de quartiers attractifs**
	> Mesure B31 : Habitat collectif
	> Mesure B33 : Affectations mixtes
	> Mesure B34 : Espaces publics

STRATEGIE E :	**CONCILIER NATURE, LOISIRS ET SECURITE**
Ligne d'action E1 :	**Valoriser le patrimoine naturel**
	> Mesure E11 : Patrimoine naturel et développement régional
	> Mesure E13 : Dangers naturels gravitaires
Ligne d'action E2 :	**Mettre en réseau les sites favorables à la biodiversité**
	> Mesure E22 : Réseau écologique cantonal
	> Mesure E24 : Espace cours d'eau
STRATEGIE F :	**ASSURER A LONG TERME LA VALORISATION DES RESSOURCES**
Ligne d'action F1 :	**Préserver les terres agricoles**
	> Mesure F12 : Surfaces d'assolement (SDA)
STRATEGIE R :	**TRAVAILLER ENSEMBLE**
Ligne d'action R1 :	**Projets d'agglomération**
	> Mesure R11 : Agglomération Lausanne-Morges

La révision partielle du PA de Belmont s'inscrit dans les stratégies et lignes d'action du PDCn.

L'analyse de la conformité du PA à la mesure A11 est présentée dans le chapitre 4.3 du présent rapport.

7.4 Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM)

L'agglomération Lausanne-Morges, constituée en 2007 par une convention engageant la Confédération, le Canton, les associations régionales et les communes, œuvre pour faire face aux défis futurs liés à la mobilité, à l'augmentation du nombre d'habitants et à leur qualité de vie. Le PALM de « 3e génération » ou PALM 2016 prend en compte les projets du PALM 1re génération (rapport de 2007) et du PALM de 2e génération (rapport de 2012), en accroît la cohérence en les adaptant à l'évolution du contexte actuel et propose de nouveaux projets.

Le PALM 2016 est organisé autour de 4 stratégies sectorielles réunies et coordonnées dans un projet de territoire :

> Urbanisation
> Mobilité
> Paysage
> Environnement et énergie

Stratégie « urbanisation »

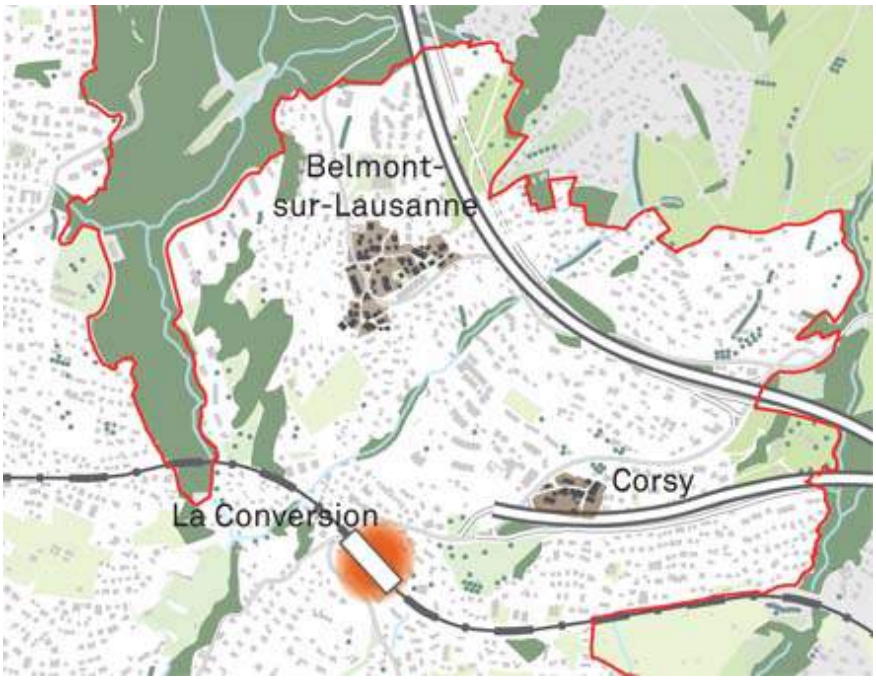
La stratégie urbanisation décrit l'état du territoire tel qu'il est souhaité à l'horizon 2030 et 2040. Sa mise en œuvre devra répondre, de manière réaliste, aux besoins à 15 et 25 ans.

Le PALM distingue deux périmètres d'action :

> Le périmètre compact : le PALM définit les conditions-cadres pour assurer l'accueil de 101'370 nouveaux habitants attribués par le Plan directeur cantonal à l'horizon 2036 (mesure A11). Les nouvelles zones doivent avoir un indice d'utilisation du sol de 0.625 au minimum (environ 100 habitants+emplois/ha).
> Le périmètre non compact : le développement est cadré par les directives du PDCn (mesure A11).

La commune de Belmont se situe à cheval entre le périmètre compact et non compact de l'agglomération.

Figure 14 : Extrait de la carte de l'armature urbaine du PALM 2016



La commune de Belmont n'est pas concernée par un site stratégique d'agglomération, mais, en plus des potentiels de densification des zones construites et des réserves en zone à bâtir, le PALM 2016 identifie 4 mesures d'urbanisation à mettre en œuvre à l'horizon 2030 :

> PA «Rue des Corbaz» - dossier finalisé ;
> PA Burenoz – dossier finalisé ;
> PA Balcons du Léman (aujourd'hui PA En Arnier III) – dossier en cours d'élaboration ;
> PA Rueyres 2 (Vallon du Flonzel) – planification à engager.

Le projet de PA respecte les dispositions du PALM 2016 en matière d'urbanisation (cf. 4.3 Dimensionnement de la zone à bâtir de Belmont).

Stratégie « paysage » et stratégie « environnement »

Du point de vue paysager et écologique, le PALM 2016 identifie le cours de la Paudèze comme une composante à part entière de l'armature biodiversité de l'agglomération. Le projet de PA ne va pas à l'encontre de cette vision puisque le cours de la Paudèze est majoritairement affecté à l'aire forestière et à la zone de verdure. Le PALM identifie également 2 points de vue sur le grand paysage : au niveau du Signal de Belmont et au niveau du Bourg. Le projet de PA contribue au maintien du point

de vue du Signal de Belmont en l'affectant en grande partie en zone de verdure B inconstructible. Pour le second point de vue, le PEP Bourg assure sa préservation.

7.5 Schéma directeur de l'Est Lausannois

7.5.1 Concept d'urbanisation

Le SDEL identifie deux objectifs principaux pour l'Est lausannois :

> Viser une urbanisation dense des réserves à bâtir et des secteurs à enjeux bien desservis par les transports publics et y favoriser une mixité entre habitants et emplois.

> Assurer une accessibilité multimodale de qualité au territoire répondant aux besoins de mobilité de la société et de l'économie.

Le concept d'urbanisation se décline en deux principes. Le premier – l'urbanisation restreinte – n'est pas développé, au profit du second – l'urbanisation étendue. Ce dernier prévoit de « développer le secteur Est, en créant une centralité secondaire dans le secteur de Corsy-La Conversion, en :

> Confirmant la centralité secondaire de Belmont, soit :
  - favoriser le maintien et l'implantation d'activités, de services et de commerce de proximité dans le centre de Belmont,
  - renforcer la visibilité de la traversée du village (requalification de la route, aménagement de traversée),
  - assurer une connexion entre Belmont et les autres centres principaux d'activités par une amélioration de la fréquence des transports publics.

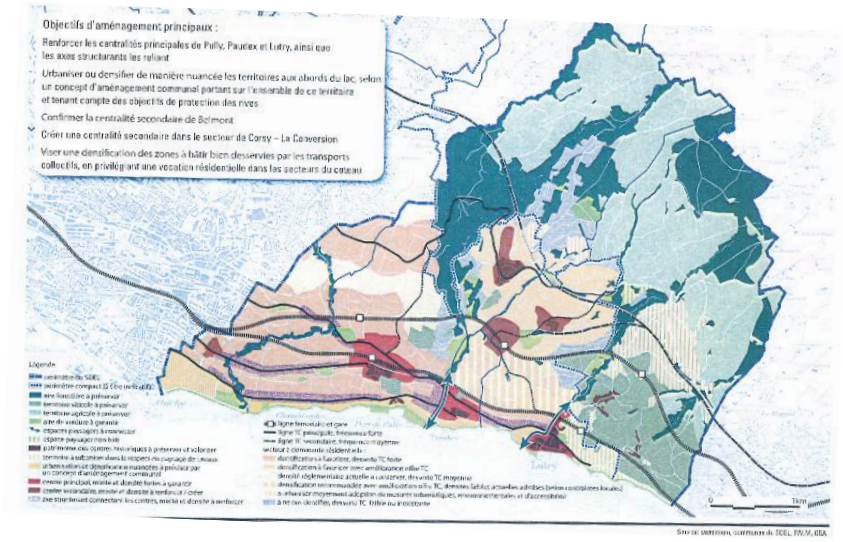
> Évitant de densifier les secteurs à bâtir peu ou pas desservis par les transports publics et y favoriser une vocation résidentielle.

> Admettant l'existence de secteurs résidentiels de faible densité situés à l'intérieur du périmètre compact, en raison d'une desserte en transports collectifs insuffisante ou de conditions locales non favorables à une densification

> Adaptant et précisant le périmètre compact d'agglomération du PALM.

En renforçant le secteur de la commune au sud de l'autoroute, le PA est conforme aux objectifs formulés par le SDEL.

Figure 15 : Concept d'urbanisation étendue//Source



7.5.2 Concept paysager

En termes de paysage, le SDEL a pour objectif de préserver la valeur paysagère des territoires agricole, viticole et forestier. A l'échelle de la commune de Belmont, sont concernés :

> L'Ouest de la commune (aire forestière et de verdure au long du cours de la Paudèze).
> Le centre historique.
> L'Est de la commune et le secteur du Signal (territoire agricole et aire forestière).

Le PA est conforme à ces objectifs de par la préservation des rives de la Paudèze (espace cours d'eau et affectation en aire forestière) et du Signal (aire forestière). Le centre historique est, lui, valorisé par le PEP Bourg.

7.6 Plan directeur communal

Le plan directeur communal a été approuvé le 12 mai 1999. Il a plus de 15 ans et est antérieur aux planifications cantonale et régionales. Il y a donc lieu de procéder à une vérification afin de voir si les orientations prises à l'époque correspondent aux orientations prises dans les autres planifications supérieures et plus récentes.

La situation a évolué depuis l'approbation du PDCom en 1999. Le secteur de Champ-Chamot a été urbanisé (PA approuvé en 1998) tout comme le secteur de Malavaux.

De manière générale, l'urbanisation doit se réaliser depuis le centre historique. Cependant, pour concilier urbanisation et préservation du patrimoine, il faut maintenir des zones tampons et de verdure entre le Bourg et la zone de villas.

Le PDCom mentionne dans le concept d'urbanisation les éléments à prendre en compte dans la révision partielle du PA :

> Le maintien d'aires de verdure et de délassement dans la périphérie du Bourg. En maintenant l'IUS de la zone de villas dans la zone d'habitation de faible densité, le projet de PA assure le maintien d'espaces de verdure dans la périphérie du bourg grâce aux jardins privés. Concernant les PA Coin d'En Haut et Rue des Corbaz, leurs dispositions concernant les espaces extérieurs conduisent à la création d'espaces de délassement.
> La création d'une zone de verdure dans le périmètre du PQ Burenoz-Malavaux. Cette dernière n'est pas identifiée dans le PQ, mais des espaces de délassement ont été aménagés dans le quartier. Bien que leur périmètre ne corresponde pas à la zone de verdure inscrite sur la carte urbanisation du PDcom, leur surface est équivalente. Ils permettent ainsi de répondre à la mesure "aménager des espaces verts en harmonie avec le bâti".
> La densification autour du secteur Malavaux. Le projet de PA maintient les dispositions en vigueur dans cette zone qui a été construite depuis l'approbation du PDcom.
> Le maintien des biotopes identifiés en 1995 par une étude botanique réalisée dans le secteur des Chaffeises. Le PA assure leur préservation en les identifiant en zone de protection de la nature et du paysage 1.
> La zone intermédiaire de Chatruffe. Elle pourrait accueillir de l'industrie, artisanat ou/et habitat, sous réserve de démontrer les besoins. Le développement de cette zone ne permet pas de respecter les dispositions de la mesure A11 du PDCn. De plus, une partie de ces parcelles fait l'objet d'une expropriation temporaire pour permettre la réalisation du chantier lié à l'A9 et ne pourra pas être valorisée à court et moyen terme. Enfin, la nouvelle LATC a supprimé la possibilité de définir des zones intermédiaires. Elle est donc retournée à la zone agricole.
> Le site de Champ-Chamot. L'urbanisation de ce site est identifiée comme une priorité communale. Cependant, il doit s'agir d'une urbanisation modérée, qui tienne compte des contraintes géologiques, écologiques et paysagères. Le PA a été approuvé en 1998, il assure la préservation des sensibilités écologiques identifiées (prairie sèche) en affectant la parcelle 479 en zone naturelle protégée.

Par ailleurs, certaines dispositions du projet de PA ne sont pas prévues par le PDcom. Elles concernent quelques parcelles pour lesquelles une analyse plus détaillée de leurs caractéristiques et notamment de leur usage a conduit à privilégier

une autre affectation que celle envisagée par le PDcom sans pour autant être incompatible avec les orientations de ce dernier :

> La parcelle 350 est identifiée comme zone d'habitat individuel dans le PDcom. Le projet de PA la maintient en zone affectée à des besoins publics, car elle accueille des places de parc publiques et liées à l'administration communale. Elle peut également être considérée comme une extension de la zone d'utilité publique contiguë prévue par le PDcom en cohérence avec le concept EP du PDcom qui vise à organiser les principaux équipements publics le long de la liaison Arnier-Bourg

> Certaines zones de verdure / zones de protection de la nature et du paysage du PA sont identifiées comme des zones d'habitat individuel dans le PDcom. Une analyse plus fine du territoire conduit à vouloir maintenir des espaces de respiration dans le tissu urbain et s'intègre dans l'objectif général de créer ou renforcer des aires de verdures et de délassement.

> Une partie de la zone agricole du PA (parcelle 59) est identifiée en zone d'habitat individuel dans le PDcom. Ce choix est fondé sur le cadastre viticole.

8 ASPECTS FONCIERS

Plusieurs procédures d'immatriculation/de décadastration sont coordonnées avec le projet de PA (cf. ° 8) :

> Parcelle 274 : Le DP 63 au nord de la parcelle 274 est élargi pour permettre à terme l'aménagement du trottoir. En compensation, le DP49 en partie sud de la parcelle est partiellement immatriculé au profit de la parcelle 274.

> Parcelle 447 : le DP 103 est élargi sur la parcelle 447 pour intégrer la zone de collecte des déchets existante.

> Parcelle 597 : le DP 17 est élargi pour intégrer la place de collecte des déchets existante.

9 CONCLUSION

Dans le cadre de la procédure d'approbation des plans, l'article 47 de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire (OAT) demande de démontrer, d'une part la conformité aux buts et principes de l'aménagement du territoire et, d'autre part, la prise en compte des observations émanant de la population.

Concernant le premier point, le projet est conforme aux planifications communales, cantonales et régionales.

Concernant les consultations et le suivi de la procédure, le chapitre 3 présente l'ensemble des démarches entreprises.

Le dossier est soumis à l'enquête publique pendant 30 jours. Un tout ménage informera de la présente démarche et de ses objectifs en amont de celle-ci. Elle peut faire des remarques, voire des oppositions qui sont traitées par la Municipalité et font l'objet de propositions de réponse. Selon demandes des opposants ou auteurs de remarques, des séances de conciliation pourront être organisées.

Le dossier est ensuite soumis à l'adoption du Conseil communal. Il est accompagné des propositions de réponse sur lesquelles se détermine le Conseil.

Le dossier une fois adopté par le Conseil communal est envoyé au Département compétent pour approbation par la Cheffe du Département. Les recours au Tribunal cantonal (Cour de Droit administratif et public) sont possibles. Les articles 31 ss LJPA sont applicables.

ANNEXE 1 – BILAN DES RESERVES A BATIR SELON LE PA EN VIGUEUR

Bilan des réserves à bâtir du PA en vigueur

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Belmont-sur-Lausanne
N° OFS	5581

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	En centre		Hors du centre	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]			0.75	0.75
Année de référence	2015	2015	2015	2015
Horizon de planification	2036	2036	2036	2036
Population				
Année de référence (31 décembre 2015)	2722	2722	880	880
Année du bilan (31 décembre 2016)	2715	2715	849	849
	+		+	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]			139	139
	+		+	
Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]	0	0	0	0
	=		=	
Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11			1019	1019
Besoins au moment du bilan [habitants]			139	139

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

	En centre		Hors du centre	
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]	591	484	173	149
	+		+	
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]	270	481	83	153
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]	33	33	33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]	89	159	27	50
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]			0	0
	=		=	
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]	680	643	200	199

C. Bilan

	En centre		Hors du centre	
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]	680	643	61	60

Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

ANNEXE 2 – CAPACITES D'ACCUEIL DANS LE PERIMETRE COMPACT

Définition des capacités d'accueil dans le périmètre compact selon le PALM 2016

Lausanne-Morges
Est Lausannois

Planifications	PQ/PPA	Ticket d'entrée	Etat d'avancement de la planification	Nouveaux habitants	Horizon PALM16		Permis habiter
	Balcons du Léman	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	2- A l'étude	122	2020	A	2024
	PPA Rue des Corbaz - réf.JC/sa-163992	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	3- Transmis à l'examen préalable	64	2018	A2	2022
	Secteur A - Vallon du Flonzel - Chantier 6 / Rueyres II	3-Périmètre prévu dans une étude stratégique validée par le canton	2- A l'étude	113	2030	C2	2034
	Burenoz	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	3- Transmis à l'examen préalable	10	2016	A	2020
Sous-total				**309**			

Bilan des réserves				Chiffres séance du 12.07.2016
	Réserve en zone à bâtir hors site stratégique			401
	Potentiel de densification par PGA			50
	Densification (1/3)			48
Sous-total				**499**

TOTAL				808

nb hab en 2008	2008-2030 hab suppl	2030	croissance 22 ans	croissance par an
2'421	808	3'229	33.37%	1.52%

Chiffres docs MADRE

438				
50				
66				
554				
863				
	2030	*croissance 22 ans*	*croissance par an*	
	3'284	*35.65%*	*1.62%*	

Date de "sortie du potentiel"

ANNEXE 3 – INCIDENCES DU PROJET DE PA SUR LES CAPACITES D'ACCUEIL

Simulation du projet de PA sur la plateforme cantonale

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Belmont-sur-Lausanne
N° OFS	5581

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	En centre		Hors du centre	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]			0.75	0.75
Année de référence	2015	2015	2015	2015
Horizon de planification	2036	2036	2036	2036
Population				
Année de référence (31 décembre 2015)	2722	2722	880	880
Année du bilan (31 décembre 2016)	2715	2715	849	849
	+		+	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]			139	139
	+		+	
Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]	0	0	0	0
	=		=	
Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11			1019	1019
Besoins au moment du bilan [habitants]			139	139

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

	En centre		Hors du centre	
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]	591	859	173	156
	+		+	
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]	270	1529	83	156
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]	33	33	33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]	89	505	27	51
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]			0	0
	=		=	
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]	680	1364	200	207

C. Bilan

	En centre		Hors du centre	
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]	680	1364	61	68

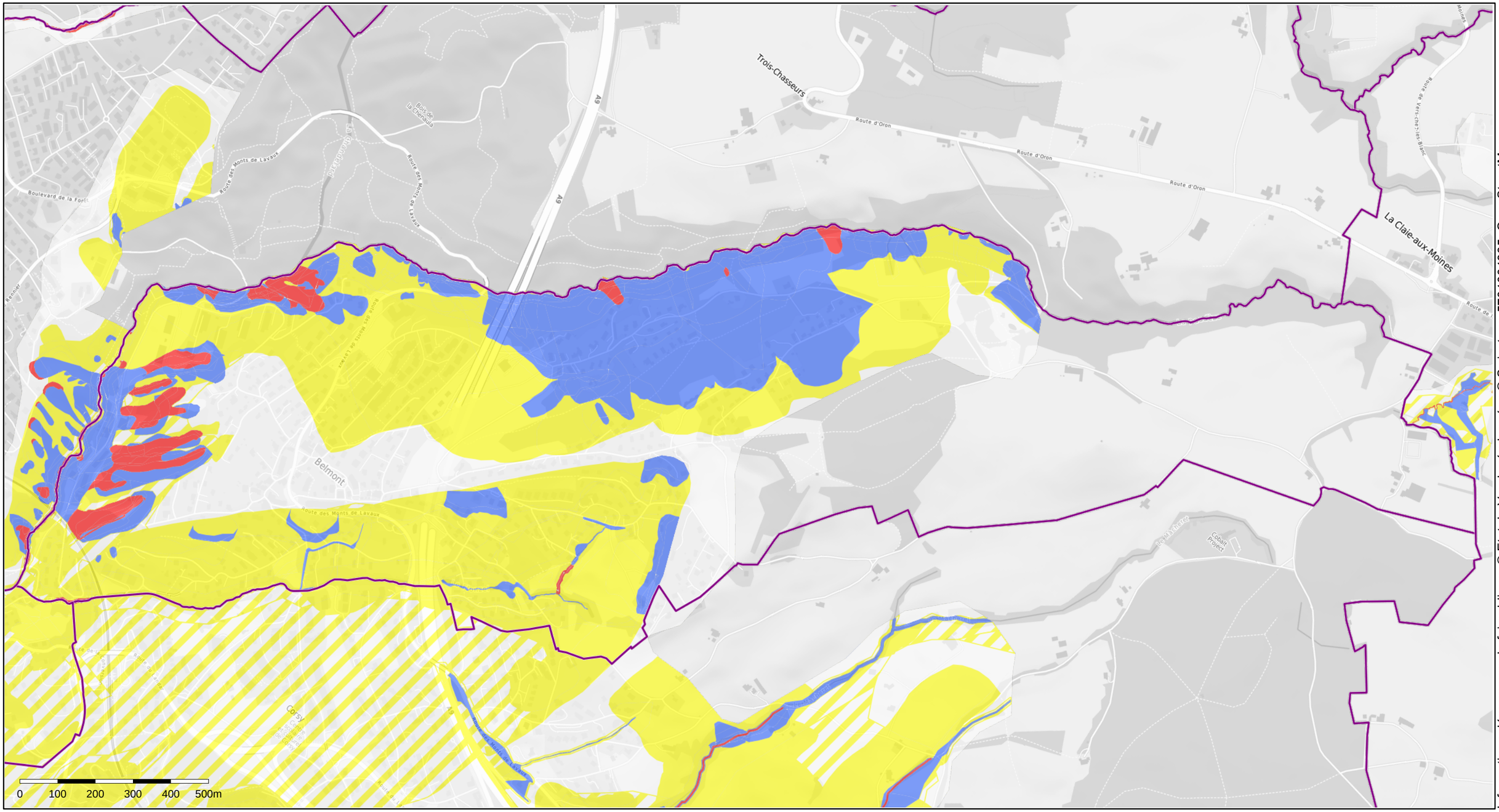
Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

ANNEXE 4 – CARTES DES DANGERS NATURELS

Cartes des dangers naturels validées

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



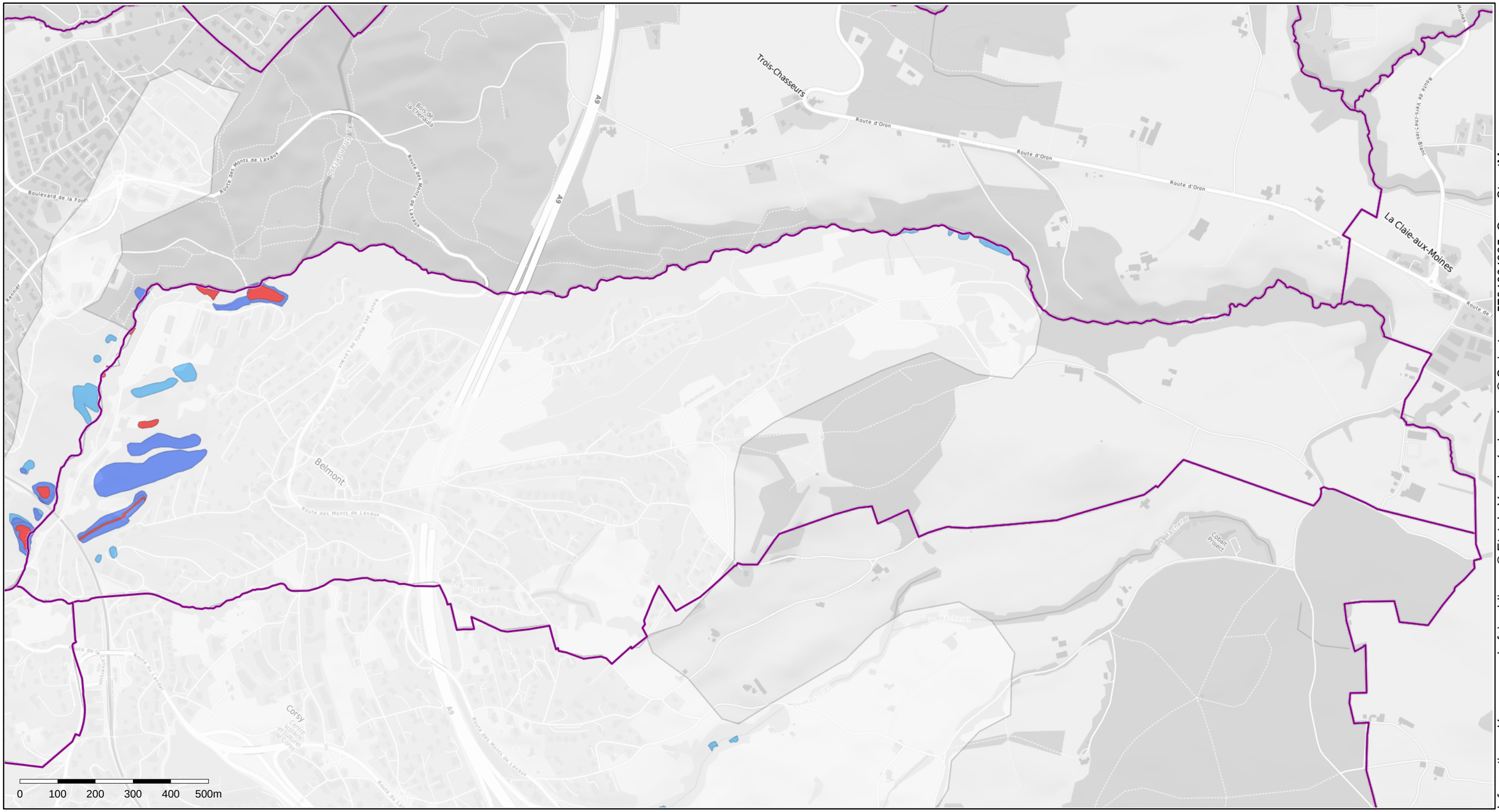
Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017

Guichet cartographique cantonal

Danger INO

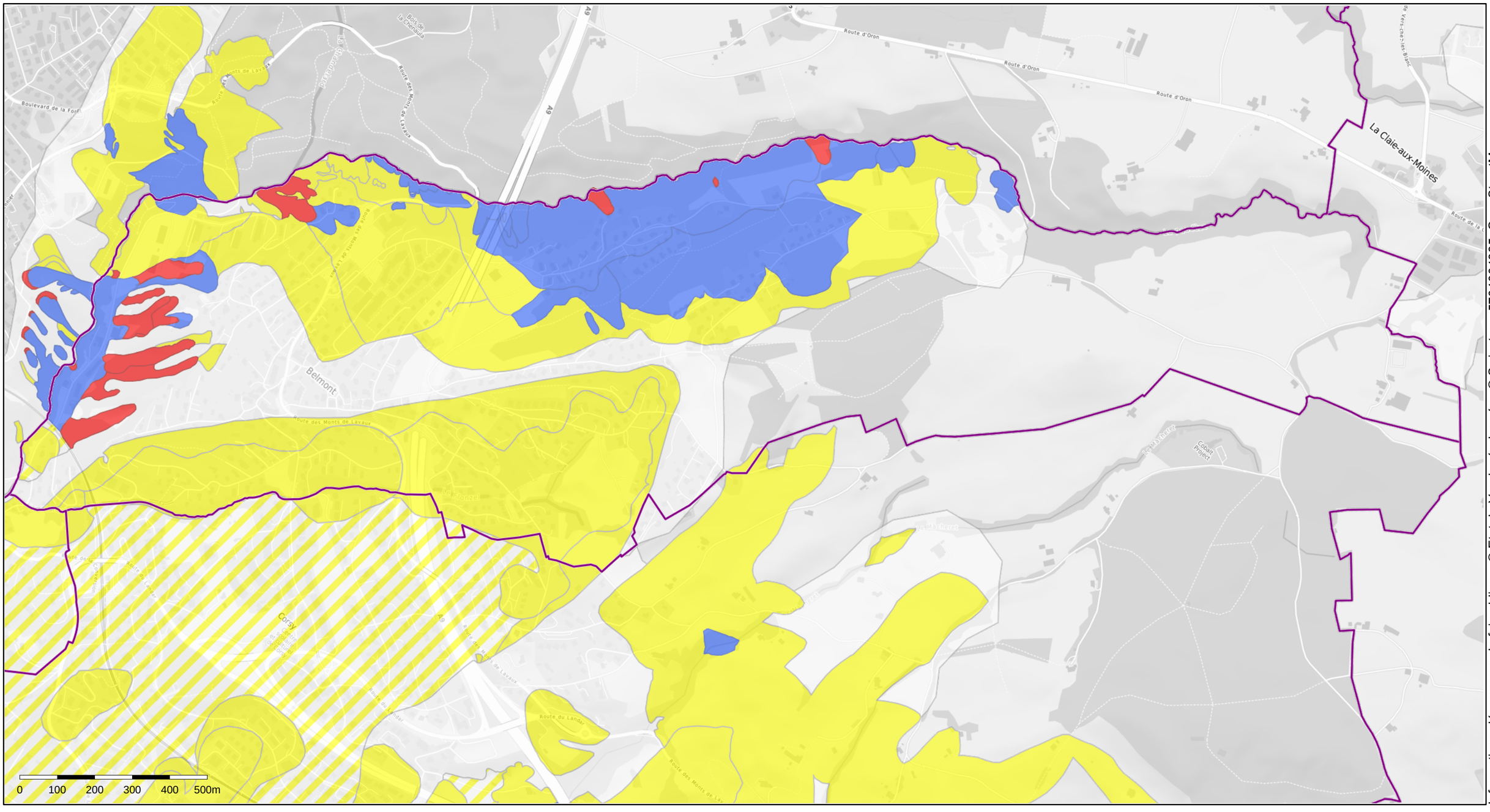


Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017

Danger INO

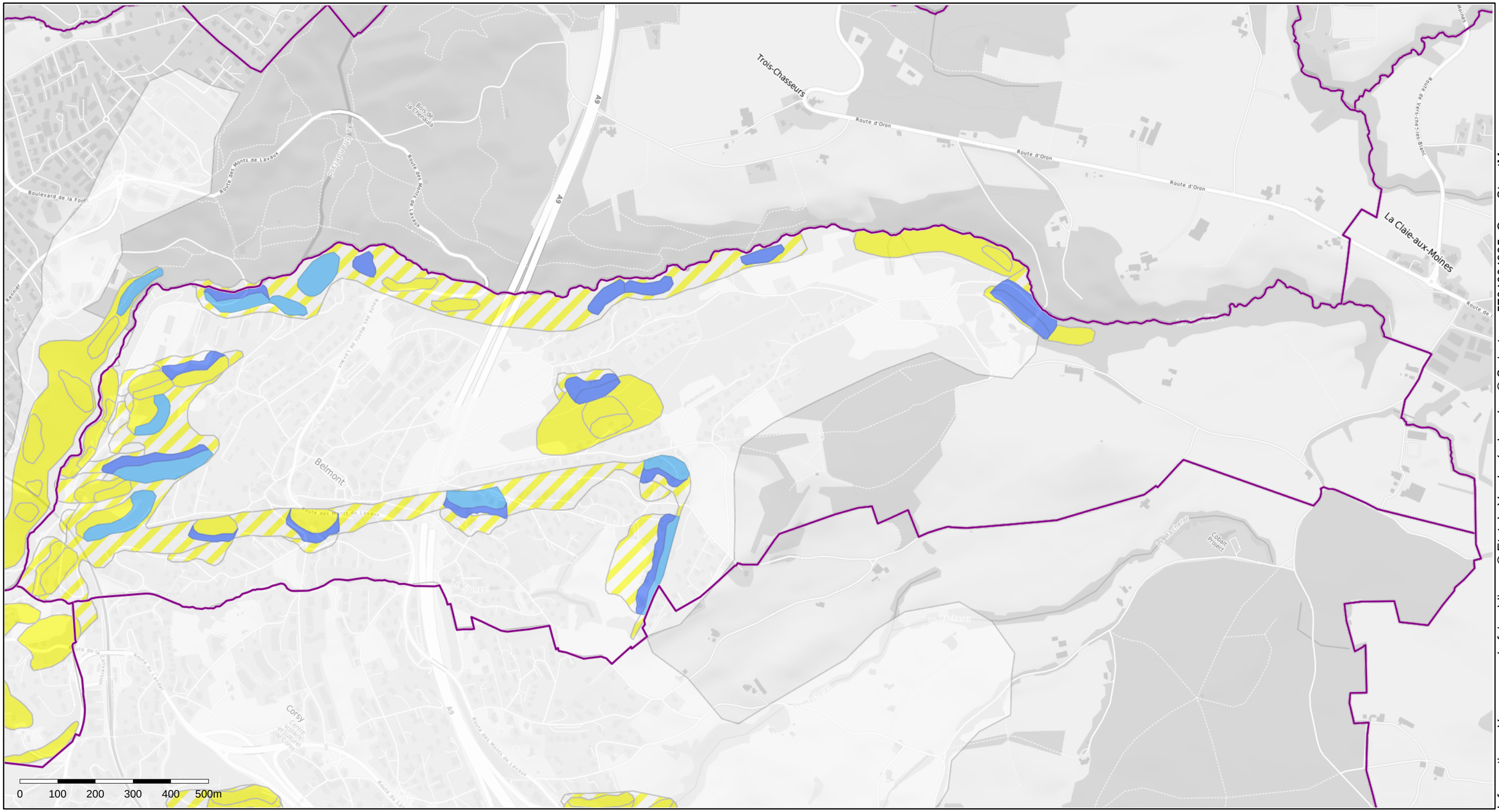


Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 570400438S, OpenStreetMap

1:10000

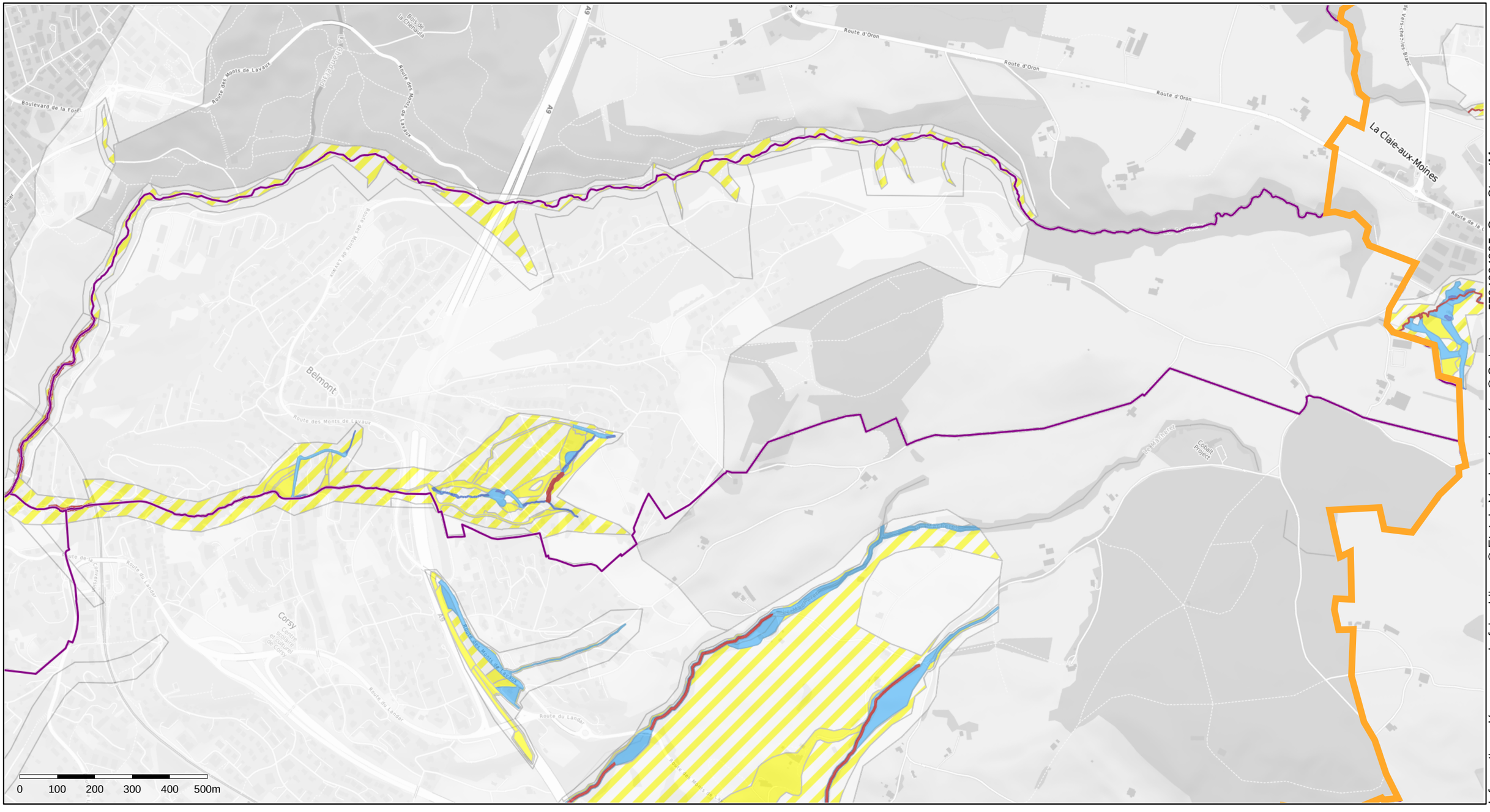
Date: 31.03.2017

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

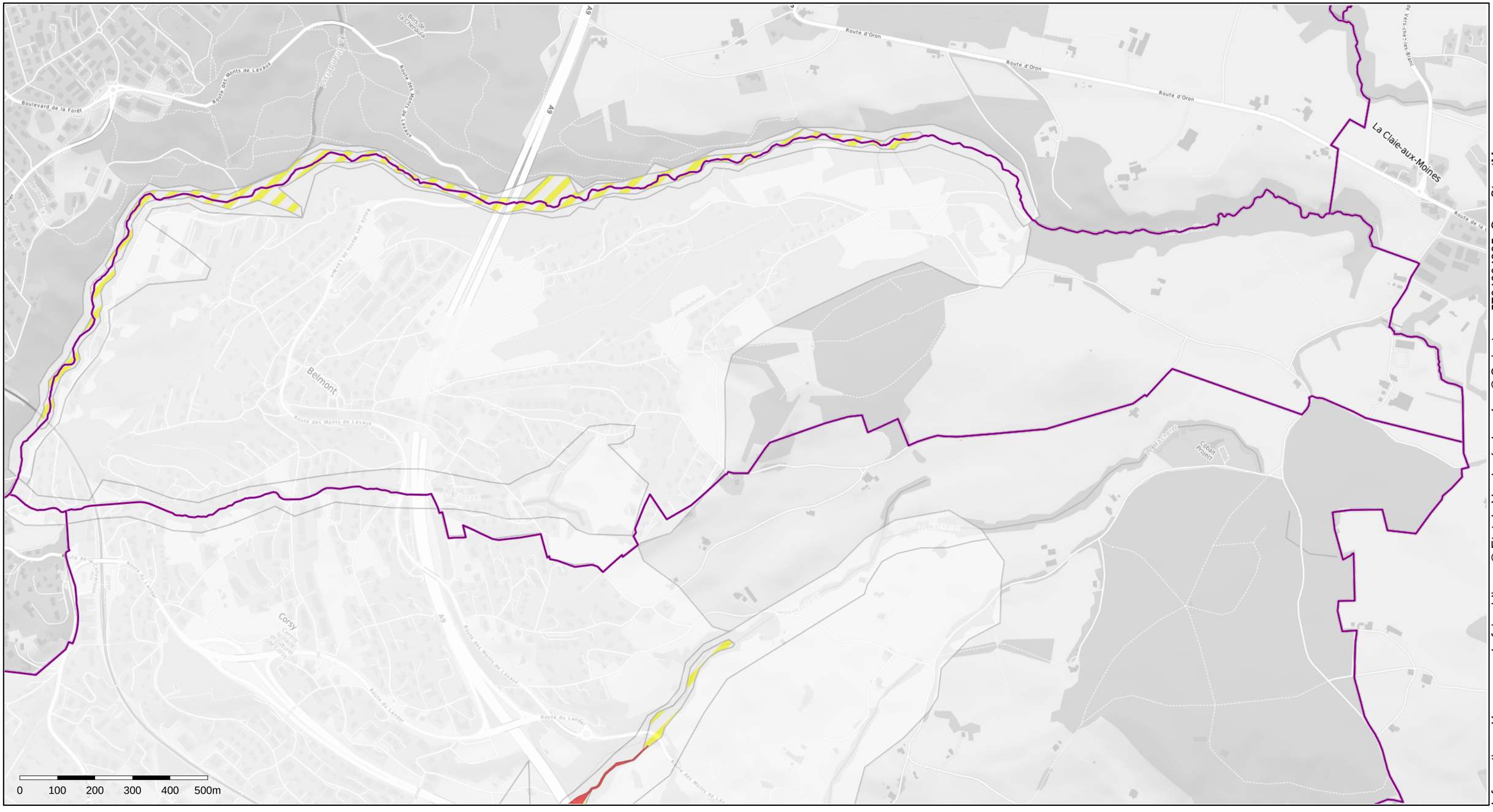
Date: 31.03.2017

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017



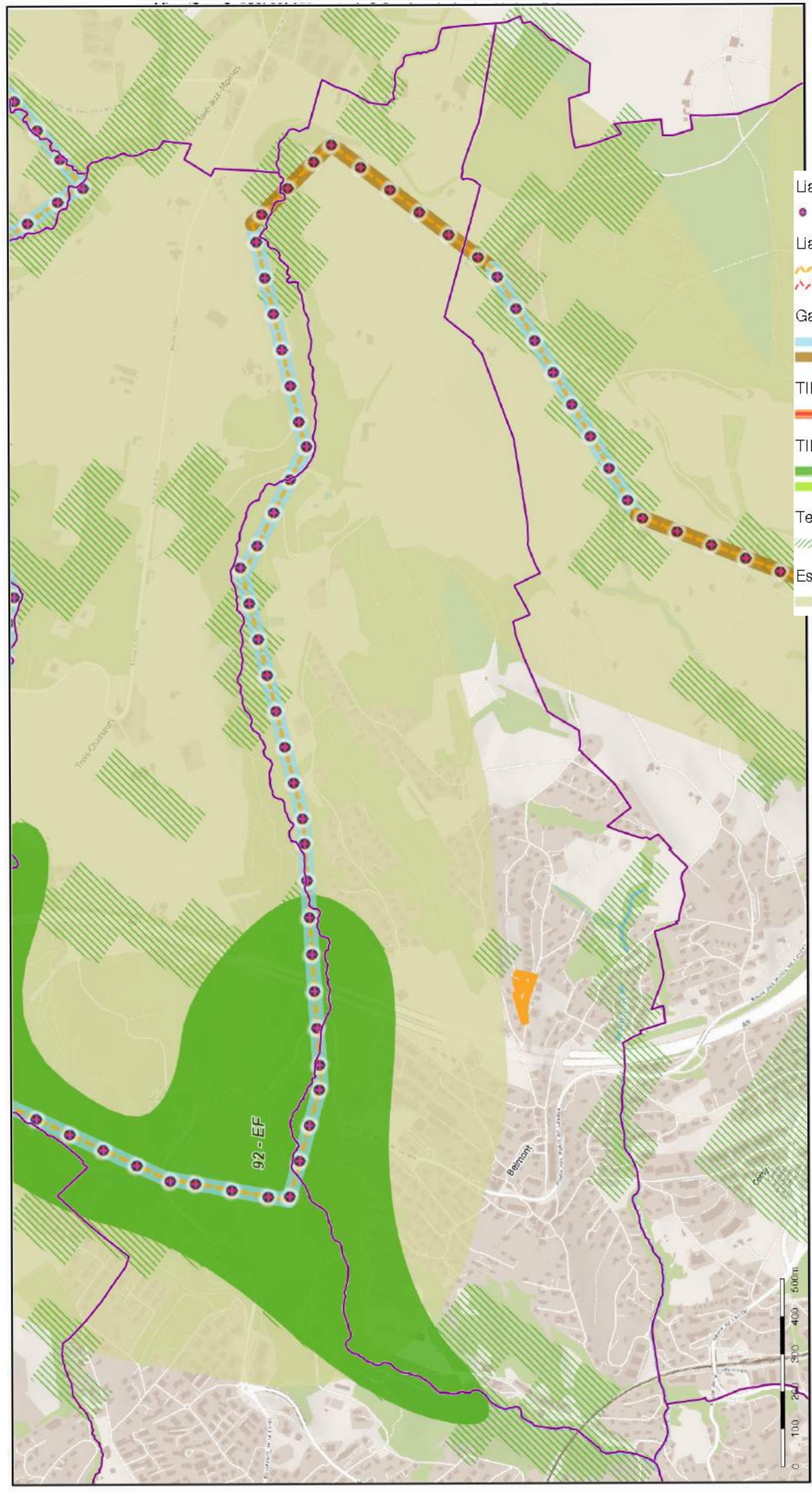
Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

Extrait du Réseau écologique cantonal

Fiche N°61 de l'inventaire cantonal des géotopes

Réseau écologique cantonal

Source : geo.vd.ch



Liaison à recréer ou à renforcer

- Liaison à recréer ou à renforcer

Liaison régionale/suprarégionale

- régionale
- suprarégionale

Gabarit minimal recommandé

- liaison amphibie
- liaison terrestre

TIBP

- à recréer

TIBP

- à conserver
- à renforcer

Territoire d'intérêt biologique supérieur

- Territoire d'intérêt biologique supérieur à maintenir

Espace d'implantation recommandé

- Espace d'implantation recommandé (liaison)

Inventaire des géotopes du canton de Vaud

Numéro	**61**	**Date de la dernière révision de la fiche**	25/04/2008
Nom	**Molasse à charbon de la Paudèze**		
Centroïde	541379 / 152116	**Surface [m2]**	478728,958565826

Description

Subdivison de la Molasse d'eau douce inférieure, la Molasse à charbon est un ensemble marno-gréseux caractérisé par la présence de trois bancs charbonneux décimétriques, qui ont été exploités par intermittence entre le début du 17e siècle et 1947. Près de 20 km de galeries et chambres d'exploitation ont été percées entre le Signal de Belmont et le lac Léman. Les fossiles y sont abondants, avec une quarantaine de types: charophytes, feuilles, ostracodes, mollusques, poissons, reptiles et mammifères, dont l'Anthracotherium valdense. Localement, belles géodes tapissées de cristaux centimétriques de calcite ambrée. Dans le secteur du Lendard, du charbon a spontanément pris feu en juillet 1937 et cet incendie souterrain, phénomène unique en Suisse, a duré près de 2 ans et demi. Il en a résulté des roches cuites (T max 385°C) et dont la minéralogie est unique pour le pays. Références: Akribas-Liardet N. (1995); Claude A. (1974); Henchoz S. (2002); Weidmann M. (1987).

Remarques

Intérêt scientifique principal: Paléontologique, Pétrographique-minéralogique; Intérêts scientifiques secondaires: Historique, Economique; Géotope naturel/artificiel; Géotope passif; Niveau d'importance international.

Mesures particulières

Mesures: IGVD no 95; IMNS no 138 et no 138a. Les anciennes galeries minières, dont certaines ne sont pas cartographiées, peuvent présenter un danger de tassement de terrain ou d'effondrement. Attention lors de travaux en surface. Quasiment toutes les anciennes entrées de mines ont été condamnées, ce qui est bien pour la sécurité mais pas pour des investigations scientifiques. Avertir le Musée en cas de travaux d'excavation.

canton de vaud
Forêts Faune Nature

Service des forêts, de la faune et de la nature
Centre de conservation de la faune et de la nature
Ch. du Marquisat 1, CH-1025 St-Sulpice
TEL 021 557 86 32 - FAX 021 557 86 50 - EMAIL info.faunenature@vd.ch

Examen préalable du 2 décembre 2014

Examen préalable complémentaire 2 du 24 avril 2019

canton de vaud

Service
du développement
territorial

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Municipalité de la
Commune de Belmont-sur-Lausanne
Route d'Arnier 2
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch
N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable

Monsieur le Syndic,
Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux,

Le dossier cité sous rubrique, établi par le bureau Urbaplan, nous est parvenu le 21 mars 2014 pour examen préalable, selon l'article 56 LATC. Il est composé des pièces suivantes :

- Plan général d'affectation, composé de: 1/2 Plan des zones et 2/2 Plan des dangers naturels;
- Plans de constatation de la nature forestière (4);
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- Règlement communal du Plan d'extension partiel du Bourg;
- Rapport explicatif selon l'art 47 OAT (PGA et PEP "Bourg");
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" accompagné du règlement;
- Rapport explicatif selon l'art. 47 OAT "En Rochettaz".

Vous trouverez ci-joint :

- le rapport d'examen préalable comprenant l'appréciation globale du dossier;
- les préavis des Services cantonaux consultés.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
Chef du Service du développement territorial a. i.

Yves Noirjean
Responsable Division aménagement communal

Annexes :
- ment.
- dossiers en retour

Copies :
- Bureau Urbaplan, Lausanne
- Services cantonaux consultés

canton de vaud

Service
du développement
territorial

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch

N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable

RAPPORT DE SYNTHESE D'EXAMEN PREALABLE (art. 56 LATC)

1. PRESENTATION 3
1.1 Etat de la concertation 3
2. RECEVABILITE DU PROJET 3
3. JUSTIFICATION DU PROJET 3
3.1 Nécessité de légaliser 3
3.2 Démonstration de l'équipement du terrain ou de la possibilité de l'équiper 4
4. CONFORMITE DU PROJET 4
4.1 Conformité aux dispositions transitoires de l'article 38a, alinéa 2 de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée 4
4.2 Conformité aux planifications supérieures 5
4.3 Protection du milieu naturel 7
4.4 Création et maintien du milieu bâti 7
4.5 Prise en compte des dangers naturels 7
4.6 Forme des documents 9
4.7 Application de la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol (directive NORMAT) 9
5. PESEE DES INTERETS ET COORDINATION DU PROJET 9
6. SUITE DE LA PROCEDURE 10
PREAVIS DES SERVICES CANTONAUX 11
SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT) 11
DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE) 15

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL) 29
ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS (ECA) 33
SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (SCAV) 34
SERVICE DE L'AGRICULTURE (SAGR) 35
DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR) 36
SERVICE DES COMMUNES ET DU LOGEMENT (SCL) 38
SERVICE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT (SEPS) 38
SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM) 38
COMMISSION INTERSERVICES DES DANGERS NATURELS (CIDN) 38

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes et d'une puce de type "o" sont des recommandations et/ou observations.

1. PRESENTATION

L'actuel plan de zone de la Commune de Belmont-sur-Lausanne date de 1984 de même que le règlement sur les constructions et l'aménagement du territoire. Le Plan d'extension partiel du Bourg date de 1982.

Le périmètre du PPA "En Rochettaz" est affecté à la zone villas dans le Plan des zones de 1984.

Belmont-sur-Lausanne s'inscrit en partie à l'intérieur du périmètre compact de l'agglomération selon le Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), révisé en juin 2012. La commune appartient en outre au périmètre du Schéma directeur de l'Est lausannois (SDEL).

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne a engagé la révision de son PGA dans la poursuite des objectifs de son Plan directeur communal (PDCom) approuvé le 12 mai 1999, du Plan directeur cantonal (PDCn) du PALM et du SDEL.

La révision de ces planifications propose une densification de la zone à bâtir existante et une modification des règlements. Elle propose également la création de secteurs soumis à PPA ou PQ ayant une emprise sur la zone agricole ou intermédiaire, hors du périmètre compact, pour des affectations de type zone d'installations publiques ou zone spéciale. Un plan des dangers naturels (DN) est également joint au dossier.

1.1 Etat de la concertation

Le 4 juin 2012 les dossiers ont fait l'objet d'une 1ère analyse qui a conclu au renvoi des dossiers afin que les problématiques de transcription des DN soient intégrées ainsi que les plans de constatation de la nature forestière.

Des échanges sur la thématique des DN ont eu alors lieu entre le canton et la commune.

2. RECEVABILITE DU PROJET

La recevabilité a été vérifiée lors de l'accusé de réception. Cependant, depuis lors, la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) ainsi que son Ordonnance d'exécution (OAT) révisées sont entrées en vigueur au 1er mai 2014, ce qui n'est pas sans conséquence sur la conformité du projet (cf. chapitre ad hoc).

Le projet est établi par une personne qualifiée au sens de l'article 5a LATC. Les conditions formelles exigées par les articles 12 et 13 RLATC sont respectées.

3. JUSTIFICATION DU PROJET

3.1 Nécessité de légaliser

Les planifications en vigueur ayant été approuvées il y a plus de 25 ans; une révision est nécessaire, conformément à l'article 15 LAT.

Se pose ici la question du maintien de certaines planifications de détail (type PEP), complètement bâties et dont l'âge va également au delà de 15 ans. Les circonstances ayant changé depuis l'établissement de ces planifications avec notamment la problématique de la transcription des DN, sur la base des articles 21 LAT et 63 LATC, le SDT fait les demandes suivantes :

- réexaminer les planifications mises en vigueur de plus de 15 ans, avec comme objectif de les remplacer par les dispositions du PGA révisé. En cas de maintien, une justification sera apportée dans le rapport 47 OAT;
- revoir entièrement le règlement ainsi que le plan du PEP du Bourg qui datent de 1984. (voir également les remarques de forme et celles du SIPAL-MS en annexe).

3.2 Démonstration de l'équipement du terrain ou de la possibilité de l'équiper

Selon le plan de l'aperçu de l'état d'équipement approuvé le 23 février 2006, le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est majoritairement équipé.

A l'exception de certaines parcelles partiellement équipées au sud de la commune.

4. CONFORMITE DU PROJET

Le projet a été soumis aux Services cantonaux concernés qui en ont vérifié la conformité légale.

Pour l'ensemble des remarques et recommandations, il importe de se reporter aux préavis détaillés des Services cantonaux consultés qui font partie de l'examen préalable selon l'art. 56 LATC. Le présent rapport de l'examen synthétise les principales remarques des Services cantonaux tout en les coordonnant et effectue une pesée des intérêts en présence selon l'art. 3 OAT.

4.1 Conformité aux dispositions transitoires de l'article 38a, alinéa 2 de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée

Les dispositions transitoires sont définies à l'article 52a de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) révisée. Elles sont les suivantes :

"Durant la période transitoire prévue à l'art. 38a, al. 2, LAT, un classement en zone à bâtir ne peut être approuvé qu'aux conditions suivantes :

a. *une surface au moins équivalente a été déclassée dans le canton depuis l'entrée en vigueur de cette disposition ou est déclassée par la même décision;*

b. *des zones affectées à des besoins publics dans lesquelles le canton planifie des infrastructures qui sont d'une très grande importance et présentent un caractère urgent sont créées, ou*

c. *d'autres zones d'importance cantonale sont créées pour répondre à une nécessité urgente et, au moment de l'approbation au sens de l'art. 26 LAT, des mesures de planification déterminent et sécurisent la surface qui doit être déclassée; l'obligation de déclassement tombe si le plan directeur approuvé le rend superflu."*

Nous avons constaté la création de nouvelles zones à bâtir. On peut citer par exemple (liste non exhaustive) :

- parcelle N° 431 : passe de la zone de verdure à la zone d'habitation de faible densité;
- parcelle N° 35 : passe de la zone de verdure à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir).

- parcelles des secteurs Chatruffe et les Creux : passent de la zone intermédiaire à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir);
- parcelles du secteur La Coulette 2 : passent de la zone agricole à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir);
- parcelle N° 29 : passe partiellement de la zone de verdure à la zone mixte C;
- parcelles N^{os} 37, 28, 710 et 706 : passent partiellement d'"autoroute" à une affectation en zone à bâtir. L'affectation "autoroute " du plan des zones approuvée en 1984 ne comporte aucune règle de constructibilité, son affectation en zone à bâtir nécessite donc une compensation.

Selon la lettre a de l'article ci-dessus un déclassement simultané est nécessaire. En effet, le PGA ne fait pas apparaître de nouvelles zones à bâtir pour des *"infrastructures qui sont d'une très grande importance et présentent un caractère urgent"* (lettre b). De plus, la Commune de Belmont-sur-Lausanne ne comprend pas *"d'autres zones d'importance cantonale (...) créées pour répondre à une nécessité urgente "* (lettre c).

Afin que la commune puisse appliquer correctement ces nouvelles dispositions fédérales, il est important de bien définir ce qu'est une nouvelle zone à bâtir et comment s'analyse une compensation.

Une zone à bâtir s'apprécie sur la base des dispositions réglementaires qui la définisse. Si elle dispose, au minimum, de se que l'on appelle le "noyau dur": affectation, mesure d'utilisation du sol et/ou degré de sensibilité au bruit (DS), elle sera considérée comme une zone à bâtir selon l'article 15 LAT. En l'espèce, les zones soumises à PPA ou PQ sont considérées comme des zones à bâtir.

Une zone à bâtir est considérée comme **nouvelle** quand elle remplace une zone agricole (16 LAT), une zone intermédiaire (art. 18 LAT), une zone à protéger (art. 17 LAT) ou une autre zone type zone de verdure (art. 18 LAT).

Bien entendu, **une compensation** s'analyse à l'inverse, elle doit donc impliquer une diminution d'une zone à bâtir (art. 15 LAT) au profit d'un autre type de zone. Ainsi, le retour en zone agricole (art. 16 LAT) d'une zone intermédiaire (art. 18 LAT) ne peut être considéré comme une compensation. Il en va de même pour la mise en zone agricole d'une zone de verdure (art. 18 LAT). Des compensations sont déjà présentes dans le projet de PGA, il s'agit de la "zone de verdure A" liée aux dangers naturels et la zone naturelle protégée liée au cours d'eau quand celles-ci prennent la place de la zone à bâtir.

Au besoin, vous trouverez une foire aux questions sur la thématique de l'entrée en vigueur de la LAT et de l'OAT révisées sur notre site internet (www.vd.ch/lat).

Sur cette base le SDT fait la demande suivante :

- revoir le projet de PGA de sorte à établir une **stratégie de compensation** conforme à la loi. Dans le cas où les compensations mètre pour mètre ne seraient pas trouvées les extensions de la zone à bâtir seront abandonnées.

4.2 Conformité aux planifications supérieures

Plan directeur cantonal (PDCn) du 1er août 2008

Mesure R11

La compatibilité du présent dossier avec le PDCn a été vérifiée par le SDT.

- La mesure R11, fiche régionale concernant l'agglomération Lausanne – Morges, sera ajoutée dans le chapitre sur les planifications supérieures du rapport 47 OAT.

Surface d'assolement (mesure F12)

Seul le site de la Coulette est concerné par la problématique des SDA. Le PPA "La Cloulette 2" a été déposé récemment pour examen préalable, le dossier a été retourné pour non-conformité à la LAT. La problématique des SDA sera traitée dans le cadre de l'examen du dossier modifié.

- Si une compensation s'avérait nécessaire, elle sera simultanée audit PPA. Une coordination entre le PPA accompagnée de sa compensation et le PGA sera à prévoir, cas échéant.

Dimensionnement de la zone à bâtir (mesures A11 et A12)

Comme mentionné dans le rapport, le dimensionnement de la zone à bâtir sur la Commune de Belmont-sur-Lausanne est différencié selon la situation des terrains dans le périmètre compact de l'ALM ou hors de celui-ci.

Pour les terrains situés dans le périmètre compact, ceux-ci ne sont pas soumis au taux cantonal de la mesure A11 du PDCn.

Pour les terrains situés en dehors du périmètre compact, les mesures A11 et A12 s'appliquent. Comme cela a été identifié, la zone à bâtir y est surdimensionnée, le facteur de surdimensionnement est de 1.74. Au lieu de le réduire, le projet de PGA aggrave ce surdimensionnement, le facteur passe alors à 1.88.

Le SDT ne peut accepter une telle aggravation de la situation, au contraire, le dossier devrait démontrer que tout a été mis en œuvre pour réduire le surdimensionnement, l'objectif devant se rapprocher au maximum des 15 % définis dans le PDCn. Dès lors le SDT fait la demande suivante :

- dans le règlement, supprimer l'augmentation de l'IUS à 0.45.

<u>Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), le Schéma Directeur de l'Est Lausannois (SDEL)</u>

Le PGA est conforme aux PALM et au SDEL. Pour ce dernier, le SDT fait la demande suivante :

- mentionner l'existence du projet de chantier 6 dont le périmètre "A - Vallon du Flonzel" se situe sur le territoire de la commune. (projet en cours).

<u>Plan directeur communal (PDCom)</u>

La conformité de la révision du PGA au PDCom est abordée succinctement au chapitre 9.5 du rapport 47 OAT. Ce chapitre n'apporte toutefois pas la démonstration de la conformité du PGA au PDCom, or selon l'article 43 LATC, les planifications d'affectation "*sont élaborés sur la base des plans directeurs*".

De plus, le PDCom a été approuvé en 1999, il est donc considéré comme obsolète. Les plans directeurs étant "*réexaminés tous les quinze ans au moins*" ; et si "*les circonstances l'exigent, ils sont tenus à jour et adaptés.*" (art. 30 LATC) Dès lors, le SDT fait la demande suivante :

- analyser la conformité de la révision du PGA au PDCom. Prévoir, le cas échéant, son adaptation en coordination avec la révision du PGA. Une révision partielle par fiche est envisageable.

4.3 Protection du milieu naturel

Zone de verdure B

Pour le site à l'est du Signal de Belmont, DGE-BIODIV considère qu'au regard des *"qualités paysagères, la topographie mouvementée et l'étendu de ce périmètre"*, des précisions sur le devenir de ce site doivent être apportées. Ladite division considère également que le site doit rester inconstructible et que les mouvements de terre doivent rester très limités. En effet le SDT constate également que les possibilités offertes pour une zone de verdure sont assez proches d'une zone d'installations publiques même si les constructions semblent mineures: "*places de stationnement*", "*parking* ", "*installations et constructions d'utilité publique*". Dès lors le SDT fait la demande suivante :

- définir la partie de la zone de verdure constructible de celle qui ne l'est pas. Sur le plan, en accord avec la DGE BIODIV, la zone de verdure B à constructibilité limitée pourrait être diminuée au profit d'une zone de verdure A complètement inconstructible.

Zone naturelle protégée liée au cours d'eau

Outre les demandes faite par la DGE-EAU, le SDT fait les demandes suivantes :

- ajouter des dispositions relatives aux constructions existantes qui sont comprises dans cette zone (cas échéant);
- réfléchir à l'application de l'article 48, alinéa 3, LATC.

4.4 Création et maintien du milieu bâti

Zone mixte A

Les logements protégés ne peuvent être imposés dans une planification d'affectation que lorsqu'elles sont en lien avec une institution médicale telle qu'un EMS. Pour les logements d'utilité publique (LUP), il n'y a pas encore de base légale permettant de les intégrer dans l'affectation. Dès lors le SDT formule la demande suivante :

- supprimer dans le règlement la mention des typologies de logements précitées. Le maintien de l'affectation logement permettra les LUP par le biais du droit privé.

Zone d'installations publiques

Dans le règlement au Chapitre 10, la destination et la mesure d'utilisation du sol doivent être définies à la zone et non à la parcelle. De plus, le besoin futur d'équipement public doit être suffisamment précis, concret et certain. La collectivité publique ne peut délimiter de telles zones dans le seul but de se réserver une liberté d'action dans l'aménagement du territoire communal. Or l'article 10.1 laisse pour certaines parcelles une trop grande liberté d'action. Par exemple pour les parcelles N^{os} 353, 355 et 604, une partie de la destination est précise mais des "constructions d'utilité publique" sans autres précisions peuvent y prendre place. Le SDT fait les demandes suivantes :

- faire les différenciations par zone en les numérotant, par exemple;
- mieux préciser les installations publiques.

4.5 Prise en compte des dangers naturels

Les périmètres des planifications sont concernés par divers aléas de dangers naturels avec un degré de danger fort, moyen et faible. De ce fait, le document est accompagné de rapports relatifs à ces aléas. La présence de dangers naturels à multiples aléas implique un examen du

dossier par la Commission interservices des dangers naturels (CIDN) dont le préavis se trouve en annexe du présent rapport.

Aux demandes de la CIDN, le SDT ajoute les suivantes :

- Suivre les prescriptions du guide pratique *"Prise en compte des dangers naturels dans l'aménagement du territoire et les permis de construire"* notamment la partie II: "*Aménagement du territoire*" (ci après "guide"). Il conviendra par exemple d'intégrer les DN sur une seule carte.
- procéder à une analyse globale (cf. chap.3 du guide) avec notamment la stratégie de compensation évoquée au chapitre 4.1 du présent examen qui devra tenir compte de la problématique DN;
- le rapport 47 OAT devra justifier les mises en zone de parcelles situées dans un secteur de danger. Au même titre que les parcelles N^{os} 29 et 37 (cf. préavis CIDN), d'autres parcelles nouvellement affectées sont situées dans un secteur de danger moyen (bleu) selon la carte provisoire des dangers (cf. chap. 4.1 du guide);
- les planifications spéciales existantes devront être analysées sous l'angle des DN. Les 3 possibilités suivantes sont à envisager (cf. chap. 4.2 du guide):
  1. modification coordonnée de l'ensemble des plans d'affectation (planifications spéciales et PGA),
  2. abrogation des planifications spéciales coordonnées avec le PGA. (les règles du PGA remplacent celles des planifications spéciales),
  3. report des périmètres des planifications spéciales dans le PGA et transcription des dangers naturels dans le PGA uniquement. Cette possibilité n'est cependant offerte que si les dispositions relatives aux dangers naturels intégrées dans le PGA ne contredisent pas les règles des planifications spéciales existantes. Il y aurait contradiction notamment si ces derniers prévoient des constructions contraires aux mesures de protection. De plus, le règlement des planifications spéciales doit faire référence au PGA;
- supprimer la notion de niveau de danger dans le règlement et le plan, ce qui se concrétise de la façon suivante (cf. chap. 4.2 du guide):
  - sur le plan des DN, les secteurs exposés à un DN élevé seront supprimés puisque les règles relatives à ces secteurs se retrouveront dans la zone de verdure A "secteurs liés aux DN". Ce secteur comprenant des constructions existantes, il sera nécessaire d'ajouter des dispositions ad hoc à l'article 8.3,
  - pour le secteur "Les Creux", la partie en danger élevé restera en zone agricole. La partie du PQ "Burenoz – Malavaux" concernée par le DN élevé sera modifiée par le PGA selon le point précédent ou une modification du PQ devra être entreprise en coordination avec le PGA,
  - Les secteurs exposés à un danger modéré seront appelés " Secteur de restriction [type d'aléa]";
- sur le plan des DN, les secteurs exposés à un DN résiduel et la légende y relative seront supprimés. L'article concerné du règlement sera supprimé. Dans les secteurs classés en DN résiduel selon la CDN, seuls les objets sensibles sont concernés par des restrictions, une définition des objets sensibles est disponible en annexe. Le DN résiduel en zone à bâtir pourra être traité selon la méthode suivante :
  1. transcription dans les règles de la zone concernée et dans la définition de l'affectation pour les zones accueillant par définition des objets sensibles (installation publique, industrielle...). Les dispositions reprendront celles du secteur de danger modéré concerné,

2. restriction de l'affectation dans des zones ne devant pas accueillir certains objets sensibles (zone d'habitation de faible densité par ex.) en excluant les objets sensibles dans le règlement;

- comme dit plus haut, il y aura une seule carte. Le plan des DN sera supprimé, la carte générale intégrant les secteurs exposés à un danger modéré (Secteurs de restriction) devra respecter les zones à bâtir, le domaine public et le parcellaire. Les effets sont les suivants :
  - les secteurs précités ne contiendront pas les zones soumises à plans spéciaux ou plans spéciaux en cours, ces derniers auront leur propre réglementation DN, PPA ou PQ,
  - le domaine public (DP) restera blanc,
  - le "hors zone à bâtir" (zone intermédiaire, zone viticole et l'aire forestière) ne sera pas compris dans les secteurs précités. (art.18.18.3 s'applique aux zones à bâtir selon titre du chap.18),
  - le secteur devra s'adapter au parcellaire, les mesures DN étant vérifiées à la parcelle. Par exemple : une parcelle traversée en son milieu par l'aléa inondation sera totalement en "Secteur de restriction inondation". Un secteur qui longe le DP sera calé sur celui-ci. Une partie négligeable d'une parcelle en bordure de forêt ou DP, qui sera manifestement inconstructible (selon les dispositions du PGA) même en cas de remaniement parcellaire, sera sortie du secteur de restriction, etc.

4.6 Forme des documents

Pour les questions de forme, les différentes exigences des Services formulées dans leur préavis devront être respectées.

4.7 Application de la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol (directive NORMAT)

Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol. Cette directive concerne autant les plans d'affectation que leur règlement. Conformément au chapitre 8.2 de ladite directive, le SDT fait la demande suivante :

- la livraison au SDT des fichiers concernés pour la planification qui fait l'objet de cet examen préalable se fera au plus tard avant l'approbation préalable.

Toutefois, le SDT recommande de livrer lesdits fichiers avant la mise à l'enquête publique. En effet, si les fichiers informatiques remis au moment de l'approbation préalable ne correspondent pas aux standards fixés, l'approbation préalable sera suspendue jusqu'à l'obtention de fichiers informatiques conformes, retardant d'autant l'approbation de la planification concernée.

5. PESEE DES INTERETS ET COORDINATION DU PROJET

Les dossiers doivent être complétés principalement sur les points suivants :

Plan général d'affectation :

- améliorer la transcription des DN;
- établir une stratégie de compensation des nouvelles zones à bâtir;
- mettre à jour les planifications spéciales obsolètes;
- modérer le surdimensionnement des zones à bâtir hors périmètre compact;

- analyser la nécessité de mettre à jour le PDCom.

Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" :

- simplifier le règlement.

Modification du Plan d'extension partiel du "Bourg" :

- mettre à jour le plan.

6. SUITE DE LA PROCEDURE

Les documents seront modifiés dans le sens des demandes faites par les différents Services de l'Etat. Ces documents remaniés seront soumis en 8 exemplaires au SDT pour examen préalable complémentaire.

Tout droit du Département pour l'approbation demeure expressément réservé.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
Chef du Service du développement territorial a. i.

Yves Noirjean
Responsable Division aménagement communal

canton de vaud

**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch

N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable

PREAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes et d'une puce de type "o" sont des recommandations et/ou observations.

SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT)

Division aménagement communal (SDT-AC)

1. Remarques de forme et de détail

2.1 Rapport d'aménagement

PGA :

- p. 20 : 6.1.2 zones mixtes : mieux rédiger la 1ere phrase du paragraphe;
- p. 22 : zone de verdure B : il y a d'autres secteurs concernés (parcelles 328, 25 une partie de la parcelle 536);
- p. 24 : 6.1.6 : faire correspondre le nom de zone et titre du chapitre.

2.2 Plan

Plans de constatation de la nature forestière :

- ces plans ne sont pas approuvés par le Département. Les cartouches seront modifiés en conséquence. (procédure Lfo en coordination avec la procédure LATC).

Bourg :

- le plan sera revu afin d'intégrer notamment, les nouvelles constructions, les modifications cadastrales, le nouveau domaine public, l'application de la directive NORMAT, l'affectation des parcelles "blanches" (243, 294), la distinction zone de verdure / utilité publique, etc. (cf. également le préavis MS du SIPAL).

Rochettaz :

- faire figurer la liste des propriétaires.

PGA :

- laisser le domaine public en blanc (cf. zone mixte C par exemple);
- reporter sur le plan l'abrogation d'une partie du PEP 2 par le PEP du Bourg;
- les secteurs concernés par la zone naturelle protégée liée au cours d'eau feront l'objet de plan à une échelle permettant une meilleure lisibilité;
- la zone viticole se voit appliquée les règles de la zone agricole (dispositions fédérales). La représentation de cette zone pourra se faire de la même couleur que la zone agricole, la nature de vigne enregistrée au registre foncier pourra être ajoutée.

Plan des DN :

Cf. chap.4.5.

2.3 Règlement

Rochettaz :

- le règlement devra être entièrement revu. Il est complexe et en partie trop subjectif. Il donne trop de marges de manœuvre à la Municipalité;
- art. 2.2.1 : A noter qu'il faut supprimer la référence à l'article 81a LATC. Cet article s'applique en règle général pour les bâtiments hors de la zone à bâtir. En zone à bâtir ce sont les dispositions du plan d'affectation qui permettent la protection. (cf le Guide-conseil à l'intention des communes et de leurs mandataires "Application de l'article 81a LATC dans le cadre de la planification communale").

Pour le surplus, une séance technique avec le mandataire est nécessaire.

Bourg :

- le règlement est en grande partie obsolète. Il donne, par exemple, trop de marges de manœuvre à la Municipalité. Il sera mis à jour.

PGA :

- nettoyer la table des matières (contenu des articles qui apparaît, alignement);
- article 2.2 : remplacer 12 zones par 13 zones. Ajouter la "zone mixte C", actuellement manquante;
- article 3.5 : supprimer "au minimum". Redite (la distance minimum);
- article 3.10 alinéa 1 : qu'en est-il des annexes accolées au bâtiment ? La règle devrait être complétée sur ce point ;
- article 3.10 alinéa 3 : Reformuler. Cette règle, en relevant d'une décision de la Municipalité est arbitraire;
- article 3.11 : cet article est contradictoire quant aux pentes autorisées (contradiction entre alinéa 1 et alinéa 3). A préciser;

- article 3.11 dernier alinéa : le SDT ne comprend pas la règle. A préciser;
- article 5.5 et article 5.8 : ajouter un point;
- article 6.1 : ajouter une virgule après bureaux;
- article 6.4 : reformuler cette règle qui est arbitraire. La règle ne peut être laissée à l'argumentaire du propriétaire;
- article 7.4 : idem que 6.4. A reformuler;
- article 8.2, 9.1: supprimer la référence à l'article 39 RLATC qui concerne des objets liés à un bâtiment principal. Or il n'y a pas de bâtiment dans les zones de verdure. Supprimer la référence à l'article 68a RLATC qui est une disposition cantonale d'application directe;
- article 9.1 : revoir les aménagements autorisés. Les constructions d'utilité publique et les parkings ne sont pas admis en zone de verdure (zone 18 LAT) et doivent trouver leur place en zone à bâtir. Supprimer également le "etc." qui laisse une trop grande marge d'interprétation;
- chapitre 11 et article 2.2 : harmoniser le nom de la zone avec le plan;
- article 11.3 : supprimer l'attribution du DS pour le PEP du Bourg (préavis DGE-ARC);
- chapitres 13 et 14 : supprimer les règles relatives à la zone viticole et agricole. Le droit fédéral s'applique;
- article 16.1 : compléter l'article selon le préavis de la DGE-FORET;
- article 17.1 : uniformiser la terminologie avec celle du plan. Le terme de "secteurs" doit être remplacé par celui de "zones";
- article 17.12 : à modifier selon préavis SDT-AF;
- article 17.13 : supprimer l'article. Cette thématique ne relève pas de l'aménagement du territoire;
- article 18.4 et 18.5 : supprimer l'article. Cette règle est arbitraire;
- article 18.6 : ajouter une virgule après "comme ouverture";
- article 18.7 : ajouter une virgule après "antennes";
- article 18.10 : cet article est contradictoire (alinéa 1 vs alinéa 3). A préciser;
- article 18.13 alinéa 3 : à supprimer car relève de l'arbitraire. La délimitation du terrain de référence ne peut être laissé à la Municipalité;
- article 18.8.3 : à modifier selon les préavis de la DGE-EAU/EH, de la DGE-FORET et de l'ECA;
- article 19.1 lett. h) : à supprimer. Il est disproportionné de demander systématiquement un rapport géologique et géotechnique. Ce document n'est pertinent que dans les secteurs soumis à des dangers ;
- article 19.1, lett. m) : à supprimer. Le rapport n'est pertinent que dans les secteurs soumis à des dangers;
- glossaire : ajouter la définition de la hauteur hors tout et des murs d'attente;
- compléter l'article sur les mouvements de terre (préavis DGE-GEODE/GD);

- article sur la zone naturelle protégée : compléter selon le préavis de la DGE-BIODIV;
- afin de faciliter la compréhension des règles, d'autres schémas du style de la page 73 seraient souhaités;
- compléter selon le préavis du SIPAL en ajoutant un article sur le recensement architectural et en intégrant un article sur les bâtiments "classés" et les bâtiments en note 4;

2. Répondants SDT-AC :

Julien Cainne et Joëlle Gaillard.

Division améliorations foncières (SDT-AF)

CAMAC 130577

Belmont-sur-Lausanne – PPA En Rochettaz :

1. Bases légales :

- Art. 55 LATC;
- 4 LAF;
- Art. 12 RLATC.

2. Généralités

Le dossier a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire.

3. Préavis

Le SDT-Division améliorations foncières préavise favorablement le projet de PPA.

3.1 Rapport d'aménagement

Pas de remarque.

3.2 Plan

- Faire figurer la liste des propriétaires.

3.3 Règlement

Pas de remarque.

4. Coordonnées du répondant :

François Pittet.

CAMAC 130579

Belmont-sur-Lausanne – PEP du Bourg

Pas de remarque.

CAMAC 80593

Belmont-sur-Lausanne – PGA

1. Bases légales

- Art. 55 LATC;
- 4 LAF;
- Art. 12 RLATC.

2. Généralités

Le projet de révision du PGA a été examiné sous l'angle de la faisabilité foncière dans les nouvelles zones à bâtir.

3. Préavis

En l'occurrence, le SDT-Division améliorations foncières préavise favorablement le projet de PGA.

3.1 Rapport d'aménagement

Pas de remarque.

3.2 Plan

Pas de remarque.

3.3 Règlement

- Art. 17.12, 2e paragraphe : reprendre la phrase sur le plan grammatical.

4. Coordonnées du répondant :

François Pittet.

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

Bases légales :

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83;
- RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06.

Préavis

La DIREN prend acte de la modification du plan général d'affectation de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et ne formule aucun commentaire sur le sujet.

Référence : MM.

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1. **Bases légales :**

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83;
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2. **Préavis**

PPA En Rochettaz :

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution du degré de sensibilité DSIII à la zone village du secteur "En Rochettaz" (art. 2.1.2 du règlement du PPA).

- Dans la mesure où la zone naturelle protégée contient partiellement des parties de bâtiment existant abritant des lieux sensibles, la DGE-ARC demande l'attribution d'un DSIII à l'ensemble du PPA ou l'attribution d'un DSIII également à cette zone.

PGA

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution des degrés de sensibilité à chaque zone, à l'exception des zones suivantes :

- zone mixte A : l'art.5.4 du règlement de PGA (RPGA) attribue un DSIII en contradiction avec le rapport d'aménagement page30. L'art. 5.4 du règlement doit être corrigé pour attribuer un DSII;
- zone naturelle protégée liée au cours d'eau : dans la mesure où des constructions existantes abritant des locaux sensibles empiètent sur cette zone, le règlement doit être complété de manière à préciser que le DS du solde de la parcelle affecté en zone à bâtir s'applique aux constructions existantes;
- zone soumise à PQ Signal de Belmont (art. 11.3 du RPGA) : un DSII est correctement attribué au PQ Signal de Belmont à l'exception de la parcelle N° 548 pour laquelle un DS III doit est fixé;
- zone soumise à PPA Chatruffe, art.11.6 du RPGA : l'affectation à l'habitation et aux activités non gênantes n'est pas compatible avec le DSIII attribué. L'article doit être corrigé soit en projetant d'autoriser des activités moyennement gênantes, soit, en attribuant un DSII.

PEP du Bourg :

Degré de sensibilité au bruit (DS):

- La DGE-ARC demande qu'il soit profité de la modification du PEP du Bourg pour attribuer un DSIII à l'ensemble du périmètre du PEP dans son règlement. Dans ce cas, l'attribution d'un DSIII à l'article 11.3 du règlement de PGA n'est plus nécessaire et limite les renvois entre plans.

3. Coordonnées du répondant :

Bertrand Belly,

Protection contre le rayonnement non ionisant

1. Bases légales :

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83;
- RS 814.710 Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI) du 23.12.99.

2. Généralités

L'ORNI définit d'une part des valeurs limites d'immission (protégeant des dommages à la santé qui sont prouvés scientifiquement) et d'autre part des valeurs limites de l'installation (prenant en compte le principe de prévention).

Les valeurs limites d'immission doivent être respectées partout où des gens peuvent séjourner (article 13, ORNI). Ces valeurs doivent non seulement être respectées dans les lieux à utilisation sensible, mais aussi partout où des personnes peuvent séjourner momentanément. Les valeurs limites de l'installation (plus sévères que les valeurs limites d'immission) doivent être respectées dans les lieux à utilisation sensible.

Les sources de rayonnement concernées sont en particulier les lignes hautes tensions, les stations de bases de téléphonie mobile, les lignes de chemins de fer.

3. Préavis

Pour la délimitation de nouvelles zones à bâtir, les valeurs limites de l'installation doivent impérativement être respectées.

En fonction des informations actuellement à la DGE, il n'y a pas de contrainte particulière pour les nouvelles zones définies dans le PGA.

Cependant, lors de délimitation de zone à bâtir, la commune doit vérifier qu'il n'existe pas de source de rayonnement non ionisant à proximité de ces zones et que les exigences de l'ORNI sont bien respectées.

4. Coordonnées du répondant :

Bertrand Belly.

Division protection et qualité des eaux (DGE-PRE)

La DGE-DIREV-PRE n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Claude-Alain Jaquerod.

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1. Bases légales :

- art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux);
- art. 5 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux);
- art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution);
- art. 49 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions).

2. Généralités

Les eaux usées produites doivent être traitées par une station d'épuration centrale.

Les eaux claires ne doivent en aucun cas parvenir à la station d'épuration. Si elles sont raccordées aux collecteurs d'eaux claires existants, la capacité d'écoulement de ces derniers doit être vérifiée.

Les eaux de ruissellement doivent être évacuées et/ou traitées conformément à la "Directive sur l'infiltration, la rétention et l'évacuation des eaux pluviales" de la VSA et aux instructions "Protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication" de l'Office Fédéral de l'Environnement (OFEV).

Le dimensionnement des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux situés à l'aval d'un projet d'urbanisation doit être vérifié avant toute délivrance de permis de construire.

La Commune de Belmont-sur-Lausanne dispose d'un Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) approuvé par le Département le 28 janvier 2005.

3. Préavis

3.1. Rapport d'aménagement

PPA En Rochettaz et PEP Bourg

Lors des procédures d'enquête, et conformément au concept de gestion des eaux défini par son PGEE, la commune vérifiera l'état de la séparation des eaux (état des collecteurs et branchements privés). Les raccordements EU+EC devront satisfaire aux exigences du système séparatif ainsi qu'aux dispositions des normes SN 592'000. Il y aura lieu de contrôler les branchements privés jusqu'à l'intérieur des bâtiments, afin d'exclure la possibilité d'inversions entre les canalisations d'eaux usées et d'eaux claires.

PGA Belmont-sur-Lausanne

- Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau PGA adopté, il incombe à la commune de mettre à jour le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en relation avec les nouvelles données induites par les modifications du PGA.

3.2. Règlement

PPA En Rochettaz et PEP Bourg

- Nous demandons d'ajouter aux règlements des dispositions sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux usées et des eaux claires.

3.3. Plan

PPA En Rochettaz

- Ajouter sur le plan les collecteurs d'évacuation des eaux existants et projetés (eaux usées et eaux claires).

4. Coordonnées du répondant :

Florence Dapples.

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

Gestion des déchets (DGE-GEODE/GD)

La DGE-DIRNA-GD n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Etienne Ruegg

Protection des sols (DGE-GEODE/SOLS)

1. Bases légales :

- Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) RS 814.01;
- Ordonnance du 1er juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols (OSol) RS 814.12;
- Ordonnance sur le traitement des déchets (OTD) du 10 décembre 1990;
- Règlement d'application de la Loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions du 19 septembre 1986 (RLATC ; cote 700.11.1).

2. Appréciation :

- la définition des mouvements de terre dans le PPA, le PGA et le Règlement communal n'est pas claire et pourrait donner sujet à de libres interprétations;
- l'art. 68, al. 2, lettre b, du RLATC est applicable pour les modestes travaux d'aménagement de terrain;
- le règlement du plan d'extension partiel "Bourg" ne traite pas du domaine environnemental Sols;
- des sites pollués sont cadastrés dans le périmètre du plan d'extension partiel "Bourg", il y a lieu de soupçonner des pollutions de sols, des restrictions d'utilisation sont probables (OSol et OTD);
- rajouter, aux articles concernant les "Mouvements de terre" des règlements, "les couches fertiles de sols devront être manipulées conformément aux directives en vigueur pour la

protection des sols; ces couches seront prioritairement valorisées sur site par une remise en état au plus proche de l'état initial, sinon revalorisées en contexte similaire au plus proche du périmètre des travaux";

- le règlement du plan d'extension partiel "Bourg" doit être complété par un chapitre traitant de la protection des sols. Par principe, tous les sols doivent être préalablement investigués (sans distinction d'affectation de zone), puis manipulés et remis en état conformément aux directives en vigueur, pour le maintien de leur fertilité mais aussi pour les restrictions d'utilisation que le soupçon et la découverte de polluants pourraient impliquer.

Référence : F. Füllemann.

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1. PPA En Rochettaz

1.1 Bases légales :

- Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public.

1.2 Préavis

Plan

Espace cours d'eau (alignements liés au cours d'eau)

- La DGE-EAU demande que l'espace cours d'eau soit dessiné sur le plan selon la remarque du point 4.

2. Plan d'extension partiel du Bourg

2.1. Bases légales :

- Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public.

2.2 Préavis

Règlement et Rapport 47OAT

Chapitre 15 – Espace cours d'eau

La DGE-EAU approuve l'espace cours de 15 mètres à la Paudèze et 10 mètres à ces affluents.

3. Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire

Article 18.16 Eaux de ruissellement

Recommandation :

- La DGE-EAU applique un temps de retour pour le dimensionnement de 10 ans (intensité des pluies selon la norme SN 640 350 et un débit de rejet de 20 l/s/ha.

4. Plan général d'affectation – 1 / 2 - 1:5000

Espace cours d'eau (alignements liés au cours d'eau)

- La DGE-EAU demande que l'espace cours d'eau ne soit pas interrompu en zone à bâtir (ligne pointillée bleue).
- L'espace cours d'eau est de 10 mètres hors construction. Au droit et entre les bâtiments, l'espace cours d'eau s'aligne aux constructions des bâtiments côté cours d'eau, soit à moins de 10 mètres du cours d'eau – tronçons considérés comme densément bâtis. La DGE-EAU se tient à disposition pour toute question relative à l'espace cours d'eau.

5. Coordonnées du répondant :

Y. Chatelain.

Eaux souterraines - Hydrogéologie (DGE-EAU/HG)

1. Bases légales :

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux);
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux);
- Instructions pratiques fédérales pour la protection des eaux (IPF).

2. Généralités

Le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est concerné par l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des captages des Cases, alimentant la Commune de Lausanne en eau potable et approuvées le 13 mars 2008.

3. Préavis

L'examen des zones constructibles du PGA ne montre pas d'incompatibilité importante avec la protection des eaux souterraines (zones agricole et forestière). La zone agricole demeurant constructible, nous rappelons toutefois que toute nouvelle construction est interdite en zones S1+S2 de protection des eaux. La zone S3 demeure constructible, conformément aux IPF (OFEFP 2004).

3.1. Plan

Les zones S1 et S2 ensemble et la zone S3 de protection des eaux sont reportées sur le PGA, Plan des zones et Plan des dangers naturels à l'échelle du 1:5'000. Toutefois, leur report ne correspond pas précisément aux plans légalisés.

- La correction de ce report à la précision du plan légalisé est demandée. De plus, au niveau de la légende, le terme de "protection des eaux" sera ajouté à la suite de Zones S1+S2 et de Zone S3.

3.2. Rapport d'aménagement :

- les points 6.1.10 et 8.2 devraient être regroupés dans un même chapitre consacré aux eaux souterraines. De plus, lorsqu'il s'agit des zones S de protection des eaux, le terme de "secteurs" devra être remplacé par celui de "zones";

- la mention du secteur Au attenant aux zones de protection des eaux sera ajoutée, car celui-ci implique certaines restrictions d'utilisation du sol.

3.3. Règlement d'application

L'article 17.1 du règlement d'application est conforme à nos exigences.

- Toutefois, le terme de "secteurs" devra être remplacé par celui de "zones".

4 Coordonnées du répondant :

Thierry Lavanchy.

Pas de remarque en ce qui concerne le PPA En Rochettaz et le PEP du Bourg.

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1. Bases légales :

- art. 18 et 18b LPN;
- art. 15 OPN;
- art. 1, 4 et 4a LPNMS;
- art. 21 Loi sur la faune;
- PDCn;
- mesures E, PALM.

2. Généralités

Le présent préavis se réfère aux documents suivants :

- Rapport 47 OAT PGA et PEP "Bourg", Urbaplan, mars 2014;
- Plan des zones, 1:5'000, Urbaplan, mars 2014;
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, urbaplan, mars 2014;
- Rapport 47 OAT PPA "En Rochettaz", Urbaplan, mars 2014;
- PPA "En Rochettaz", 1:500, Urbaplan, mars 2014;
- PPA "En Rochettaz", règlement, Urbaplan, mars 2014.

3. Préavis

3.1 Préavis PGA

3.1.1 Rapport 47 OAT

Le rapport résume succinctement les enjeux nature et paysage.

Demandes de modifications/corrections de détail :

Page 47 :

- à compléter : l'inventaire des monuments naturels et des sites comprend 2 périmètres sur le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne : les objets N^{os} 138 et 138a (= prairie sèche N° 6656, objet N° 36);
- il est mentionné que la prairie sèche N° 6656, objet N° 36, est colloquée en "zone naturelle protégée". Le règlement concernant cette zone doit être formulé comme suit :

  Art.?? Zone naturelle protégée :

  1. cette zone est destinée à assurer la conservation à long terme d'un biotope protégé au sens de la législation sur la protection de la nature. Aucune atteinte ne doit lui être portée (pas d'aménagement ni de construction);
  2. la surface doit être utilisée comme prairie de fauche extensive ou comme pâturage extensif. Une exploitation peu intensive peut être autorisée si cette modalité de gestion est compatible avec la conservation de la végétation;
  3. la surface fait l'objet d'une convention d'exploitation passée avec le Service de l'agriculture, en collaboration avec le service en charge de la protection de la nature.

Pages 47/48 :

- La prairie sèche N° 6656, objet N° 37, a été supprimée de l'inventaire fédéral. Cette modification ne figure pas encore sur geoplanet.

Page 48 :

Les corridors à faune (provenant du réseau écologique national REN) sont remplacés par le réseau écologique cantonal (REC). La fiche E22 du PDCn décrit plus précisément le REC.

- La figure 4 doit être remplacée par les informations du REC: liaison biologique d'importance régionale à renforcer, territoire d'intérêt biologique d'importance prioritaire (TIBP, no. 92). Les couches SIG sont téléchargeables : http://www.vd.ch/index.php?id=49175.

L'annexe 7, téléchargeable à la même adresse, décrit comment le REC peut être pris en compte dans la planification.

- Compléter le chapitre 8.1 avec l'extrait des géotopes du canton de Vaud, fiche N° 61, Molasse à charbon de la Paudèze. Cette donnée est disponible à la DGE-BIODIVE.

3.1.2 Plan

- Les inventaires ayant une influence sur l'utilisation du territoire doivent figurer sur le plan (IMNS et PPS).

Le plan prévoit l'affectation des parcelles N^{os} 552 + 553. Ce périmètre, situé entre les boisements riverains de la Paudèze et la route de la Louche, fait partie d'une liaison biologique d'importance régionale du REC, à renforcer, et de l'armature verte-bleue du PALM. Une augmentation de la pression humaine dans ce périmètre n'est pas souhaitable.

Demandes

- Faire figurer sur le plan :
  - les périmètres IMNS no. 138 et 138a;

- le périmètre PPS N° VD 6656, objet N° 36, parcelle N° 479;
- ne pas affecter les parcelles N^{os} 552 et 553 pour des activités de loisirs et de sport.

3.1.3 Règlement

Chapitre 8

Zone de verdure A

Parcelles N^{os} 29, 37, 116, 124, 125, 128, 141

Ces surfaces ont fait l'objet d'une évaluation botanique en 1995 sur demande de l'ancien conservateur de la nature, M. Ph. Gmür. Cette expertise démontre les qualités botaniques du site, comprenant des milieux dignes de protection (annexe 1, OPN).

La parcelle N° 116 est considérée comme réserve naturelle, sous gestion de Pro Natura.

Lors de discussions avec la commune en 2010 cette dernière a clairement exprimée son souhait de maintenir les qualités floristiques et faunistiques du haut de la parcelle N° 124.

La définition de la zone de verdure A ne permet pas de garantir le maintien des milieux protégés.

Chapitre 9

Zone de verdure B

Ce périmètre a de grandes qualités paysagères. L'affectation proposée permet des remodelages de la topographie, des constructions enterrées, places de stationnement, déchetterie, etc.

La définition de la zone de verdure B ne permet pas de garantir le maintien des qualités paysagères du site.

Demandes

Chapitre 8 Zone de verdure A

Art. 8.1 Destination :

- à modifier comme suit: "Cette zone est destinée à garantir le maintien des qualités botaniques et faunistiques des surfaces. Elle est inconstructible. Les abris ou enclos pour animaux de pâturage sont admis. Un entretien extensif avec une fauche tardive ou la pâture extensif est préconisé."
- art. 8.2 Construction : À supprimer.

Art. 8.3 Secteur lié aux dangers naturels

Sans changement.

Chapitre 9 Zone de verdure B :

- vu les qualités paysagères, la topographie mouvementée et l'étendu de ce périmètre une planification plus précise doit être entreprise. La DGE-BIODIV demande que ce secteur soit affecté par deux types de zones de verdure: une zone pouvant accueillir les installations et constructions prévues par la zone de verdure B et un périmètre affecté en zone de verdure strictement inconstructible. La zone de verdure B doit être retenue au sud

des parcelles N^{os} 652 et 447, les mouvements de terre et l'étendue de cette zone doivent être très limités.

Recommandation

Chapitre 11 Zone soumise à PPA ou PQ

Art. 11.6 Chatruffe :

- vu le périmètre important concerné par cette zone, la DGE-BIODIV recommande de compléter le règlement comme suit :

  e) une étude paysagère favorisant une bonne intégration des futures constructions accompagnera l'établissement du PPA ou du PQ.

3.2 Préavis PPA Rochettaz

3.2.1 Rapport 47 OAT

Pas de remarques.

3.2.2 Plan

Pas de remarques.

3.2.3 Règlement

Pas de remarques.

3.3 Préavis PEP Bourg

Pas de remarques.

4. Conclusion

La DGE-BIODIV préavise favorablement les différents documents soumis à l'examen préalable pour autant que les demandes formulées ci-dessus soient prises en compte. Nous demandons de revoir le PGA adapté (plan et règlement) avant la mise à l'enquête publique. Nous nous tenons à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Remarque : Merci de nous confirmer que la surface de la prairie sèche est bien affectée en zone naturelle protégée avec l'article réglementaire mentionné ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, cette modification devra être incluse dans la révision du PGA.

Référence : Paul Kulling.

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Généralités

La DGE-FORET est consultée dans le cadre de l'examen préalable.

Bases légales :

- art. 1 LAT;

- art. 1 LATC;
- art. 1, 10, 13, 17 et 19 LFo;
- art. 12, 15 et 17 OFo;
- art. 23, 24, 27, 28, 37 et 38 LVLFo;
- art. 24, 36, 37 et 38 RLVLFo.

I. Documents de base

Le présent préavis se base sur les documents suivants :

- Plan général d'affectation "Plans de constations de la nature forestière N° 1 / N° 2 / N° 3 / N° 4" (échelle 1:2'000, 2 avril 2014);
- Plan général d'affectation "1/2 Plan des zones et 2/2 Plan des dangers naturels" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- "Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Modification du plan d'extension partiel du Bourg "Règlement" (mars 2014);
- Révision du plan général d'affectation "Règlement du plan d'extension partiel "Bourg"" - Rapport selon l'art. 47OAT (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" (Examen préalable, échelle 1:500, mars 2014) ;
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" "Règlement" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" Rapport selon l'art. 47OAT (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014).

II. Structure du préavis DGE-FORET

Étant donné que la consultation concerne 3 objets distincts, bien qu'étroitement liés, chaque plan est traité à part, ce qui fait que ce préavis contient 3 parties, soit :

A. Plan général d'affectation Belmont-sur-Lausanne

B. Modification du plan d'extension partiel du Bourg

C. Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

A. Plan général d'affectation Belmont-sur-Lausanne

A1. Forêts

a) Plan

Lisières forestières

L'aire forestière est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine. Elle correspond à la délimitation de forêt effectuée par la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5ème arrondissement en février 2012.

Des plans de constatation de la nature forestière doivent également être établis pour les parcelles situées dans les périmètres suivants:

- parcelle N° 604 actuellement affectée en "zone d'utilité (para-)publique" (affectation prévue = "Zone d'installations publiques");
- PPA "La Coulette" et la "zone 'I' PPA/PQ 'La Coulette II' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)";
- Le solde de la "zone 'IV' PPA/PQ Les Creux' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)".

En ce qui concerne le "Plan de constatation de la nature forestière N° 3", la forêt n'est pas figurée correctement, car la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier. Bien que située hors zone à bâtir, afin d'éviter toute confusion, la DGE-FORET demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière.

Fonctions forestières (multifonctionnalité)

Les forêts situées sur le territoire communal de Belmont-sur-Lausanne ont une vocation clairement multifonctionnelle. La fonction prédominante est celle de la protection contre les dangers naturels, notamment la stabilisation du terrain et la protection contre les dangers hydrologiques. La fonction d'accueil est localement très importante. Les forêts périurbaines de Belmont-sur-Lausanne ont une vocation déterminante en matière de biodiversité.

Affectations

Les affectations projetées ne présentent pas d'inconvénients majeurs pour la forêt (pression, exploitation forestière, vidange des bois, accès du public, etc). Les objectifs de planification sont compatibles avec une saine gestion du milieu forestier et la conservation de l'aire forestière.

Périmètres d'implantation

Mises à part les dispositions règlementaires contenues dans l'article 16.1 (chapitre 16 : Aire forestière) relatives à l'interdiction de construire, sans autorisation préalable du service forestier, à une distance de moins de 10 mètres de la lisière, sur la base des documents contenus dans le "dossier pour examen préalable", les périmètres d'implantation des constructions n'ont pas pu être évalués. D'une part, ils ne sont pas figurés sur le plan d'affectation et d'autre part, indépendamment de la zone, aucun chapitre, ni article n'est consacré expressément à ce sujet.

De ce fait, pour autant que le périmètre affectée en zone à bâtir concerné contient et/ou jouxte une aire forestière, il convient de rajouter la phrase "Les dispositions de la législation forestière sont réservées." à tous les articles du règlement régissant les distances de construction dans ces zones à bâtir.

b) Constatation de nature forestière

Le présent Plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

En février 2012, les limites de forêts ont été mises à jour selon les instructions de la DGE-FORET, Inspection des forêts du 5e arrondissement.

Des plans ad hoc, figurant la situation constatée, couvrant l'entier du territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et établis à une échelle appropriée (échelle cadastrale, 1:1'000, évent. 1:2'000), doivent être annexés au document d'affectation.

Une fois le Plan d'affectation approuvé par le Département en charge de l'aménagement du territoire, la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir devra être suivie d'une mise à jour des natures au registre foncier pour les parcelles concernées. A cette fin des plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un géomètre officiel et transmis à la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5e arrondissement pour approbation.

c) Règlement

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière ne sont pas suffisantes. Elles doivent être complétées par les dispositions ci-dessous (en sus des remarques faites ci-dessus) :

Chapitre 16 : Aire forestière - Art. 16.1 ; Le dernier paragraphe, consacré à l'aire forestière à titre indicatif, doit être complété par la phrase suivante: "Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage."

d) Enquête publique

La délimitation des forêts dans les zones à bâtir devra être mise à l'enquête en même temps que le Plan d'affectation et l'avis d'enquête mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur :

- la délimitation de l'aire forestière.

A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre à la DGE-FORET, Inspection des forêts du 5e arrondissement, les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement.

A2. Résumé des demandes de modification :

- des plans de constatation de la nature forestière doivent être établis pour les parcelles situées dans les périmètres suivants:
  a. parcelle N° 604 actuellement affectée en "zone d'utilité (para-)publique" (affectation prévue = "Zone d'installations publiques"),
  b. PPA "La Coulette" et la "zone 'I' PPA/PQ 'La Coulette II' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)",
  c. Le solde de la "zone 'IV' PPA/PQ Les Creux' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)";
- "Plan de constatation de la nature forestière N°3" : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier. DGE-FORET demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière;
- lorsque un périmètre affectée en zone à bâtir contient et/ou jouxte une aire forestière, il convient de rajouter la phrase "Les dispositions de la législation forestière sont réservées." à tous les articles du règlement régissant les distances de construction dans ces zones à bâtir;
- des plans ad hoc concernant la lisière forestière, figurant la situation constatée, couvrant l'entier du territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et établis à une échelle appropriée (échelle cadastrale, 1:1'000, évent. 1:2'000) doivent être annexés au document d'affectation;
- concernant la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir, les plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un géomètre officiel et transmis à la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5e arrondissement pour approbation;

- le règlement sera complété par les dispositions ci-dessous (en sus des remarques faites précédemment) :

Chapitre 16 : Aire forestière - Art. 16.1 ; le dernier paragraphe, consacré à l'aire forestière à titre indicatif, doit être complété par la phrase suivante: "Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage."

A3. Conclusion

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

B. Modification du plan d'extension partiel du Bourg

B1. Forêts

Aucune aire forestière n'est située à l'intérieur ou à moins de 10 mètres du périmètre évalué.

B2. Conclusion

Au vu de ce qui précède, la DGE-FORET n'est pas concernée par la modification du plan d'extension partiel du Bourg.

C. Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

C1. Forêts

Aucune aire forestière n'est située à l'intérieur du périmètre évalué. Par contre, le boisement de la rive gauche du ruisseau Le Flonzel (Commune de Paudex) est soumis au régime forestier. Etant donné que, le long de la rive droite du Flonzel, le plan d'affectation prévoit une "zone naturelle protégée liée au cours d'eau" qui est non constructible sur une largeur de 10 mètres, les dispositions contenues dans la législation forestière et régissant les distance minimales entre l'aire forestière et les constructions sont également satisfaites.

C2. Conclusion

Au vu de ce qui précède, la DGE-FORET n'est pas concernée par le plan partiel d'affectation "En Rochettaz".

Référence : RKR/LJT/cvr.

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL)

Section monuments et sites (SIPAL-MS)

BASES LEGALES :

Introduction

La Section monuments et sites examine le projet et ses effets sur le site par rapport à l'Inventaire des sites construits à protéger en Suisse ISOS, puis en regard de la valeur historique des éléments bâtis recensés et de leurs abords. La Section vérifie aussi les conséquences du projet

sur la substance des voies de communication historiques selon l'Ordonnance fédérale sur l'Inventaire des voies de communication historiques (OIVS).

Inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse (ISOS)

C'est sur l'analyse effectuée par l'ISOS que la Section Monuments et sites du Service Immeubles, Patrimoine et Logistique (SIPAL) fonde son préavis. Les dispositions des articles 4 et 46 de la Loi sur la Protection de la Nature, des Monuments et des Sites (LPNMS) et des articles 3 et 28 du Règlement d'application de la Loi sur la Protection de la Nature, des Monuments et des Sites (RLPNMS) sont applicables.

Belmont-sur-Lausanne est considéré comme un village d'importance locale par l'Inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse (ISOS). Le PEP du Bourg correspond au périmètre 1 "Emprise du tissu de l'agglomération sur la crête" décrit par l'ISOS et pour lequel celui-ci émet un objectif de sauvegarde B, relatif à la sauvegarde de la structure d'origine (voir ISOS en annexe).

Le recensement des jardins Icomos, consultable sur le site du recensement architectural cantonal http://www.jardinshistoriques.vd.ch/Territoire/JardinsHistoriques/ a certifié trois jardins sis dans le PEP du Bourg (parcelles N^{os} 217, 255 et 270), le cimetière et le jardin de la ferme "La Métrande" sur la parcelle N° 601.

Recensement architectural

La Section monuments et sites profite de ce dossier pour annoncer la mise en ligne du guichet du recensement architectural à l'adresse internet suivante : http://www.recensementarchitectural.vd.ch.

Ce guichet permet de savoir (à condition que le cadastre de la commune soit numérisé) si un bâtiment est recensé et, cas échéant, d'imprimer sa fiche. En cas de question, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse suivante : recensement_mh.sipal@vd.ch.

Inventaire des voies de communication historiques (IVS)

L'rdonnance concernant l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS) est entrée en vigueur le 1er juillet 2010. Elle règle la protection des voies de communication historiques d'importance nationale.

Un inventaire de ce patrimoine à protéger a été établi pour l'ensemble des voies, nationales, régionales et locales, pour tous les cantons.

Les sites www.ivs.admin.ch ou le site http://ivs-gis.admin.ch donnent d'autres informations sur l'Inventaire et sur l'Ordonnance fédérale.

PREAVIS

Plan général d'affectation

Les modifications du PGA n'appellent pas de remarque particulière de la part de la Section monuments et sites.

Règlement du plan général d'affectation

Les modifications apportées au règlement du PGA, en particulier par l'introduction des articles 17.4 "Bâtiments protégés", 17.17 "Murs anciens" et 17.18 "Substance des voies de communication historiques", sont adéquates.

Plan partiel d'affectation du Bourg

Constat

Le plan partiel d'affectation (PEP) du Bourg est prévu maintenu dans sa forme actuelle. Si ce document est bien adapté pour atteindre le but fixé à l'article 1 du règlement qui l'accompagne, soit assurer la sauvegarde et le développement du bourg, il présente des inexactitudes en ce qui concerne les indications relatives à la valeur des bâtiments protégés (voir fiches du recensement en annexe).

En effet, seule l'église, son mur d'enceinte et deux cloches sont classés monuments historiques.

A noter que le RPPE ne contient aucune disposition relative aux bâtiments classés.

Plusieurs constructions ont reçu la note *3* en raison de leur intérêt au niveau local :

- La Maison de Commune et Auberge communale ECA 35 sur parcelle N° 257.
- La Maison Paysanne ECA 112 sur la parcelle N° 99.
- Les Trois Fontaines (mentionnées à tord comme étant classées MH).

Les bâtiments à conserver, qui forment des ensembles constituant la structure du village ancien, ont reçu la note *4* attribuées aux constructions bien intégrées.

La Cure protestante, ECA N° 186 sur la parcelle N° 255, également mentionnée à tord sur le PPE en tant que bâtiment classé monument historique, a reçu la note *4* au recensement architectural, en tant que construction bien intégrée.

Mais quelques constructions en note *4* ne font pas partie de ces bâtiments à conserver. Elles ne sont pas non plus incluses dans les bâtiments à rénover.

Le Règlement du PGA a été complété par un article 17.14 "Bâtiments protégés" applicable à toutes les zones. Le règlement du PEP du Bourg va plus loin dans ses objectifs de protection que cet article général, ce qui est appréciable. L'article 17.14 n'est donc pas applicable aux bâtiments à conserver et aux bâtiments à rénover. Cependant, il manque une disposition pour les bâtiments "classés" selon le PEP et pour les bâtiments en note *4* qui ne font partie ni des bâtiments "à conserver", ni des bâtiments "à rénover".

- Ajouter un article au règlement pour faire référence au recensement architectural et guichet du recensement architectural à l'adresse internet suivante : http://www.recensementarchitectural.vd.ch.

Ce guichet permet de savoir si un bâtiment est recensé et, cas échéant, d'imprimer sa fiche. En cas de question, adresser un mail à l'adresse suivante : recensement_mh.sipal@vd.ch

- Compléter le règlement par des dispositions pour les bâtiments "classés" et les bâtiments en note *4* du PEP.

Règlement

Le projet de modification du règlement du PEP du Bourg concerne principalement les dispositions relatives aux toitures, à leurs percements et aux installations solaires.

Chapitre 2 "Constructions nouvelles"

- Compléter l'article 15 par un alinéa 3 indiquant que les toitures des bâtiments en notes *3* Et *4* doivent être recouvertes de petites tuiles plates à recouvrement en terre cuite naturelle.

Article 16 "Ouvertures en toiture"

Constat

Le village de Belmont-sur-Lausanne comporte déjà de nombreuses constructions nouvelles. Les dispositions de l'article 16 peuvent être admises pour celles-ci, bien que les dimensions des percements, déjà autorisées par le règlement précédent, excèdent les dimensions réduites nécessaires à l'éclairage des combles.

Cependant, outre leur revêtement en petites tuiles, les toitures peu percées sont également un aspect de l'architecture traditionnelle de nos villages.

- Aussi, pour les bâtiments en notes *3* et *4*, dans le PEP et pour l'ensemble du territoire communal, la Section MS demande que les dispositions relatives aux ouvertures en toiture fassent l'objet d'un article unifié, systématiquement introduit dans tous les règlements, et dont la teneur est la suivante :

  "Partout où cela est possible, les locaux aménagés dans les combles prennent jour sur les façades pignon. La largeur additionnée des percements ne dépassera pas le tiers de la longueur de la façade correspondante".

  Sont autorisés :

  - les fenêtres rampantes de dimensions maximales 80 x 140 cm placées verticalement,
  - les lucarnes constituées d'un pan de toit soulevé, dont la hauteur et la largeur n'excèdent pas respectivement 60 et 120 cm,
  - les lucarnes à deux pans, dont la largeur et la hauteur n'excèdent pas respectivement 130 et 180 cm,
  - les balcons-baignoires, pour autant que la solution proposée soit plus avantageuse que les autres percements du point de vue de l'intégration ou du respect des caractéristiques architecturales du bâtiment.

  S'il y a plusieurs lucarnes, elles sont obligatoirement distinctes les unes des autres. Les lucarnes doivent être placées en retrait de l'aplomb du mur de façade extérieur et sur une seule rangée.

  Les avant-toits ne peuvent pas être interrompus au droit des lucarnes.

  Les pignons secondaires sont interdits.

  Les balcons en saillie seront entièrement couverts par les avant-toits.

  Les ouvertures en toitures destinées à l'éclairage du niveau supérieur seront limitées à des tabatières séparées les unes des autres et disposées horizontalement sur le même niveau".

Article sur les couleurs

- A titre d'aide à la Municipalité pour le choix des couleurs, la Section MS demande que le texte suivant définissant quelques règles minimales quant aux couleurs des éléments d'architecture traditionnels, soit introduit dans le règlement du PEP du Bourg relatif aux bâtiments anciens et nouveaux :

"Couleurs et peintures

Pour les encadrements de fenêtres, de portes et des chaînes d´angle, le choix des couleurs de revêtement devrait se porter sur les teintes proches de celles de la molasse (vert-gris) ou de la pierre de Hauterive (jaune-ocre) ou de la pierre de la Molière (gris). Pour les couleurs des façades, la gamme devrait être limitée aux blancs, ocres jaunes ou roses, ou encore gris dans des nuances claires."

Cet article pourrait aussi être inscrit en complément à l'article 17.5 du RPGA.

Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

Le hameau de la Rochettaz se trouve en dehors des périmètres décrits par l'ISOS.

Le projet de Plan de quartier prévoit le maintien des bâtiments existants bien intégrés qui ont reçu la note *4* au recensement architectural. Le règlement comporte des articles adéquats afin de régir le maintien de ces constructions.

En conséquence, la Section MS n'a pas de remarque à formuler à l'égard du PPA "En Rochettaz"

CONCLUSION

Pour autant que les demandes figurant ci-dessus soient prises en compte, la Section monuments et sites entre en matière sur le projet de révision des documents d'aménagement de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

Référence : Francine Bujard.

Section archéologie cantonale (SIPAL-ARCHE)

Le SIPAL-ARCHE n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Y. Dellea.

ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS (ECA)

1. Bases légales :

Les prescriptions de protection incendie de l´Association des établissements cantonaux d´assurance contre les incendies (AEAI) édition 2003, mentionnées par le Règlement du 14 septembre 2005 concernant les prescriptions sur la prévention des incendies doivent être appliquées.

Conformément à l'art. 120 de la Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC), ne peuvent sans autorisation spéciale être construits, reconstruits, agrandis, transformés ou modifiés dans leur destination, les constructions et les ouvrages nécessitant des mesures particulières de protection contre les dangers d'incendie et d'explosion ainsi que contre les dommages causés par les forces de la nature.

Sont applicables : la Loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau, la Loi du 17 novembre 1993 sur le service de défense contre l'incendie et de secours ainsi que le Règlement du 15 décembre 2010 y relatif.

Prévention des incendies

Les voies d'accès à l'ensemble du site doivent tenir compte des caractéristiques, des gabarits de travail et de circulation des véhicules pompiers. Le réseau des voies et des chemins devra donc être adapté en conséquence.

Selon l'art. 2.3 de la directive "Distances de sécurité – Compartiments coupe-feu" de l'AEAI, la distance entre bâtiments doit être de 10 m si les revêtements des façades qui se font face sont en matériaux combustibles. Cette distance peut être réduite à 7,5 m si une seule de ces façades est en matériaux combustibles et à 5 m si les deux façades sont en matériaux incombustibles. Pour moins de 5 m des dispositions particulières doivent être prises.

Pour les maisons individuelles, selon l'art. 2.4.1 de la directive "Distances de sécurité – Compartiments coupe-feu" de l'AEAI, la distance entre bâtiments doit être de 7 m si les revêtements des façades qui se font face sont en matériaux combustibles. Cette distance peut être réduite à 6 m si une seule de ces façades est en matériaux combustibles et à 4 m si les deux façades sont en matériaux incombustibles. Pour moins de 4 m des dispositions particulières doivent être prises.

Réseau d'eau

Conformément à l'article 1er de la Loi sur la distribution de l'eau du 30 novembre 1964 et des articles 7 à 14 du Règlement du 15 décembre 2010 sur le Service de défense contre l'incendie et de secours, les extensions, bouclages et renforcements nécessaires du réseau existant doivent être réalisés, pour assurer une défense incendie appropriée aux risques découlant de l'affectation des bâtiments. Le réseau doit permettre notamment l'alimentation des futures bornes hydrantes et des éventuelles installations d'extinction automatiques.

2. Coordonnées du répondant :

Patrick Frasseren.

SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (SCAV)

Section distribution de l'eau (SCAV-DE)

1. Bases légales :

- Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31);
- Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

2. Généralités

Le Plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est en cours de mise à jour depuis plusieurs années. La Municipalité nous a confirmé par courrier daté du 10 juin 2014 que la finalisation de cette étude est désormais formellement décidée et que le PDDE nous sera ainsi soumis pour validation au cours du 1er trimestre 2015.

Les impacts que le présent PGA aura sur la consommation et la distribution de l'eau doivent donc être transmis sans tarder à l'auteur de la mise à jour du PDDE afin d'être pris en compte. Ceci permettra de garantir l'approvisionnement en eau à futur et validera la question de l'équipement au sens de l'art. 19 LAT pour ce qui est du réseau d'eau potable.

3. Préavis

Moyennant prise en compte de ce qui précède, le SCAV-DE préavise favorablement le dossier soumis.

Référence : Christian Hoenger.

SERVICE DE L'AGRICULTURE (SAGR)

Constructions hors zone (SAGR-CHZ)

PGA

Le rapport 47 OAT mentionne une emprise de 34'246 m^2 sur les SDA de qualité II pour le projet de PPA de "La Coulette".

- Dans son préavis du 15 octobre 2012, le SAGR demandait que la preuve de l'impossibilité de compensation par reconversion puis par pérennisation soit apportée, ce qui n'est pas le cas. La demande est réitérée.

PPA "En Rochettaz" et règlement du PEP "Bourg"

Le périmètre se trouve en zone de villas et la SAGR n'est par conséquent pas concerné.

Référence : W. Frei.

Office cantonal de la viticulture et de la promotion (SAGR-OCVP)

La zone du cadastre viticole est de compétence cantonale (et non fédérale ou communale) depuis le 27 janvier 1999. Toute décision en la matière doit faire l'objet d'une requête à adresser à la Commission cantonale d'experts en matière de cadastre viticole, via notre Office (art. 7 à 7d de la Loi du 21 novembre 1973 sur la viticulture - RSV 916.125).

La zone du cadastre viticole n'est pas une mesure d'aménagement du territoire. Elle désigne des surfaces qualitativement aptes à la culture de la vigne et à la production de vin. Elle peut ainsi être située en zone à bâtir ou en zone agricole.

- La zone viticole du projet de PGA sera modifiée dans ce sens.

- Le chapitre 13 – zone viticole – article 13.1 p. 35 du rapport selon l'art. 47 OAT et le chapitre 13 – zone viticole – article 13.1 p. 36 du Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, ainsi que les sommaires de ces deux documents sont à modifier dans ce sens.

Les autres documents n'appellent aucune remarque de notre part.

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR)

Service de la mobilité (DGMR-SM)

A. PGA de Belmont-sur-Lausanne

1. Stationnement

Sur la base de l'article 40a du Règlement d'application de la Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (RLATC), le Règlement de la planification doit se référer aux normes correspondantes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 640281 et VSS 640065) pour fixer le besoin en places de stationnement pour les voitures et les vélos.

Ainsi, la DGMR-P propose que l'article 17.12 du RPGA soit reformulé comme suit :

Alinéa 1 : *Le nombre de cases de stationnement pour les voitures et les vélos nécessaires pour les logements et les activités doit être conforme aux normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) en vigueur.*

Par ailleurs, l'art. 17.12, alinéa 2, du RPGA mentionne que la Municipalité peut exonérer le propriétaire de l'aménagement de places de stationnement lorsque celui-ci se trouve dans l'impossibilité de les réaliser sur son bien-fonds.

La DGMR-P relève que ces dispositions peuvent entraîner un report du stationnement sur le domaine public. Un tel report peut s'avérer problématique lorsqu'il s'agit de supprimer des places de stationnement pour réaménager l'espace public en faveur des piétons, des cyclistes et des bus (et que l'offre sur domaine privé ne peut pas répondre à la demande, même réduite du fait de la bonne qualité de desserte par les TP).

Toutefois, il est de la compétence de l'autorité communale d'évaluer les risques liés à une offre de stationnement insuffisante.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Plusieurs itinéraires pédestres de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" parcourent le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3, al. 3c, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de ces itinéraires soit garantie.

- Ajouter un article au Règlement du PGA mentionnant l'existence et la protection de ces itinéraires; reporter le tracé de ces itinéraires sur le Plan du PGA en conformité avec l'inventaire cantonal; compléter le chapitre "Itinéraires piétons" en p. 55 du Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de ces itinéraires.

B. Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du Bourg

Direction générale de la mobilité et des routes - Division planification (DGMR-P)

1. Stationnement

L'art. 6 "Stationnement" du RPEP (P. 5) mentionne que la Municipalité peut dispenser le constructeur de l'aménagement de tout ou partie des emplacements de stationnement.

La DGMR-P renvoie au point A.1. "Stationnement" du présent préavis.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Plusieurs itinéraires pédestres de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" parcourent le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3 al. 3c de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de ces itinéraires soit garantie.

- Compléter le chapitre 8.6 "Itinéraires piétons" en p. 55 du Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de ces itinéraires ; supprimer l'alinéa 2 de ce chapitre.

C. Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz"

Division Planification (DGMR-P)

1. Stationnement

La DGMR prend note que le Règlement du PPA ne prévoit pas d'article sur le stationnement. Dès lors, l'art. 17.12 du RPGA fait foi.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Un itinéraire pédestre de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" longe le périmètre du PPA. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3, al. 3c, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de cet itinéraire soit garantie.

- Compléter le Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de cet itinéraire.

Référence : CCC/PN.

Service des routes (DGMR-SR)

La DGMR-AD-routes n'a pas de remarque à formuler.

Remarque générale

Notre Service vous rend attentif au fait que ce projet a été examiné par toutes les divisions du Service des routes concernées par ces aménagements. Il s'agit donc d'un préavis au nom du Service des routes.

Référence : dcu,

SERVICE DES COMMUNES ET DU LOGEMENT (SCL)

Le DIS-SCL-DL n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Jacques Biermann.

SERVICE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT (SEPS)

Le DECS-SEPS n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Olivier Swysen.

SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)

Protection civile (SSCM-PCI)

Toute nouvelle construction projetée sera soumise à l'obligation de construire, selon l'art. 17 de l'OPCi du 05.12.2003 (état au 01.01.2013).

Référence : JGY.

COMMISSION INTERSERVICES DES DANGERS NATURELS (CIDN)

Etat de la procédure

Le PGA de Belmont-sur-Lausanne a été envoyé pour examen préalable en 2012. La thématique des dangers naturels n'y était pas traitée.

Les dossiers faisant l'objet de ce préavis ont été soumis dès mars 2014 à l'examen préalable des services.

Dossier PGA (ACV 80593) - Rapport 47 OAT

Les cartes de dangers de référence doivent être annexées au rapport 47 OAT.

Il doit être expliqué clairement comment est faite la transcription des cartes de dangers :

- dans les périmètres de plans spéciaux déjà en vigueur;
- dans les périmètres encore non affectés soumis à PPA ou PQ.

Les projets de construction sur les parcelles N^{os} 29 et 37 faisant l'objet des rapports De Cerenville et Karakas et Français annexés au rapport 47 OAT sont implantés hors de la zone constructible, en secteur de danger élevé de glissement de terrain.

- Ces rapports techniques doivent être retirés du dossier afin d'éviter toute confusion quant à la constructibilité de ces secteurs.
- Par ailleurs, le rapport 47 OAT doit justifier la mise en zone de la partie aval des parcelles N^{os} 28, 29 et 37 situées dans un secteur de danger moyen (bleu) de glissement permanent selon la carte provisoire des dangers.

Plan général d'affectation 2/2 – plan des dangers naturels

La CIDN demande que la représentation des différents secteurs soit rendue plus lisible, par exemple en espaçant quelque peu les hachures.

- Si les dispositions réglementaires spécifiques à un aléa (notamment les chutes de pierres) ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs exposés à un danger géologique, il y a lieu de délimiter sur le plan le périmètre dans lequel ces prescriptions particulières sont applicables.

Plan général d'affectation 1/2 – plan des zones

- PQ "Burenoz – Malavaux": la parcelle N° 140, non construite, est située en grande partie dans un secteur de danger élevé à moyen de glissement de terrain. Cette parcelle doit être sortie de la zone à bâtir.
- Zone IV "Les Creux", soumise à PPA ou à PQ: l'angle nord du périmètre est situé dans un secteur de danger élevé de glissement de terrain. Ce secteur ne peut pas être affecté en zone constructible. Le périmètre IV doit être adapté en conséquence.

Règlement communal :

Article 18.18.2

- Cet article doit être adapté. Un rapport sur la situation locale de danger sera effectivement exigé dans le cadre de la procédure demande de permis de construire, lorsque l'article 120 LATC s'applique; il s'agit cependant d'une exigence liée à la procédure de permis de construire et non d'une exigence au niveau du règlement communal.

La CIDN propose la reformulation suivante:

"Les mesures constructives à l'objet seront précisées dans le cadre des procédures de permis de construire, sur la base d'une analyse de la situation locale de danger."

Article 18.18.3

À ajouter : Dispositions générales :

- Ajouter le texte suivant:

  "Dans les situations de dangers combinés (hydrologiques/géologique), s'assurer de la cohérence du concept de protection envisagé vis-à-vis de l'ensemble des dangers en présence et des parcelles voisines (éviter les reports de danger)".

Secteurs exposés à un danger élevé

- Compléter les prescriptions prévues comme suit: "Pour toute nouvelle construction ou transformation, il devra être démontré que les dispositions nécessaires sont prises pour réduire l'exposition des personnes et des biens."

Secteurs exposés à un danger géologique modéré

- Concernant les dispositions réglementaires spécifiques à l'aléa chutes de pierres, il y a lieu de délimiter sur le plan général d'affectation 2/2 – plan des dangers naturels le périmètre dans lequel ces prescriptions particulières sont applicables.

Secteurs exposés à un danger hydrologique modéré

- La première puce concernant les règles applicables aux constructions nouvelles doit être simplifiée comme suit "Elle doit garantir l'étanchéité des accès et des ouvertures de tous les étages ~~situés en dessous d'une hauteur d'eau de 50 cm par rapport au terrain naturel ou aménagé, plus une sécurité en cas de fortes vitesses (accès en pente aux garages, escaliers, etc.)~~".

Les détails ne pourront être définis que dans le cadre des projets concrets de construction.

Secteurs exposés à un danger résiduel

- Supprimer ce paragraphe. Les affectations sensibles localisées dans des secteurs de danger résiduel doivent être transcrites sur le plan d'affectation 2/2 comme des secteurs exposés à un danger géologique / hydrologique modéré.

Article 19.1

- En raison de l'adaptation demandée de l'article 18.18.2, la lettre m) de l'article 19.1 doit être également adaptée. La formulation suivante est proposée: "La démonstration que les dangers naturels ont été pris en compte dans la demande de permis de construire".

Article 11.5 PPA/PQ En Rueyres 2

- Ce périmètre soumis à PPA / PQ se situe en secteur de danger selon la carte de dangers. En conséquence, des dispositions relatives aux dangers naturels similaires à celles prévues pour les périmètres "Chatruffe" ou "Les Creux" doivent être ajoutées à cet article.

Réf.: RY.

canton de vaud

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Municipalité
de la Commune de Belmont-sur-Lausanne
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire 2

Monsieur le Syndic, Mesdames et Monsieur les Municipaux,

Le dossier cité en titre, établi par le bureau Urbaplan, nous est parvenu le 28 mai 2018 pour examen préalable, selon l'article 37 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; RSV 700.11). Il est composé des pièces suivantes:

- Plan à l'échelle 1 :2'500 du plan général d'affectation mai 2018 ;
- Règlement du plan général d'affectation mai 2018 ;
- Rapport d'aménagement selon l'article 47 ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) mai 2018 ;
- Plan à l'échelle 1 :500 du plan partiel d'affectation En Rochettaz mai 2018 ;
- Règlement du plan partiel d'affectation En Rochettaz mai 2018 ;
- Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT mai 2018 ;
- Plans de constatation de la nature forestière n°1, n°2, n°3 et n°4 du 2 avril 2014 ;
- Annexes.

Vous trouverez ci-joint:

- le rapport d'examen préalable comprenant l'appréciation globale du dossier;
- les préavis des services cantonaux consultés.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Mesdames et Monsieur les Municipaux, nos meilleures salutations.

Pierre Imhof
chef du service du développement territorial

Isabel Garcia
urbaniste

Annexes
ment.
dossiers en retour
Copie
Bureau urbaplan
Services cantonaux consultés

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire

RAPPORT DE SYNTHESE D'EXAMEN PREALABLE (ART. 37 LATC)

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes.

1.1 CONTEXTE

Le dossier du plan général d'affectation (PGA) ainsi que le plan partiel d'affectation en Rochettaz (PPA) ont fait l'objet d'un premier examen préalable conjoint le 2 décembre 2014 portant sur ces deux planifications.

Le dossier du PGA et PPA a été modifié en partie, il reste encore à traiter et préciser les points majeurs suivants :

— création de nouvelles zones à bâtir et assainissement du bruit de la N 09 ;

— reconversion de la zone artisanale et industrielle ;

— création de zone de verdure destinée à un équipement sportif et collectif;

— transcription des dangers naturels ;

1.2 DÉMONSTRATION DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRAIN OU DE LA POSSIBILITÉ DE L'ÉQUIPER

Le secteur étant largement bâti, il est réputé comme équipé au sens de l'article 19 de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT ; BLV 700).

Selon le rapport technique du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) approuvé le 28 janvier 2005 plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être remplacés. De plus, plusieurs collecteurs d'eaux claires sont également en sous capacité. Par ailleurs, le système d'assainissement doit être le séparatif dès lors il s'agit de compléter :

- ajouter dans le règlement du PGA un article sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux ;
- compléter le rapport explicatif selon l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) en indiquant qu'une fois le plan général d'affectation et le plan partiel d'affectation adoptés le PGEE sera mis à jour ;
- compléter le rapport explicatif du plan partiel d'affectation en Rochettaz, en établissant l'impact du PPA sur le réseau existant, notamment concernant l'aspect qualitatif (état des collecteurs). Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.

2 CONFORMITÉ DU PROJET

Le projet a été soumis aux services cantonaux concernés, qui ont vérifié la conformité légale.

Pour l'ensemble des remarques et recommandations, il importe de se reporter aux préavis détaillés des services cantonaux consultés, qui font partie de l'examen préalable selon l'article 37 LATC. Le présent rapport de l'examen synthétise les principales remarques des services cantonaux tout en les coordonnant et effectue une pesée des intérêts en présence selon l'art. 3 OAT.

3 CONFORMITÉ AU PLAN DIRECTEUR CANTONAL (PDCN) DU 1ER AOÛT 2008 MESURE A11 « ZONES D'HABITATION ET MIXTE »

3.1 DENSITÉ

Le projet de plan modifie l'affectation de la zone villa (IUS 0.4) en zone de moyenne densité (IUS 0.625). Cette augmentation est conforme aux densités minimales prévues en périmètre d'agglomération.

3.2 DIMENSIONNEMENT

La zone à bâtir du plan pour l'accueil de nouveaux habitants doit répondre aux besoins prévisibles pour les 15 années suivantes tels que définis par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700) et la mesure A11 du plan directeur cantonal (PDCn).

Dans les agglomérations, le dimensionnement des zones à bâtir est établi et vérifié à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération. Pour l'agglomération Lausanne-Morges, la croissance totale maximale allouée entre 2015 et 2030 est de 75'810 habitants. Si au moment de l'approbation, cette enveloppe est atteinte, voire dépassée, le Service du développement territorial recommandera à la cheffe du Département du territoire et de l'environnement de ne pas approuver le plan d'affectation de la commune.

3.2.2 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION

La commune a programmé un potentiel de 50 nouveaux habitants alors que le plan soumis à l'examen préalable en prévoit 1'134 supplémentaires. Le SDT demande d'informer les instances techniques et politiques du schéma directeur de l'Est-lausannois de l'augmentation du potentiel. Le COPIL PALM sera également informé une fois par année lors de la présentation de la mise à jour du potentiel d'accueil par le SDT.

Le SDT considère que ce projet est conforme au PALM ainsi qu'au dimensionnement des zones d'habitation et mixtes établi à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération.

3.2.3 PLAN PARTIEL D'AFFECTATION EN ROCHETTAZ

Mesure non-programmée

Le plan soumis à l'examen préalable est une nouvelle mesure d'urbanisation, non programmée par la commune lors du dépôt du PALM 2016, qui augmente le potentiel existant des réserves en zone d'habitation et mixte, ainsi que le tiers

du potentiel de densification des parcelles concernées. En tant que nouvelle mesure, le SDT demande que la commune informe les instances techniques et politiques du schéma directeur de l'Est-lausannois de l'augmentation du potentiel. Le COPIL PALM sera également informé une fois par année lors de la présentation de la mise à jour du potentiel d'accueil par le SDT.

Le projet de PPA poursuit des objectifs de préservation du patrimoine bâti, paysagère et de la nature. Il est entre autres concerné par une obligation légale de préserver un espace cours d'eau au moyen d'une zone naturelle protégée. Cette zone inconstructible (1'017 m^2) n'est pas prise en compte dans le calcul de l'IUS qui s'élève pour le secteur « En Rochettaz » à 0.8 (1775 m^2 / 2'192 m^2). La densité du plan est conforme aux densités minimales en périmètre compact d'agglomération (IUS 0.625).

Le SDT considère que le projet est conforme aux densités minimales ainsi qu'au dimensionnement des zones à bâtir établi à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération.

3.3 PROTECTION DU MILIEU NATUREL

3.3.1 FORÊTS

La lisière de l'aire forestière sur la parcelle n° 115 n'est pas correctement figurée sur le plan.

- adapter la lisière selon le plan « Belmont-sur-Lausanne - Plan de constatation de la nature forestière de la parcelle n° 115 » du 15 mai 2017 (échelle 1 : 500 ; Geometris SA) ;
- reporter cette nouvelle lisière aussi bien sur le « Plan général d'affection » que sur le « Plan de constatation de la nature forestière n° 2 » ;
- adapter le Plan de constatation de la nature forestière n° 3 conformément à ce qui est figuré sur le PGA. Bien que la situation figurée sur le PGA soit correcte, La forêt n'y est toujours pas figurée correctement : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) et soumise au régime forestier ;
- teinter la surface située entre et sous le pont en aire forestière selon l'inspecteur des forêts.

3.3.2 DANGERS NATURELS

Dans la légende du plan du PGA et plus précisément dans les figurés correspondant aux secteurs de restriction 1 et 2 liés aux dangers naturels localisés hors des plans spéciaux, il faudrait selon l'unité des dangers naturels (UDN) :

- rajouter la couleur orange au début de la série en légende qui représente la zone d'habitation de moyenne densité et occupe pourtant la majorité du plan ;
- compléter le rapport 47 selon l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) en annexant une lettre rédigée par les bureaux spécialisés mandatés par la commune confirmant : avoir travaillé en étroite collaboration avec le bureau d'urbanisme pour la rédaction du Rapport 47OAT, du règlement et de la transcription sur le Plan ; avoir vérifié et validé l'exactitude du contenu des dits-documents dans leur version finale ;
- intégrer l'entière d'une parcelle affectée en zone à bâtir lorsqu'elle est touchée par un danger naturel de manière à être le plus restrictif, notamment pour les parcelles n° 29-37-125-128-142-143.

3.4 CRÉATION ET MAINTIEN DU MILIEU BÂTI

3.4.1 DISPONIBILITÉ DES TERRAINS – CONFORMITÉ À L'ARTICLE 15A LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (LAT; RSV 700)

La loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) contient de nouvelles dispositions qui visent à :

- assurer la disponibilité des terrains constructibles (article 15) ;
- introduire un régime de compensation et indemnisation en cas d'avantages ou de pertes résultant de mesures d'aménagement du territoire (article 5).

Ces dispositions sont reprises dans la LATC. En effet, elle met des outils à disposition des communes pour garantir la disponibilité des terrains et elle fixe les règles pour prélever la taxe sur la plus-value (article 52 de la nouvelle LATC).

La commune doit donc assurer la disponibilité des terrains libres affectés en zone à bâtir. Dans le cadre du projet de révision de PGA, deux solutions sont offertes pour assurer la disponibilité des parcelles non bâties :

— soit introduire dans le règlement un délai de construction de 7 à 12 ans et préciser qu'en cas d'inexécution le terrain sera déclassé ou frappé d'une mesure fiscale (choisir l'une de ces deux options pour chaque parcelle concernée) ;

— soit conclure des contrats de droit administratif avec les propriétaires concernés précisant le délai de construction et les conséquences d'un non-respect du délai (parmi les conséquences proposées : déclassement, emption, etc.). Les contrats seront transmis au SDT avant l'approbation préalable du projet de révision du PGA.

Il s'agit donc de :

- introduire, dans le rapport 47 OAT, un chapitre sur la question de la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles concernées ;
- adapter le règlement en conséquence en introduisant, dans le règlement, un article sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles concernées; indiquer le numéro des parcelles qui seront déclassées ou taxées si le délai de construction est dépassé ;
- adapter le plan en indiquant à l'aide d'un symbole (pastille par exemple) à apposer sur les parcelles concernées avec pour légende: "Parcelles concernées par la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir".

3.4.2 PLUS-VALUE – CONFORMITÉ À L'ARTICLE 15A LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (LAT; RSV 700)

Concernant la plus-value, l'augmentation sensible de la valeur des biens-fonds suite à la modification de l'affectation est soumise à une taxe sur la plus-value. Dès que le plan général d'affectation sera mis en vigueur, le département rendra une décision de taxation motivée. Dans cette perspective, nous vous demandons de :

- identifier, dans le rapport d'aménagement 47 OAT, toutes les parcelles qui voient leurs droits à bâtir augmentés.

3.4.3 NOUVELLES ZONES À BÂTIR A PROXIMITÉ DE L'AUTOROUTE N9.

L'Office fédérale des routes (OFROU) préavise négativement le projet du PA. Il estime que la création de nouvelle zone à bâtir à proximité de l'autoroute n'est pas conforme à l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB ; BLV 814.41)

Une coordination est en cours entre le Service du développement territorial et la Direction générale de l'environnement DGE-ARC pour préciser les implications du préavis de l'OFROU sur le projet de plan d'affectation communal.

Nous ne manquerons pas de vous transmettre les conclusions de cette coordination ultérieurement.

3.4.4 ZONE INDUSTRIELLE ET ARTISANALE

Au niveau régional, l'étude de base cantonale (2014) relative à la stratégie de gestion des zones d'activités montre l'existence de 96 ha de réserves foncières dans les zones d'activités de l'agglomération Lausanne-Morges pour des besoins à l'horizon 2030 estimés entre 144 et 283 ha, soit un déficit de 48 à 187 ha. La région souffre donc d'une pénurie de réserves en zones d'activités par rapport aux projections de croissance des emplois d'ici 2030. Les zones existantes dévolues aux activités artisanales et industrielles devraient ainsi pouvoir être préservées au maximum.

Le plan général d'affectation (ci-après PGA) prévoit la suppression de la zone artisanale et de la zone industrielle en tant que telles, ainsi que la possibilité d'accueillir des activités de type industriel. Les anciennes zones artisanales et industrielles sont reconverties en trois zones mixtes A, B e t C dans une large palette d'affectations.

Les zones mixtes A, B et C permettent toutes de construire du logement (environ 25% de SBP). Les zones mixtes A et C sont destinées aux bâtiments et installations d'utilité publique, aux installations sportives, aux aires de jeux, mais ne sont pas destinées aux activités. Seule la zone mixte B (parcelle 490, parcelles 126, 127, 130 et 132) permet, en plus des 25% de logement, l'accueil d'activités artisanales moyennement gênantes ainsi que les activités commerciales de moins de 500 m^2.

En résumé, le projet de PGA confirme l'affectation de 15'000 m^2 pour des activités artisanales au sud du village. Toutefois, ces parcelles ne sont pas disponibles à la construction car déjà fortement occupées.

En ce qui concerne le secteur localisé au-dessus de l'autoroute, le projet de PGA affecte environ 8'000 m^2 pour des activités artisanales contre 18'000 m^2 dans le PGA actuel.

Tenant compte de ce qui précède et des conditions locales, sur la base du préavis conjoint du SDT et SPEI, ainsi que celui de l'OFROU, le SDT émet un préavis défavorable au projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne concernant la reconversion des zones industrielles et artisanales pour les raisons suivantes :

— le projet de révision du plan général d'affectation est situé dans le périmètre d'agglomération Lausanne-Morges, agglomération en situation de pénurie des zones industrielles et artisanales ;

— toutes nouvelles zones à bâtir doivent être conforme à l'OPB notamment en ce qui concerne les valeurs de planification (VP), selon l'OFROU.

Zone de mixte C

- La proposition de reconversion de la zone artisanale et industrielle en zone mixte C sur les parcelles 522-523-524-526-527 est refusée.

3.4.5 ZONE SOUMISE À PLAN SPÉCIAL

Le plan général d'affectation prévoit une zone soumise à plan spécial pour le partiel d'affectation En Rochettaz, le plan partiel d'affectation En Ruyeres 2, le plan partiel d'affectation Vallon du Léman et le plan partiel d'affectation La Coulette 2.

La zone soumise à plan spécial ne répond pas à l'article 15a de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT; BLV 700) concernant la disponibilité des terrains.

Dès lors, cette zone doit être supprimée. L'affectation des secteurs doit être réglée par le plan général d'affectation ou retirée du projet de révision.

Nous vous rendons attentif au fait que les plans d'affectation en cours de révision, comme le plan partiel d'affectation En Rochettaz ainsi que le plan partiel d'affectation La Coulette 2, devront être approuvés avant ou simultanément au PGA.

Dans le cas contraire, le plan général d'affectation sera partiellement approuvé. Dès lors, il s'agit de :

- supprimer la zone soumise à plan de quartier ;
- affecter ces secteurs dans le PGA ou sortir ces secteurs de la révision du plan général d'affectation ;
- adapter le dimensionnement de la zone à bâtir en conséquence dans le rapport d'aménagement.

3.4.6 PLANS D'AFFECTATION LÉGALISÉS

Lors d'une révision de PGA, toutes les planifications légalisées ou en cours d'élaboration doivent répondre à l'article 15 LAT concernant le dimensionnement de la zone à bâtir à 15 ans et assurer la disponibilité des terrains.

En conséquence, les plans légalisés reconduits lors de la révision du PGA doivent également répondre à cette exigence légale.

La Commune a deux options:

— soit la révision du PA intègre les plans légalisés. Dans ce cas de figure, il s'agit de démontrer qu'ils sont conformes aux exigences légales actuelles, puisqu'ils sont reconduits pour les 15 prochaines années ;

— soit les plans légalisés sont soustraits de la révision du PA. Il s'agira donc d'une révision partielle du PA.

3.4.7 ZONE DE VERDURE

La zone de verdure est une zone à bâtir au sens de l'article 15 LAT et non une zone au sens de l'article 18 LAT. Elle a pour vocation un espace de détente pour une population comme un parc public. Dès lors, il s'agit dans le PGA d'affecter les différents secteurs affectés en zones de verdure dans des affectations qui correspondent à leurs vocations (15 LAT, 16 LAT, 17 LAT).

Zones de verdure A et B

- Affecter les parcelles n° 125 en partie, 126 en partie, 141, 536, 451, 558, 447, 652 à la zone agricole ou à la zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT.
- Affecter les parcelles n° 29 et 37 en zone à bâtir.
- Supprimer les zones de verdures A et B.

Zone de verdure C
La parcelle n° 449 est actuellement affectée en zone de verdure. Le plan général d'affectation propose d'affecter en zone de verdure C. Le libellé du chapitre 10 (articles 10.1-10.2) du futur règlement destine cette zone, notamment, *à des aménagements comme des places de jeux et de sport, jardins ou parc public, installation provisoires pour manifestation, installations imposées par leur destination abris et enclos pour animaux de pâturage, ainsi que des constructions de minime importance.*

A la lecture de l'article cette vocation, cette zone est destinée à des activités sportives et de jeux. La zone de verdure n'est donc pas adéquate.

Le Service du développement territorial est d'avis de :

- affecter cette parcelle en zone de sports et loisirs.

Zone de verdure D
La création d'une zone de verdure D sur les parcelles n° 124, 125 128, 142-143,29 37 n'est pas justifiée. Sur ces parcelles, elle s'apparente à une aire de verdure et non à une zone. L'aire de verdure est liée à une zone constructible. Les surfaces brutes de planchers peuvent être reportées dans la partie constructible alors qu'il n'est pas possible de le faire pour une zone de verdure. La commune peut donc soit:

- supprimer la zone de verdure D sur les parcelles dont une partie est affectée en zone à bâtir et la remplacer par une aire de verdure (parcelles n° 124, 125, 128, 142-143 (partiellement), ainsi que sur les parcelles 29-37).
- insérer dans le règlement pour les zones à bâtir concernées (zone mixte B, zone de moyenne densité) un indice de verdure et supprimer la zone de verdure D.

3.4.8 ZONE INTERMÉDIAIRE

La zone intermédiaire n'existe plus depuis la révision de la LATC entrée en vigueur le 1er septembre 2018. Il s'agira donc de :

- affecter la zone intermédiaire en zone agricole.

3.4.9 LIMITES DES CONSTRUCTIONS - PLAN PARTIEL D'AFFECTATION EN ROCHETTAZ

Les périmètres indiqués sur le plan de situation PPA « En Rochettaz » ne remplacent pas les limites des constructions au sens de la loi sur les routes (LRou; RSV 725.01). En l'absence de plan de limite des constructions, les dispositions de l'article 36 de la LROU s'appliquent.

- Faire figurer sur le plan de situation du PPA « En Rochettaz » les limites des constructions nouvelles. En particulier, les limites des constructions passeront par les façades des bâtiments qui ont une note de 1 à 4 au recensement architectural.

3.5 MAINTIEN DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT

Le plan général d'affectation n'a aucune emprise sur les surfaces d'assolement.

Le plan partiel d'affectation la Coulette 2 a pour objectif la réalisation d'une usine de biométhanisation. Il fait l'objet d'une procédure LATC en parallèle à celle du plan général d'affectation. Son emprise sur les surfaces d'assolement (7'515 m^2) sera traitée dans ce cadre.

3.6 APPLICATION DE LA DIRECTIVE CANTONALE POUR LA STRUCTURATION ET L'ÉCHANGE DE DONNÉES NUMÉRIQUES GÉORÉFÉRENCÉES D'AFFECTATION DU SOL (DIRECTIVE NORMAT)

- Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive NORMAT. Ces fichiers doivent être livrés au SDT avant l'approbation préalable. Le SDT recommande toutefois de les livrer avant la mise à l'enquête publique, afin de ne pas retarder l'approbation du dossier le moment venu.

4 PESÉE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION DU PROJET

Au vu des demandes formulées par les différents services, le Service du développement territorial vous propose d'organiser une séance de coordination entre les services de l'état et la commune, afin de finaliser le dossier avant de le mettre à l'enquête publique.

Nous vous saurions gré de nous envoyer un dossier au format informatique, complété selon les demandes des services formulées lors des deux examens préalables et en vue d'organiser une rencontre et concernant les points ci-après :

— inscrire la disponibilité des terrains ;

— introduire taxe sur la plus-value ;

— maintenir la zone d'activités et industrielles ;

— supprimer la zone soumise à plan spécial ;

— supprimer la zone intermédiaire ;

— préciser la destination des zones de verdure

Concernant le préavis négatif de l'OFROU pour la création de nouvelles zones à bâtir situées à proximité de l'autoroute, le SDT vous fera part de sa position ultérieurement. Cette problématique nécessite en effet une coordination avec les différents services concernés.

Pierre Imhof
chef du service du développement territorial

I. Garcia

Isabel Garcia
urbaniste

canton de vaud

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes.

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT)

Division aménagement communal (SDT-AC)

1 BASES LÉGALES

- Loi sur l'aménagement du territoire (RS 700 du 22 juin 1979)
- Ordonnance sur l'aménagement du territoire (RS 700.1 du 28.06.2000)
- Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (BLV 700.11 du 4.12.1985)
- Règlement d'application de la loi sur l'aménagement et les constructions (BLV 700.11.1 du 4.12.1985)
- Plan directeur cantonal, 21 juin 2017.

2 REMARQUES DE FORME ET DE DÉTAIL

2.1 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Adapter le chapitre 5.3.3 en distinguant, le potentiel accueil du plan général d'affectation et celui des mesures non-engagées des plans partiel d'affectation.
- Adapter les réserves en supprimant la zone soumise à plan de quartier.
- Adapter le calcul en supprimant les logements prévus dans la zone mixte C.

2.2 PLAN

- A adapter selon la synthèse.
- Déplacer dans la légende la lisière forestière ce n'est pas une donnée indicative.

- Adapter le cartouche des signatures à la nouvelles LATC. On ne parle plus de mise en vigueur mais « l'entrée en vigueur ».

2.3 RÈGLEMENT

- Adapter dans le dossier les références à la nouvelles loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; BLV 700.11).
- Article 3.5, distance entre les bâtiments et la limite de la parcelle est réduite de 6 à 3 s'assurer qu'elle respecte la norme incendie ;
- Article 4.1, pour la même zone deux DS s'appliquent, justifier cette différence ;
- Article 10.2, clarifier la destination de la zone, supprimer installations imposées par leur destination ;
- Article 11.2, al. 3, supprimer cet alinéa et adapter selon le rapport de synthèse ;
- Article 13.1, préciser encore la destination de cette zone. La notion de construction d'utilité publique est trop vague ;
- Article 15.1 à 15.7, adapter selon le rapport de synthèse ;
- Chapitre 16, à supprimer ;
- Article 25.3, modifier les dispositions finales concernant l'entrée en vigueur.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT SDT-AC

Isabel Garcia

Division sites et projets stratégiques (SDT-SPS)

1 BASES LÉGALES

— Art. 50 et 52 nLATC,
— Art. 4 LAF

2 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION - PREAVIS

2.1 GÉNÉRALITÉS

Le projet de révision du PGA a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire ainsi que sur la garantie de la disponibilité foncière des terrains à bâtir.

2.2 CORRECTIONS DE LIMITES

Le projet de PGA est coordonné avec plusieurs procédures d'immatriculation/de décadastration en lien avec le domaine public. Pour mémoire, les plans figurant en annexe 8 du rapport 47 OAT seront mis à l'enquête publique conformément à la loi sur les routes et simultanément à l'enquête du PGA.

2.3 GARANTIE DE LA DISPONIBILITÉ FONCIÈRE :

En regard de l'article 15 LAT et de l'article 52 de la nouvelle LATC, la commune doit assurer la disponibilité des terrains affectés en zone à bâtir. Dans le cadre du projet de révision de PGA, deux solutions sont offertes pour assurer la disponibilité des parcelles non bâties:

1) soit introduire dans le règlement un délai de construction de 7 à 12 ans pour les parcelles concernées et préciser qu'en cas d'inexécution le terrain sera déclassé ou frappé d'une mesure fiscale ;

2) soit conclure des contrats avec les propriétaires concernés précisant le délai de construction et les conséquences d'un non-respect du délai (parmi les conséquences proposées : déclassement, emption, etc.). Les contrats seront transmis au SDT avant l'approbation préalable du projet de révision du PGA.

Sous réserve de la prise en compte des remarques précédentes, le SDT-Division sites et projets stratégiques/améliorations foncières préavise favorablement le projet de révision de PGA.

2.4 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Introduire un chapitre sur la question de la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles non bâties.

2.5 PLAN

- Indiquer les parcelles concernées par l'article du règlement sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir.

2.6 RÈGLEMENT

- Introduire un article sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles non bâties ; fixer les numéros de parcelles qui seront déclassées (notamment celles se situant en frange du territoire urbanisé) ou taxées quand le délai de construction sera dépassé.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Denis Leroy

PPA En Rochettaz :

Pas de remarques

Service de la promotion économique et du commerce, Unité économie régionale (DEIS/SPECO/UER)

SPEI-UER / SDT-SPS - Préavis sur la révision du PGA (examen complémentaire 1) de Belmont-sur-Lausanne sous l'angle du SGZA

1 BASES LÉGALES

LAT, art. 1, 3, 8, 15, 38a

OAT, art. 5, 30a, 47

Plan directeur cantonal, ligne d'action D1, mesures D11 et D12 ; F12

2 REMARQUES DE FORME ET DE DÉTAIL

Justification des besoins des entreprises / Analyse des alternatives / Garantie de la disponibilité foncière :

En regard de la LAT, les communes doivent veiller à maintenir suffisamment de zones d'activités pour répondre aux besoins de l'économie. Dans cette optique, les projets de reconversion de zone d'activité en zone d'habitation doivent répondre à un besoin avéré. Ils ne doivent pas péjorer une situation de pénurie de zones d'activités, en application des fiches D1, D11 et D12 du plan directeur cantonal (PDCn).

Au sens du SGZA, l'enjeu régional est de conserver la part d'activités existantes ainsi que de garantir une capacité d'accueil d'activités mixtes, y compris artisanales et industrielles.

Tenant compte des besoins et disponibilités des zones d'activités au niveau régional, le projet de PGA peut être analysé comme il suit :

Au niveau régional, l'étude de base cantonale (2014) relative à la stratégie de gestion des zones d'activités montre l'existence de 96 ha de réserves foncières dans les zones d'activités de l'agglomération Lausanne- Morges pour des besoins à l'horizon 2030 estimés entre 144 et 283 ha, soit un déficit de 48 à 187 ha. La région souffre donc d'une pénurie de réserves en zones d'activités par rapport aux projections de croissance des emplois d'ici

2030. Les zones existantes dévolues aux activités artisanales et industrielles devraient ainsi pouvoir être préservées au maximum.

Le plan général d'affectation (ci-après PGA) prévoit la suppression de la zone artisanale et de la zone industrielle en tant que telles, ainsi que la possibilité d'accueillir des activités de type industriel. Les anciennes zones artisanale et industrielle sont reconverties en trois zones mixtes A, B e t C dans une large palette d'affectations.

Les zones mixtes A, B et C permettent toutes de construire du logement (environ 25% de SBP). Les zones mixtes A et C sont destinées aux bâtiments et installations d'utilité publique, aux installations sportives, aux aires de jeux, mais ne sont pas destinées aux activités. Seule la zone mixte B (parcelle 490, parcelles 126,127, 130 et 132) permet, en plus des 25% de logement, l'accueil d'activités artisanales moyennement gênantes ainsi que les activités commerciales de moins de 500 m2.

Enfin, la parcelle 128 est reconvertie en zone de verdure B en raison de son inconstructibilité liée aux dangers naturels.

En résumé, le projet de PGA confirme l'affectation de 15'000 m2 pour des activités artisanales au sud du village. Toutefois, ces parcelles ne sont pas disponibles à la construction car déjà fortement occupées. En ce qui concerne le secteur localisé au-dessus de l'autoroute, le projet de PGA affecte environ 8'000 m2 pour des activités artisanales contre 18'000 m2 dans le PGA actuel.

A titre subsidiaire, nous relevons que le code couleur violet, utilisé habituellement pour les activités, est utilisé ici pour représenter les zones mixtes A, B et C. Le violet ne devrait pas être utilisé pour des zones qui ne comportent aucune activité, ni pour des zones mixtes avec du logement, afin de ne pas créer de confusion dans la compréhension des plans.

Utilisation optimale du sol :

Utilisation du sol :

Les parcelles 526 et 527 sont actuellement libres de constructions. Elles sont affectées à la zone mixte C dans le cadre de l'actuel projet de révision. Ces parcelles pourraient être utilisées de manière optimale pour des activités.

Forme urbaine :

Le règlement du PGA autorise les toitures plates et définit désormais une pente maximale de 100% (45°). Le concept de toit plats et de volumes simples est la forme qui semble la mieux adaptées pour valoriser au maximum la hauteur des bâtiments.

Densité :

L'indice d'utilisation du sol prévu pour les zones mixtes A, B et C est de 0,65. Il s'agit d'un indice relativement faible qui ne permet pas une utilisation du sol optimale, il pourrait être augmenté.

Conclusion :

En conclusion, le projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne ainsi que les intentions de reconversion des zones artisanales et industrielles actuelles ne s'inscrivent pas dans le respect global du maintien des activités au niveau régional. Le projet de PGA réduit les zones affectées aux activités au profit du logement et rend difficile voire impossible l'implantation d'activités industrielles.

Tenant compte de ce qui précède et des conditions locales, sur la base du SGZA, le GOP émet un préavis défavorable au projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne et demande :

- De modifier l'affectation de la zone mixte B en excluant le logement et en ouvrant le panel d'activités aux activités industrielles ;
- D'étudier la faisabilité du maintien de l'affectat ion actuelle de la zone mixte C, au profit des installations publiques (sportives) et des activités artisanales, sans logement ;
- D'augmenter sensiblement l'indice d'utilisation du sol pour les activités artisanales et industrielles ;
- De réserver le code couleur violet sur les plans à la représentation de la zone d'activités artisanales et industrielles (zone mixte B telle que modifiée plus haut).

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT SDT-SPS-SPEI

I. Merle (SDT-SPS), S. Logean (SPEI-UER)

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

1 BASES LÉGALES

— RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
— RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06 révisée

2 PRÉAVIS

2.1 PGA ET PPA EN ROCHETTAZ

La DIREN a pris acte de la modification du PGA. La DIREN rend la commune attentive au fait qu'une planification énergétique territoriale est en cours sur le périmètre compact de

l'agglomération Lausanne-Morges. Il sera nécessaire de tenir compte de cette planification dans les plans d'affectation, pour l'approvisionnement en énergie des bâtiments neufs ou à rénover.

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1 BASES LÉGALES

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2 PRÉAVIS

2.2 PPA EN ROCHETTAZ :

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La DGE/DIREV-ARC accepte l'attribution du degré de sensibilité DS II à l'ensemble du PPA « En Rochettaz » (art. 1.4 du règlement du PPA) désormais affecté à l'habitation et aux activités non gênantes (tenant compte de l'arrêt de l'activité de ferronnerie sur la parcelle 2 selon rapport 47 OAT).

La DGE/DIREV-ARC approuve cette planification quant aux aspects de protection contre le bruit.

2.3 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La DGE/DIREV-ARC accepte l'attribution des degrés de sensibilité à chaque zone, à l'exception des zones suivantes :

· Un DS III doit être attribué à la zone agricole dans le règlement de PGA.

· Art.4.3, la parcelle 548 peut être supprimée de la liste; elle fait partie du PQ Signal de Belmont déjà légalisé, avec un déclassement en DS III attribué correctement à l'art. 15.3.

· Art.4.3, la parcelle 546 passe du DS II actuel (selon geo.vd.ch) au DS III.

Ce point doit être vérifié en fonction des activités actuelles ou futures sur la parcelle.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DE LA DGE/DIREV-ARC

Monsieur Bertrand Belly, bertrand.belly@vd.ch, 021/316.43.66

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1 BASES LÉGALES

- Art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux)
- Art. 5 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux)
- Art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution)
- Art. 19 et 22 LAT (Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
- Art. 49 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions)

2 GÉNÉRALITÉS

La Commune dispose d'un PGEE approuvé par le Département le 28 janvier 2005.

Les eaux usées produites doivent être traitées par une station d'épuration centrale.

Les eaux claires ne doivent en aucun cas parvenir à la station d'épuration. Si les conditions locales le permettent, celles-ci doivent être infiltrées dans le sous-sol, au moyen d'ouvrages ad hoc. Dans le cas où elles seraient raccordées au collecteur d'eaux claires existant, la capacité d'écoulement de ce dernier devra être vérifiée.

Les eaux de ruissellement doivent être évacuées et/ou traitées conformément à la « Directive sur l'infiltration, la rétention et l'évacuation des eaux pluviales » de la VSA et aux instructions « Protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication » de l'Office Fédéral de l'Environnement (OFEV).

Le dimensionnement des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux à l'aval d'un projet d'urbanisation doit être vérifié avant toute délivrance de permis de construire.

3 PREAVIS

3.1 RÉVISION PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION BELMONT-SUR-LAUSANNE

Selon le rapport technique du Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) de la commune de Belmont-sur-Lausanne, approuvé le 28 janvier 2005, plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être remplacés. De plus, plusieurs collecteurs d'eaux claires sont également en sous capacité.

3.2 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Nous demandons à ce que l'impact du PGA sur le réseau existant soit établi tant du point de vue quantitatif que qualitatif (état des collecteurs, séparation des eaux). Le rapport 47 OAT sera complété en ce sens. Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.
- Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau PGA adopté, il vous incombe de mettre à jour le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en relation avec les nouvelles données induites par les modifications du PGA.
- Les différents PQ/PPA/PPE définis dans le PGA, sont équipés ou peuvent facilement l'être. Lors des procédures d'enquête et conformément au concept de gestion des eaux défini par son PGEE, la Commune vérifiera l'état de la séparation des eaux (état des collecteurs et branchements privés). Dans le cadre de la procédure d'enquête, la commune exigera le statut quo hydrologique, c'est-à-dire un débit à l'exutoire de 20 l/s/ha au maximum pour un temps de retour 10 ans.

3.3 RÈGLEMENT

- Nous demandons d'ajouter au règlement des dispositions sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux.

3.4 PLAN PARTIEL D'AFFECTATION - RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

Nous prenons note que le PPA En Rochettaz concerne un périmètre déjà bâti et équipé.

Toutefois, le PGEE fait mention de tronçons de canalisations en mauvais, voire très mauvais état.

- Nous demandons à ce que l'impact du PPA sur le réseau existant soit établi, notamment concernant l'aspect qualitatif (état des collecteurs). Le rapport 47 OAT sera complété en ce sens. Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.
- L'équipement collectif doit être réalisé conformément aux dispositions de la norme SIA 190.
- Les fonds de chambre des collecteurs d'eaux usées doive nt être en une seule pièce, en PVC, en PE, ou en béton polyester.
- Le mode d'évacuation, voire de prétraitement des eaux provenant des biens-fonds privés, doit être conforme à la norme SN 592 000.
- Les branchements privés seront contrôlés jusqu'à l'intérieur des bâtiments, afin d'exclure la possibilité d'inversions entre les canalisations d'eaux usées et d'eaux claires.

4 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DUDIT SERVICE ET DATE DU PRÉAVIS

Josselin Lapprand le 22.06.2018, tél. 021/316.75.38, référence : SEC 127

Assainissement industriel (DGE-ASS/AI)

SITES POLLUES

Aucune aire d'exploitation artisanale ou industrielle potentiellement contaminée (nécessitant éventuellement une surveillance ou un assainissement) n'est recensée dans le périmètre du projet.

Nous rappelons que l'ensemble des sites inscrits au cadastre vaudois des sites pollués peut être consulté sur le site cartographique de l'État de Vaud (http://www.geoplanet.vd.ch/eaux/index.html; choisir la carte "sites pollués" dans l'onglet "thèmes").

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

DN : Dangers naturels, Direction générale de l'environnement, Direction des ressources et du patrimoine naturels, Division géologie, sols et déchets (DTE/DGE/DIRNA/DN)

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels PGA – Commune de Belmont-sur-Lausanne et PPA « En Rochettaz » (ACV 80593)

1 PRÉAMBULE

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).Situation de dangers d'après les dernières données de base.

La zone à bâtir de la commune est partiellement exposée à des dangers de glissements permanents, spontanés et d'inondation d'après les dernières données de base à disposition (cartes de dangers naturels).

Sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).

2 PRÉAVIS ET REMARQUES

La problématique des dangers naturels a fait l'objet de plusieurs échanges en CIDN depuis 2012. Le traitement de la problématique ainsi que la transcription dans les rapports 47 OAT et sur les deux Plans (PGA et PPA) ainsi que dans les règlements est jugée conforme aux attentes de la DGE

La DGE émet cependant la remarque suivante :

2.1 PLAN DU PGA

Dans la légende du plan du PGA et plus précisément dans les figurés correspondant aux secteurs de restriction 1 et 2 liés aux dangers naturels localisées hors des plans spéciaux il faudrait rajouter la première couleur orange au début de la série. On retrouve en effet l'ensemble des couleurs des zones d'affectation avec la hachure blanche mais pas la zone d'habitation de moyenne densité qui occupe pourtant la majorité du plan.

2.2 RAPPORT 47 OAT

La DGE demande la mise en annexe d'une lettre rédigée par les bureaux spécialisés mandatés par la commune confirmant :

1. avoir travaillé en étroite collaboration avec le bureau d'urbanisme pour la rédaction du Rapport 47OAT, du Règlement et de la transcription sur le Plan,

2. avoir vérifié et validé l'exactitude du contenu des dits-documents dans leur version finale.

Direction des ressources et du patrimoine naturels, Ressources en eau et économie hydraulique
Eaux souterraines - Hydrogéologie (DTE/DGE/DIRNA/HG)

1 BASES LÉGALES

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux)
- Instructions pratiques fédérales pour la protection des eaux (IPF)

2 GÉNÉRALITÉS

Le territoire de la commune de Belmont-sur-Lausanne est concerné par l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des captages des Cases, alimentant la Commune de Lausanne en eau potable et approuvées le 13 mars 2008. Les zones S1 et S2 de protection des eaux sont inconstructibles. La zone S3 demeure constructible, conformément aux IPF.

3 PRÉAVIS

Il est constaté que l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux concerne de l'aire forestière et de la zone agricole. Il n'y a en conséquence pas de conflit majeur entr e l'affectation

et la protection des eaux souterraines d'intérêt public. Des conditions d'exploitation forestières et agricoles permettant de préserver la qualité des eaux souterraines devront toutefois être observées. Les installations existantes doivent être sécurisées, en particulier le stockage et l'évacuation des eaux usées.

Le secteur Au de protection des eaux est certes moins restrictif que les zones de protection des eaux, mais il implique toutefois certaines contraintes en matière d'aménagement. En effet, dans un tel secteur, il est notamment interdit de mettre en place des installations qui sont situées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine (OEaux, al. 2 du point 211 de l'Annexe 4) ou d'infiltrer des eaux pluviales altérées dans le sol. Les installations de stockage de liquides de nature à polluer les eaux sont soumises aux articles 22 à 25 de la LEaux, aux articles 32 et 32a de l'OEaux, ainsi qu'à son annexe 4 chiffres 211.

3.1 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

Pas de remarque.

3.2 PLAN

Les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux sont bien reportées sur le PGA.

3.3 RÈGLEMENT D'APPLICATION

Il est pris note de l'article 20.1 du rè glement du PGA.

Pas de remarque en ce qui concerne le PPA « En Rochettaz »

4 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DUDIT SERVICE ET DATE DU PRÉAVIS

Thierry Lavanchy le 20.06.2018, tél. 021/316 75 43

Gestion des déchets (DGE-GEODE/GD)

La division recommande d'examiner l'opportunité d'intégrer à la procédure d'adoption du PGA la modification en cours du PPA "La Coulette" visant, notamment, à étendre la surface affectée afin de permettre l'implantation d'une installation de méthanisation de déchets.

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1 BASES LÉGALES

— Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public

2 GÉNÉRALITÉS

La DGE-EAU-Economie hydraulique préavise sur les domaines touchant les cours d'eau. Soit la gestion des eaux de surfaces, les dangers naturels inondation et l'espace cours d'eau.

3 PRÉAVIS

L'ensemble des problématiques nous concernant sont traitées. La DGE-EAU n'a pas de rem arques à ajouter.

4 4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT DGE-EAU-EH ET DATE DU PRÉAVIS

Y. Chatelain – 18.07.2018

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1 BASES LÉGALES

— Art. 18 et 18b LPN, art. 15 OPN, art. 1, 4 et 4a LPNMS, art. 21 loi sur la faune, PDCn, mesures E, PALM.

2 GÉNÉRALITÉS

Le présent préavis se réfère aux documents suivants:

— Rapport 47 OAT PGA, Urbaplan, mai 2018
— Plan général d'affectation, 1:2'500, Urbaplan, mai 2018 ;Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, urbaplan, mai 2018
— Rapport 47 OAT PPA "En Rochettaz", Urbaplan, mai 2018
— PPA "En Rochettaz", 1:500, Urbaplan, mai 2018
— PPA "En Rochettaz", règlement, Urbaplan, mai 2018

Le dossier a déjà fait l'objet d'un préavis de la DGE-BIODIV en 2014. La partie concernant le PEP du Bourg a été abandonnée.

Par rapport au dossier présenté en 2014 de nombreuses modifications ont été intégrées.

Le dossier PGA est préavisé au point 3.1. et le PPA « En Rochettaz » au point 3.2.

3 PRÉAVIS PLAN GENERAL D'AFFECTATION

3.1 RAPPORT 47 OAT

Le rapport résume les enjeux nature et paysage. Les remarques formulées en 2014 ont été prises en compte dans le présent dossier.

3.2 PLAN

Pas de remarques.

3.3 RÈGLEMENT

Demande

- Compléter le règlement avec un indice de surface verte selon Norme SIA 504 421 : règle générale pour toutes les zones à bâtir, art. 21.1, ou règles adaptées à chaque zone à bâtir, articles « Mesure d'utilisation du sol ». Ces articles pourraient également être complétés par une indication de surface en pleine terre.
- Justification : Seule les plantations en pleine terre permettent un développement normal d'arbres majeurs. Les arbres majeurs jouent déjà actuellement un rôle important pour la biodiversité et le paysage et gagneront en importance dans le futur (éléments majeurs pour la régulation climatique en milieu urbain).

4 PRÉAVIS PPA ROCHETTAZ

4.1 RAPPORT 47 OAT

Pas de remarques.

4.2 PLAN

Pas de remarques.

4.3 RÈGLEMENT

Pas de remarques.

5 CONCLUSION

La DGE-BIODIV préavise favorablement les différents documents soumis pour préavis p our autant que la demande formulée ci-dessus soit prise en compte. Nous nous tenons à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Sur la base du préavis de l'Inspection des forêts du 5ème arrondissement, la DGE-FORET se détermine comme suit :

1 GENERALITES

Documents de base

- Plan général d'affectation
- Plans de constations de la nature forestière n°1 / n°2 / n°3 / n°4 » (échelle 1:2'000 ; 2 avril 2014) ; Plan général d'affectation – Examen préalable complémentaire ; (échelle 1:2'500 ; Mai 2018) ;
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire –
- Dossier pour examen préalable complémentaire » (Mai 2018) ;
- Révision du plan partiel d'affectation – Rapport selon l'art. 47OAT » (Dossier pour examen préalable ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' " - Examen préalable complémentaire » (échelle 1:500 ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' – Règlement » (Dossier pour examen préalable complémentaire ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' – Rapport selon l'art. 47OAT » (Dossier pour examen préalable complémentaire ; Mai 2018).

2 PRÉAVIS

Ce préavis ne concerne que les documents relatifs à la révision du PGA, le Plan partiel d'affectation « En Rochettaz » ne comprenant aucune aire forestière et les aspects liés aux aléas de dangers naturels étant entièrement traités par le PGA.

Ci-après, seules les éléments et demandes signalés dans le préavis de la DGE-FORET du 28 avril 2014 et non prises en compte dans la version actuelle ainsi que des éléments nouveaux sont traités.

Forêts

a) Plan

A une seule exception près, qui concerne la nouvelle constatation de l'aire forestière de la parcelle 115, l'aire forestière est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine. Elle correspond à la délimitation de forêt effectuée par la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5e arrondissement en février 2012.

- En ce qui concerne la lisière sur la parcelle no 115, elle doit être adaptée selon le plan « Belmont-sur-Lausanne - Plan de constatation de la nature forestière de la parcelle 115 » du 15 mai 2017 (échelle 1 :500 ; Geometris SA). Cette nouvelle lisière doit être reportée aussi bien sur le « Plan général d'affection » que sur le « Plan de constatation de la nature forestière n°2 ». Bien que la situation figurée sur le PGA soit correcte, la demande de modification du « Plan de constatation de la nature forestière n°3 » n'a pas été concrétisée. La forêt n'y est toujours pas figurée correctement : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier.
- Bien que située hors zone à bâtir, afin d'éviter toute confusion, FO05 demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière.

b) Règlement

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière sont complètes.

c) Enquête publique

La délimitation des forêts dans les zones à bâtir devra être mise à l'enquête en même temps que le plan d'affectation et l'avis d'enquête mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur : - la délimitation de l'aire forestière. A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre la Direction générale de l'environnement, Division inspection cantonale des forêts, les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement. Dangers naturels traités par la DGE-FORET (sous réserve de compléments de la DGE-EAU) NB: par "affectation", on entend ci-après "affectation en zone constructible". Les dangers naturels ont été traités de manière exhaustive et les secteurs affectés et exposés aux aléas de dangers naturels ont été reportés sur le PGA et traduits dans le règlement (chapitre 22).

3 CONCLUSION

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire. Bases légales : art. 1 LAT, art. 1 LATC, art. 1, 10, 13, 17 et 19 LFo, art. 12, 15 et 17 OFo, art. 23, 24, 27, 28, 37 et 38 LVLFo, art. 24, 36, 37 et 38 RLVLFo

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL)

Section monuments et sites (SIPAL-MS)

Les demandes formulées par le SIPaL – MS dans le cadre de l'examen préalable du 2 décembre 2014 ont été prises en compte.

En conséquence, le SIPaL – MS n'a plus de remarque à formuler à l'égard du projet de révision du plan général d'affectation et du PPA « En Rochettaz » de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (DGAV)

Le rapport 47 OAT fait état de quatre zones de verdure différentes. Il eut été utile de confirmer qu'aucune emprise supplémentaire n'a été réalisée sur les surfaces d'assolement (SdA). Pour la zone de verdure A, "Un entretien de type extensif est obligatoire" serait avantageusement remplacé par "Elle est vouée à une exploitation agricole extensive".

La zone agricole perd 7'515 m2 de SdA. La DGAV s'en remet au SDT pour le traitement de cette emprise puisque des contacts ont déjà eu lieu.

La zone naturelle protégée liée aux cours d'eau semble être uniquement en forêt ou en zone à bâtir, de sorte qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle affectation donnée au sol précédemment agricole. Il serait utile de contrôler et de préciser, cas échéant, qu'il n'y a pas d'emprise sur les SDA.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ ET DES ROUTES (DGMR)

Division administration mobilité (DIRH/DGMR/ADM)

Le PGA de Belmont-sur-Lausanne et le PPA « En Rochettaz » ont fait l'objet d'un premier examen préalable en 2014. Le présent préavis fait référence aux remarques faites par la DGRM dans la synthèse établie par le SDT en date du 2 décembre 2014.

DIVISION PLANIFICATION (DGMR-P)

1 PGA DE BELMONT-SUR-LAUSANNE

La DGMR-P constate que sa remarque concernant la règlementation du stationnement devant renvoyer aux normes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) a été prise en compte à satisfaction. La DGMR-P n'a pas de remarque supplémentaire.

DIVISION MANAGEMENT DES TRANSPORTS (DGMR-MT)

La DGMR-MT constate que le RPGA et le rapport 47 OAT ont été complétés à satisfaction suite à sa remarque sur les itinéraires piétons cantonaux à mentionner et à garantir. La DGMR-MT relève cependant que ces itinéraires n'ont pas été reportés sur le plan, contrairement à sa demande. Considérant que les précisions apportées au règlement et au rapport 47 OAT suffisent, la DGMR-MT renonce à réitérer sa demande.

La DGMR-MT constate que sa demande de compléter le rapport 47 OAT pour mentionner l'itinéraire pédestre de l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre qui longe le périmètre du PPA n'a pas été prise en compte. La DGMR-MT prend acte de cette décision et renonce à réitérer sa demande du fait qu'un article du RPGA garantit la pérennité de ces itinéraires sur l'ensemble du territoire communal.

DIVISION FINANCE ET SUPPORT (DGMR-FS)

La division Finances et support de la DGMR vous rend attentifs au fait que les périmètres indiqués sur le plan de situation PPA « En Rochettaz » ne remplacent pas les limites des constructions relatives aux routes.

En l'absence de plan de limite des constructions y, les dispositions de l'article 36 de la loi sur les routes du 10 décembre 1991 (LRou ; RSV 725.01) s'appliquent.

- Par conséquent, il y a lieu de faire figurer sur le plan de situation du PPA « En Rochettaz » les limites des constructions nouvelles. En particulier, les limites des constructions passeront par les façades des bâtiments qui ont une note de 1 à 4 au recensement architectural.

PRISE DE POSITION DE L'OFFICE FÉDÉRAL DES ROUTES (OFROU)

Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, l'OFROU a examiné ce projet au sein de son Office, conformément à la loi du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) et à l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111), et vous fait part des conditions et des remarques suivantes :

1 EN FAIT

La Commune de Belmont-sur-Lausanne soumet pour préavis le projet de révision du plan général d'affectation (PGA) et le projet du plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" sur les parcelles n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du registre foncier (RF) de la commune de Belmont-sur-Lausanne.

2 APPRÉCIATION DU PROJET

L'OFROU prend acte que l'ensemble des projets cités en titre se situe hors du domaine de la route nationale N 09 et à l'extérieur des alignements fédéraux de construction de la route nationale.

Concernant le PPA, étant donné l'éloignement du projet par rapport à la route nationale N 09, l'OFROU n'a pas de remarques particulières à formuler.

En revanche, pour ce qui est du PGA, et en particulier concernant la question bruit, il ne nous est à ce stade pas possible de prendre position. En effet, le dossier ne contient pas la démonstration de la conformité des adaptations prévues à la législation relative à la protection contre le bruit.

L'OFROU peut néanmoins déjà vous informer qu'elle est opposée à la création de nouveaux secteurs classés en degré de sensibilité II (DS II) directement à proximité de la route nationale (nouvelle zone à bâtir ou passage d'un DS III à un DS II). Si l'on se réfère à la loi sur l'aménagement du territoire, un des principes qui doit régir l'aménagement est de préserver autant que possible les lieux des habitations des atteintes nuisibles ou incommodantes, telles que la pollution de l'air, le bruit et les trépidations. La planification de nouveaux secteurs en DS II à proximité directe d'une route avec un trafic journalier moyen de plus de 65'000 véhicules par jour est certainement contraire à ce principe.

Compte tenu de ce qui précède, l'OFROU formule :

- un préavis positif pour le projet de PPA

- un préavis négatif pour le projet de révision du PGA

Dès lors, l'OFROU invite le requérant à compléter et adapter le projet de révision du PGA en conséquence.

3 EMOLUMENTS

Aucun émolument ne sera perçu pour l'établissement du présent préavis.

Projets de décadastration et d'immatriculation

Commune de Belmont-sur-Lausanne

La Borne - Chemin du Crau-au-Fer

Plan:	**7**	**Parcelles:**	**447 et DP 103**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	⊙ 2'542'623 / 1'152'903
Mensuration:	numérique		

Plan dressé pour enquête:

Décadastration
Transfert du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne

Le Syndic: La Secrétaire:

Epalinges, le 4 avril 2017 Le géomètre breveté

DOSSIER TECHNIQUE 315'089.177 MCA-JMR

m:\belmont\tg\315089 - la commune\177 - enquête transfert\02_447_traitement\enquête_bbhn_04.04.17.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13

membre sia
SWISSTS ISO 9001 - ISO 14001
ORDRE FÉDÉRAL DES GÉOMÈTRES



GEODONNEES DU 29.03.2016 © ETAT DE VAUD

Commune de Belmont-sur-Lausanne

La Chaffiause - Chemin de Villars

Plan:	**6**	**Parcelles:**	**597 et DP 17**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	⊙ 2'542'517 / 1'153'521
Mensuration:	numérique		

Plan dressé pour enquête:

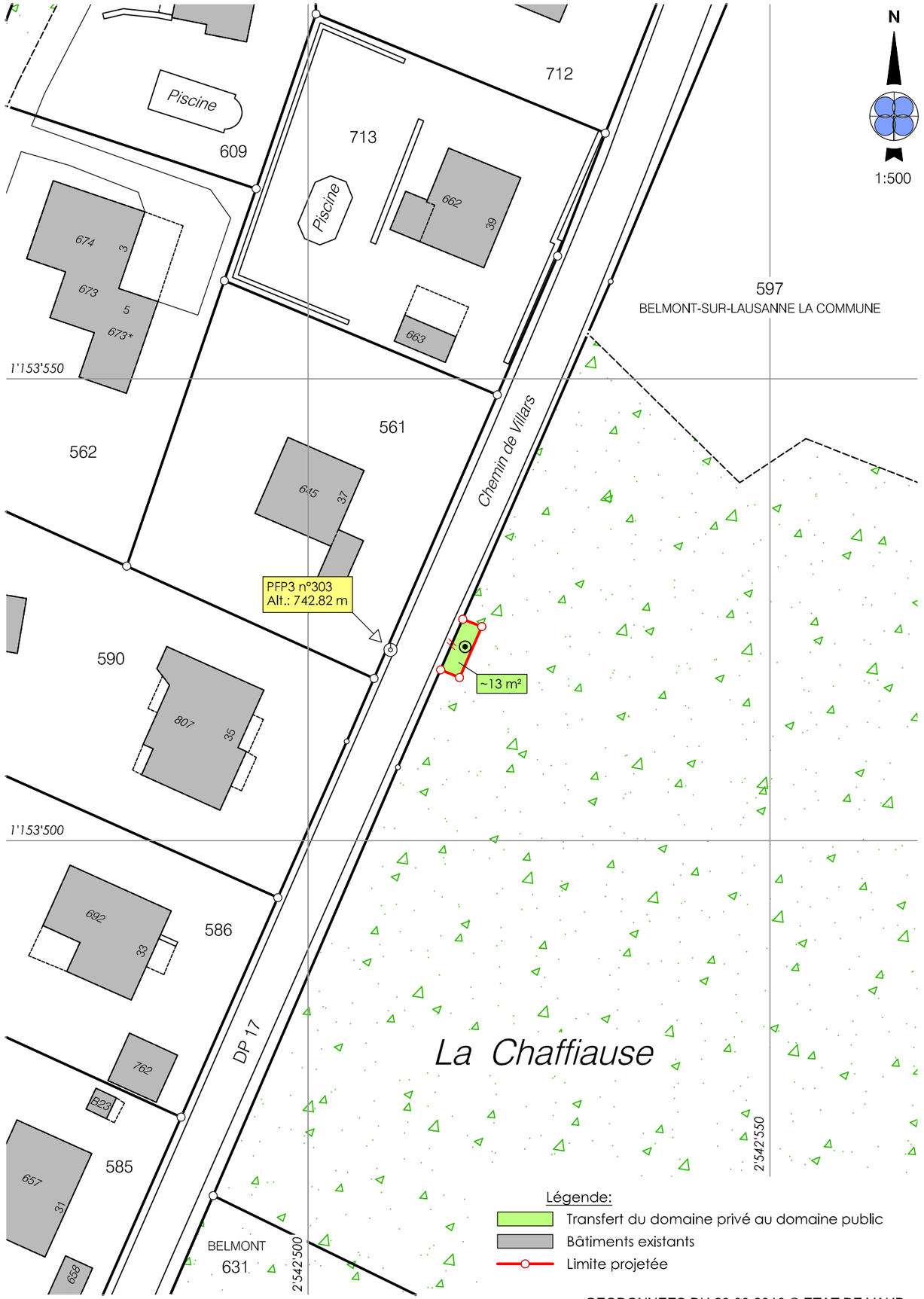
Décadastration
Transfert du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne	
Le Syndic:	La Secrétaire:
Epalinges, le 4 avril 2017	Le géomètre breveté
DOSSIER TECHNIQUE 315'089.180 MCA-JMR	

m:\belmont\tg\315089 - la commune\180 - enquête transfert\02_597_traitement\enquête_bbhn_04.04.17.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13



GEODONNEES DU 29.03.2016 © ETAT DE VAUD

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Aménagement du Chemin du Blessoney

Plan:	**1**	**Situation:**	**Chemin du Blessoney**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	2'541'960 / 1'152'415
Mensuration:	numérique	Parcelles:	274, DP 63 et DP 49

Plan dressé pour enquête:

Cadastration / Décadastration
Transfert du domaine public au domaine privé et du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne

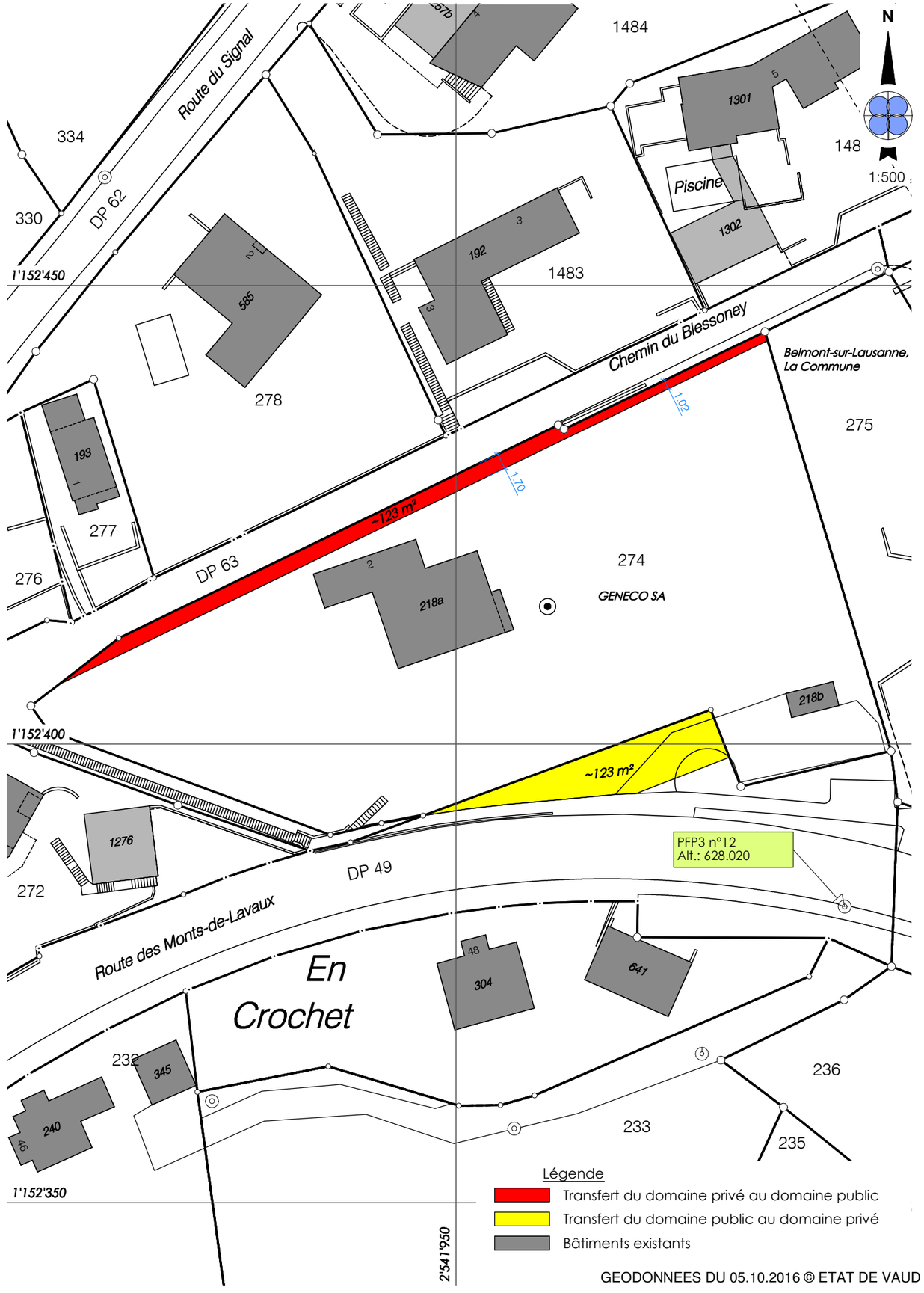
Le Syndic: La Secrétaire:

Epalinges, le 20 octobre 2016 Le géomètre breveté

DOSSIER TECHNIQUE 315'089.170 JMR

m:\belmont\tg\315089 - la commune\170 - enquête pile 274\02_traitement\enquête_bbhn_20.10.16.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13



GEODONNEES DU 05.10.2016 © ETAT DE VAUD

Bilan des réserves signé en 2015 par la commune et le SDT

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

ba SI

REÇU
le 26 MARS 2015

Municipalité de la
Commune de Belmont-sur-Lausanne
Route d'Arnier 2
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personne de contact : Matias Schiffrin

Tél. 021 316 74 23
E-Mail : matias.schiffrin@vd.ch

Lausanne, le 24 mars 2015

Approbation du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) – Belmont-sur-Lausanne

Monsieur le Syndic, Mesdames les Municipales, Messieurs les Municipaux,

Par la présente, nous vous informons que nous avons bien reçu les trois exemplaires du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) signés en date du 11 mars 2015. Comme convenu, nous vous retournons un exemplaire signé par le chef du Service du développement territorial a.i.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Municipales, Messieurs les Municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
chef du Service
du développement territorial a.i.

Annexe

- Exemplaire du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) signé.

Copie

- Mme Joëlle Gaillard, SDT, Division Aménagement communal.

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Bilan des réserves à bâtir

Accord préliminaire conformément au guide *Dimensionnement de la zone à bâtir* validé par le Conseil d'Etat le 26 janvier 2011 et comprenant:

- Les tableaux de synthèse de la commune, datés du 02.07.2014.
- Les cartes représentant les zones à bâtir à vocation d'habitation ou mixte de la commune, et leur légende, datées du 02.07.2014.

Approuvé par la municipalité dans sa séance	Approuvé par le Service du développement territorial
du 11 mars 2015	Lausanne, le 24 MARS 2015
Le Syndic	Le Secrétaire
	Le Chef de service p.i.

MUNICIPALITÉ DE BELMONT-SUR-LAUSANNE * CANTON DE VAUD * LIBERTÉ ET PATRIE

Rapport généré le 13.03.2015

Commune de: **Belmont-sur-Lausanne**

NOOFS: 5581

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le: 02.07.2014
Nettoyage communal des données retourné le : 05.02.2015
Validation des données réalisée le : 23.02.2015

F1. Récapitulatif des informations sur les réserves en zone à bâtir à vocation d'habitation et mixte

Valeur en nombre d'habitants

	Capacité de densification		Capacité des terrains contenant une réserve		Total	
Hors périmètre de centre	14	14	119	119	**133**	**133**
En périmètre de centre	0	0	438	438	**438**	**438**
Total	**14**	**14**	**557**	**557**	**571**	**571**

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
	Total sans doublons			logements
		+	+	
	Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir			logements
	Total des logements	0	0	logements
	Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.	0	0	habitants
	Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion	x 60%	x 60%	
	Total des habitants	0	0	habitants

Terrains* de l'ensemble du territoire des communes non concernées par un périmètre de centre (cantonal, régional ou local), ou terrains situés hors du périmètre de centre (communes concernées par un périmètre de centre cantonal, régional ou local)

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			% constructible			Surface brute de plancher réalisable (m2)	
408	Zone d'habitation de très faible densité	1120	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		359	359
410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
430	Zone d'habitation de très faible densité	1816	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		48	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Surface SPB théorique: 1816x0.40x0.80=581.12 m² Surface SPB construite: 101m² au sol x 3 étages : 303 m² Solde : 278.12 m² soit 48% Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter	279	279
432	Zone d'habitation de très faible densité	4936	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		36	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Surface parcelle selon RF : 7'675 m² - forêt 3'977 m² = 3'698 m². Construction existante : 216 m x 7 = 1'512 m²+accès 380 m²= 1'892 m², soit solde surface constructible 1'806 m²	576	576
465	Zone d'habitation de très faible densité	3075	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		68	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: 1'000 m² pour construction existante selon RCAT, soit solde disponible de 2'075 m²	664	664
486	Zone d'habitation de très faible densité	4152	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		55	55	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: construction existante 206m² x 7 = 1442 m² - accès 414 m²; solde disponible 2'296 m², soit env. 55%	731	731
502	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		48	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	334	334
542	Zone d'habitation de très faible densité	2348	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez,	100	100		80	80		19	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: SBP théorique : 2373x0.40x0.80=759.36 m²	143	143

					1 étage et combles)										Surface construite : 205 m² x 3 étages = 615 m² Solde 144.36 m², soit 19% Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter		
595	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		89	89		295	295
696	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		325	325
1402	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		441	441
1404	Zone d'habitation de très faible densité	2272	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		727	727
1486	Zone d'habitation de très faible densité	2411	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		771	771
Total		28731													5965	5965

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u> 119 **119**

On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Terrains* dans le périmètre de centre (seulement pour les communes concernées par un périmètre de centre cantonal, régional ou local)

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			% constructible			Surface brute de plancher réalisable (m2)	
35	Zone d'habitation de très faible densité	4517	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles). Selon le RF, la parcelle est de 5'585 m². La différence de 1'068 m² est-elle la surface réservée pour l'ex bretelle autoroutière ? Justification des corrections du SDT: Valeur estimée Commentaire du SDT:	100	100		80	80		78	78	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Selon RCAT, construction sur 1'000 m² minimum. Calcul de 1'000 m² sur 4'517 m² = env. 22%; dès lors, 100 - 22=78%	1127	1127
38	Zone d'habitation de très faible densité	2353	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		753	753
48	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		329	329
57	Zone d'habitation de très faible densité	4999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		1600	1600
58	Zone d'habitation de très faible densité	1125	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		360	360
66	Zone d'habitation de très faible densité	3598	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		38	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Construction actuelle de 278 m² = 1946 m² utilisé selon règlement actuel. Solde disponible 1'652 m² = 661 m² SBP	437	437
103	Zone d'habitation de très faible densité	1244	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		398	398
107	Zone d'habitation de très faible densité	5226	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement	100	100		80	80		81	81	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1355	1355

					Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)										Commentaire de la commune: Selon RCAT, 1'000 m² pour une construction. Dès lors, 5226 m² - 1'000 m² = 4226 m², soit env. 81% de 5226 m²		
115	Zone d'habitation de très faible densité	2788	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		98	98		874	874
116	Zone d'habitation de très faible densité	2402	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100	Commentaire de la commune: Extrêmement difficile à exploiter car limite des 10 m à la forêt Commentaire du SDT: Tant que la commune n'a pas effectué une modification du plan d'affectation, la réserve demeure (guide, chapitre 1.2.2)	769	769
119	Zone d'habitation de très faible densité	361	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Parcelle inconstructible car moins de 1'000 m² Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Taille du terrain n'est pas un facteur suffisant pour révoquer son potentiel : fusion/remaniement parcellaire possible pour avoir une taille suffisante pour de nvelles hab. (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	116	116
143	Zone d'habitation de très faible densité	4524	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		69	69	Commentaire de la commune: Difficile à exploiter car topographie très difficile	999	999
155	Zone d'habitation de très faible densité	1294	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement Commentaire du SDT:	100	100		80	80		89	89		369	369
178	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Pas 1'000 m² de surface Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Taille de la parcelle n'est pas un facteur suffisant. En cas de fusion/remaniement potentiel reste possible p (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	320	320
186	Zone d'habitation de moyenne densité	6612	0.83	0.83	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement du PQ "En Arnier II", 5'463 m² possible. PC délivré en 2013	100	100		80	80		100	100		4390	4390
204	Zone d'habitation de très faible densité	3600	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		1152	1152

					Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)												
219	Zone de centre de localité (zone village)	911	0.5	0.5		90	90		80	80		44	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Règlement Zone du Bourg : SBP définie à 405 m²	146	146
234	Zone d'habitation de très faible densité	6788	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		83	83	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Construction actuelle 1'000 m². solde de 5'788 m²	1803	1803
235	Zone d'habitation de très faible densité	1401	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		448	448
239	Zone d'habitation de très faible densité	1392	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Commentaire du SDT:	100	100		80	80		100	100		445	445
274	Zone d'habitation de très faible densité	2705	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		40	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: potentiel restant sur la parcelle après déduction de la construction existante	346	346
333	Zone d'habitation de très faible densité	2000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		640	640
337	Zone d'habitation de très faible densité	2047	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		70	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Haie protégée sur 30% de la surface	459	459
484	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Inconstructible selon RCAT (moins de 1'000 m²) Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Forme du terrain n'est pas un facteur suffisant. En cas de fusion/remaniement potentiel reste possible p (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	320	320
703	Zone d'habitation de très faible densité	2104	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		673	673
1407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
1408	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la	100	100		80	80		100	100		320	320

					commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)												
1409	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
1485	Zone d'habitation de très faible densité	1008	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		323	323
Total		71025													21910	21910

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>dans le périmètre de centre</u> (si présent) 438 **438**

On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	Dans le centre	Hors du centre
Population au 31 décembre 2008	2421	808
		+
Croissance hors centre selon la mesure A11 (15%)		121
		=
Population maximale hors centre en 2023 selon la mesure A11		929
Population programmée en 2023		929 929
		-
Population au moment du bilan	2631	905
		=
Besoins au moment du bilan (max 15% de la population 2008)		24 24

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

Capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir		
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte	438 438	119 119
	+	+
Potentiel de densification des autres parcelles	0 0	43 43
(1/3 du potentiel de densification est comptabilisé)	0 0	14 14
Le calcul du potentiel de densification est obligatoire si la densité est inférieure à 64 hab+empl/ha.		
Densité:	66	39
		+
Capacité de développement résidentiel hors de la zone à bâtir (report du formulaire "Capacité hors zone à bâtir")		0 0
	=	=
Total: capacités d'accueil au moment du bilan	438 438	133 133

C. Bilan

Hors périmètre de centre: surcapacité d'accueil par rapport aux besoins	109 109
Facteur de croissance démographique 2008-2023 selon mesure A11	1.9 1.9
Selon formule: (Capacités d'accueil + Croissance de la population depuis 2008) / Croissance hors centre selon mesure A11 (15%)	
NB: une valeur de 2 équivaut à une croissance de la population de 30% entre 2008 et 2023	
Croissance 2008-2023 selon bilan (Facteur de croissance * 15%)	28 28

CANTON DE VAUD
DÉPARTEMENT DE L'INTERIEUR
Service du développement territorial

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE À BÂTIR À VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE

Type de zone à bâtir selon typologie cantonale harmonisée NORMAT

	Zone d'habitation de très faible densité	CUS/IUS < 0.4
	Zone d'habitation de faible densité	CUS/IUS entre 0.4 et 0.6
	Zone d'habitation de moyenne densité	CUS/IUS entre 0.6 et 1
	Zone d'habitation de forte densité	CUS/IUS > 1
	Zone de centre de localité (zone village)	CUS/IUS variable
	Zone de centre historique	CUS/IUS variable
	Zone de hameau	CUS/IUS variable

Aptitude à la construction

	Terrains bâtis (intérieur coloré) ou hors analyse (blanc)		Droits distincts permanents bâtis (intérieur coloré) ou hors analyse (blanc)
	Terrains partiellement bâtis		Terrains libres
	Terrains libres ou bâtis disposant d'un périmètre d'implantation potentielle ; si le terrain est bâti, périmètre non retenu faute de droits à bâtir selon les paramètres de l'estimation transmise (réévaluation possible)		

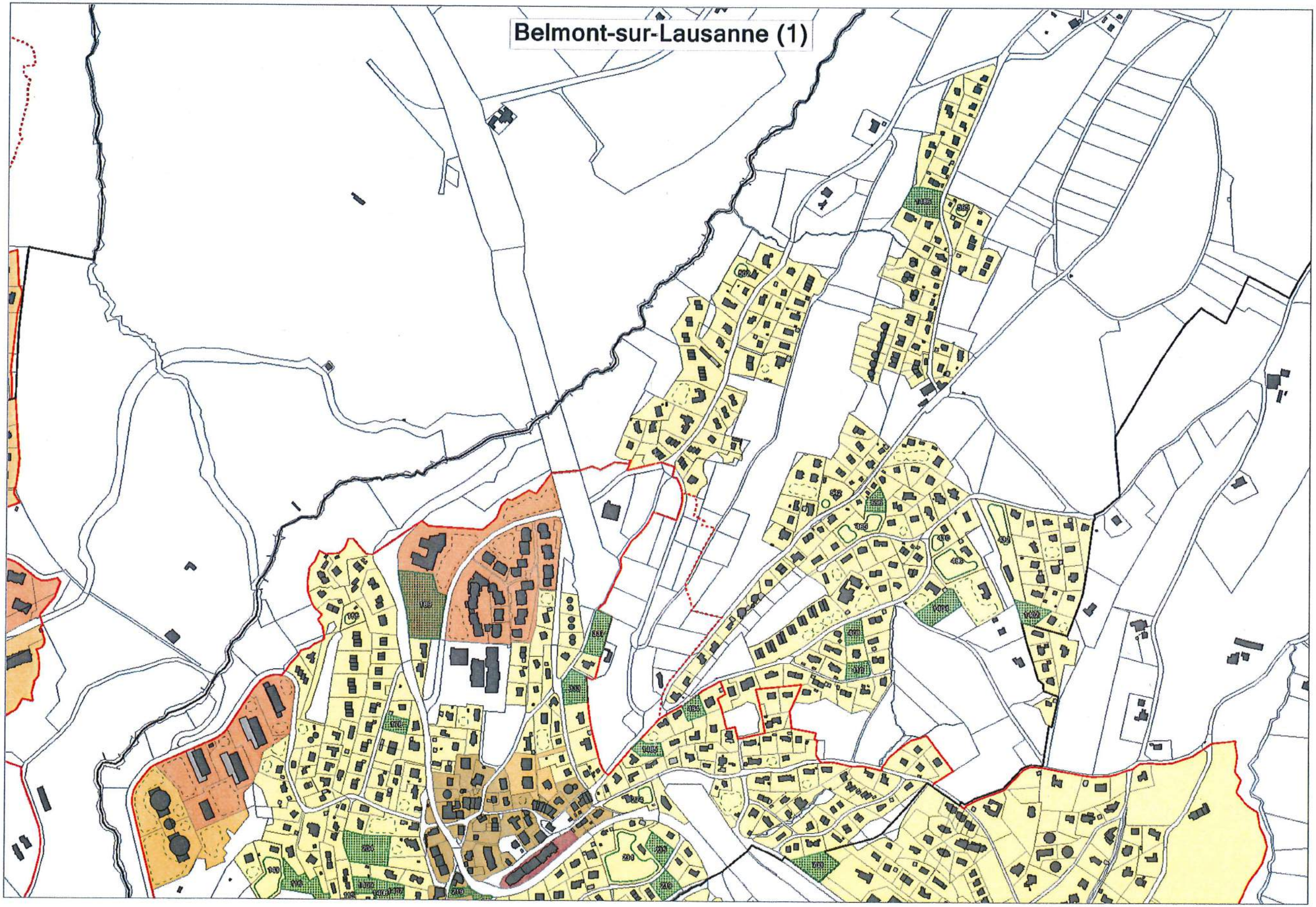
Bâtiment

	Garages		Autres bâtiments (cadastre)		Autres bâtiments (registre des bâtiments)

Périmètre de centre et limites communales

	Périmètre de centre
	Périmètre de centre (projet d'intérêt cantonal, planification à établir)
	Périmètre de centre (planification communale à établir)
	Limites communales

Belmont-sur-Lausanne (1)



Belmont-sur-Lausanne (2)

Proposition de territoire urbanisé

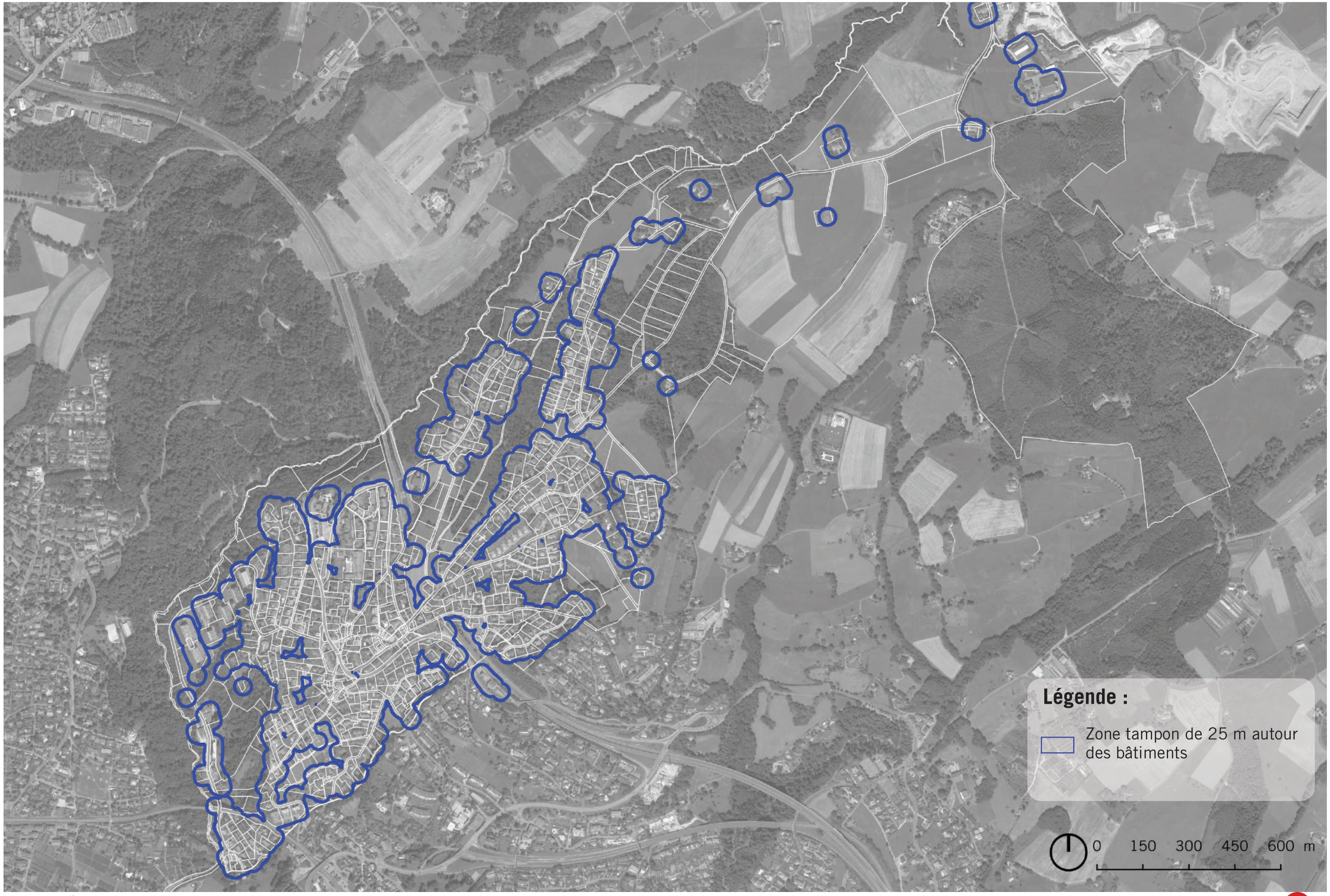
Commune de Belmont-sur-Lausanne

Délimitation du territoire urbanisé

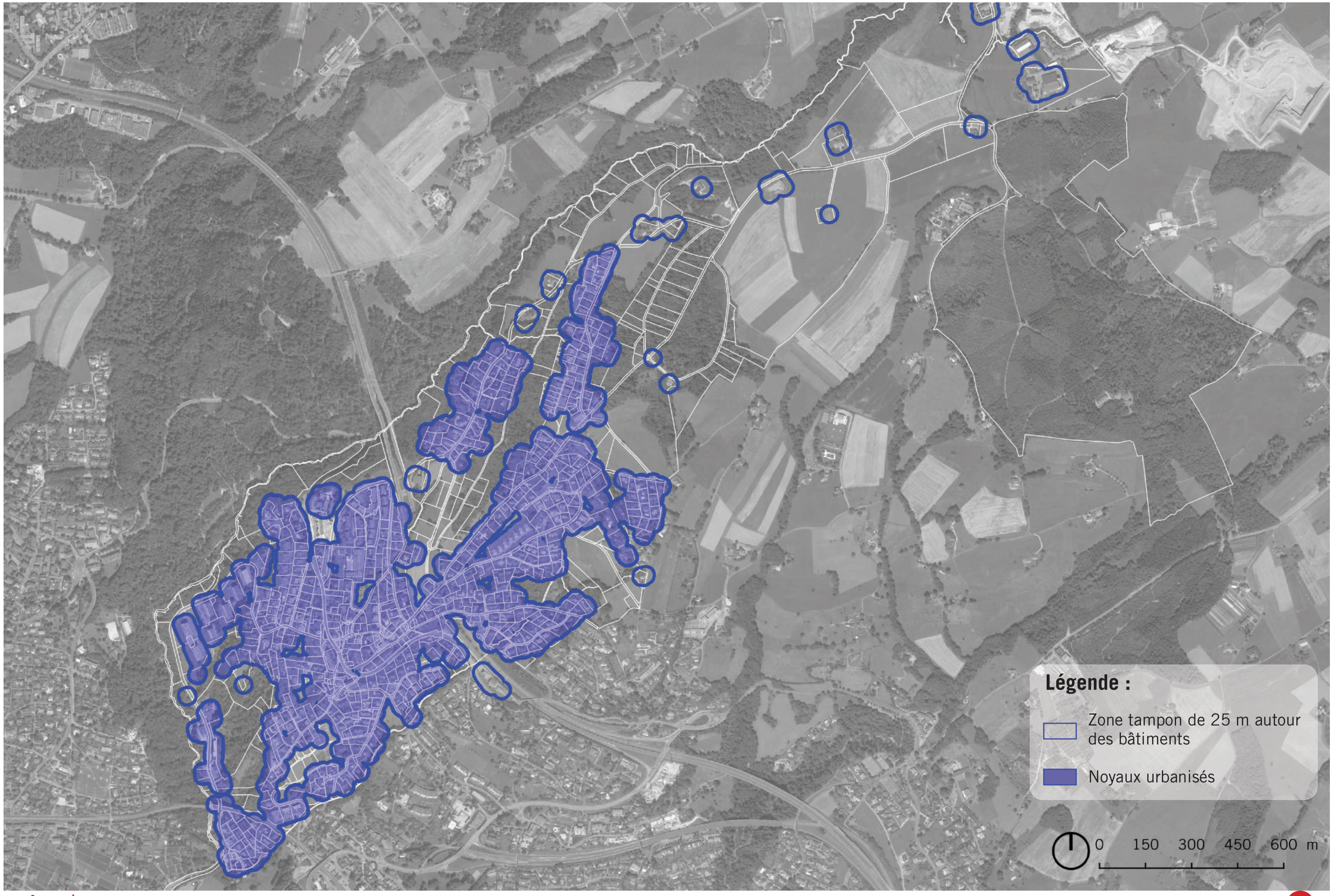
version 2 - 21 mars 2018

urbaplan

ETAPE 1 : DÉFINITION DES NOYAUX BÂTIS LARGEMENT URBANISÉS



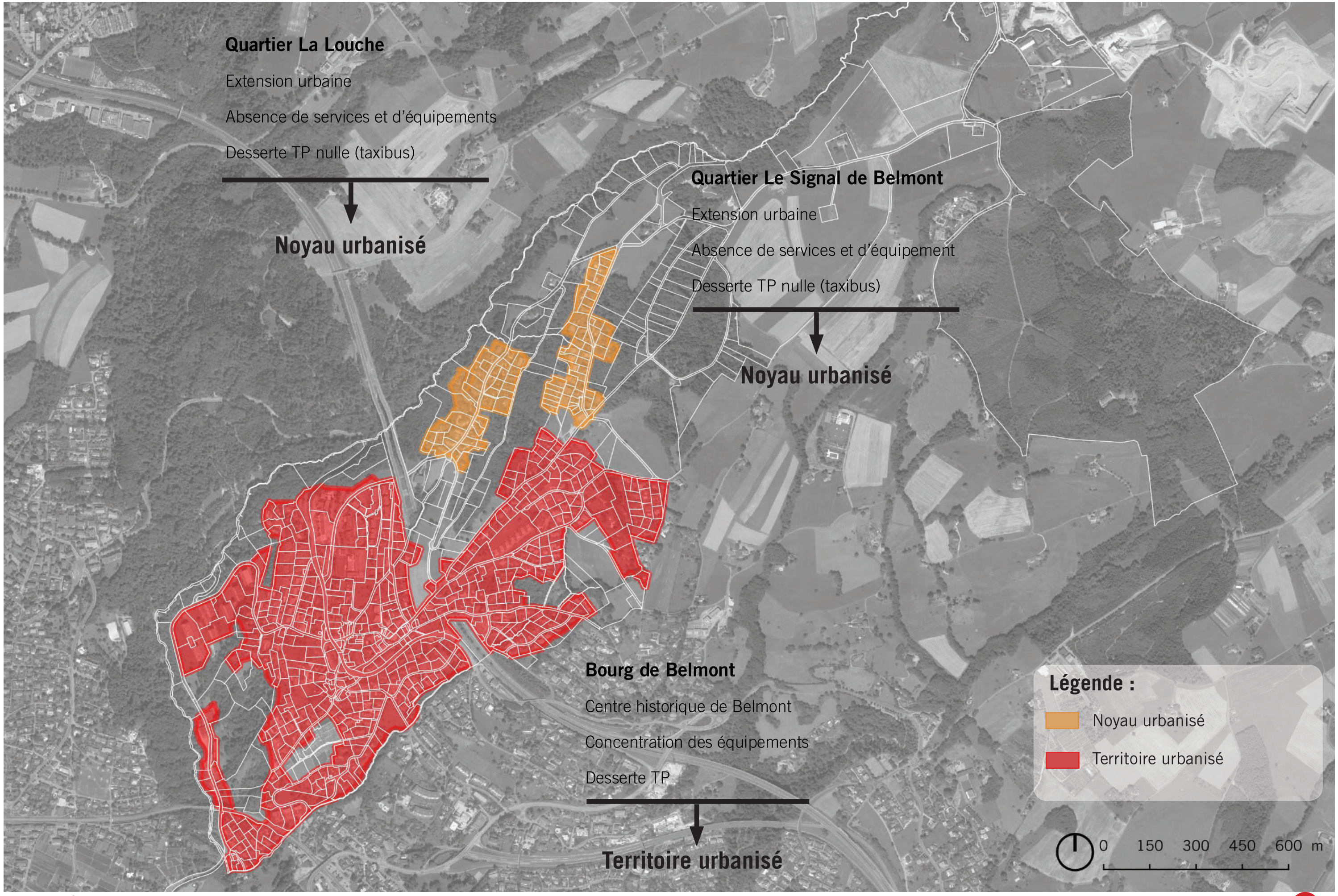
ETAPE 1 : DÉFINITION DES NOYAUX BÂTIS LARGEMENT URBANISÉS



ETAPE 2 : IDENTIFICATION ET DELIMITATION DU TERRITOIRE URBANISÉ



TERRITOIRE URBANISÉ - PROPOSITION



ANNEXE 10 – ETUDES SECTORIELLES SUR LES DANGERS NATURELS

Implications géologiques par rapport aux zones de glissement- Karakas & Français - septembre 2012

Etude des dangers crues Secteurs du Blessoney et Rochettaz - BG Ingénieurs Conseils - février 2013

Lettres attestant de l'exactitude des contenus du rapport 47 OAT, du plan et du règlement
BG Ingénieurs Conseil + Karakas & Français – juillet – août 2019

karakas &français
géotechnique
géostructures

Commune de Belmont-sur-Lausanne

MODIFICATIONS DU PGA

Implications géologiques par rapport aux zones de glissement
Rapport

Av. des Boveresses 44
1010 Lausanne
Tél. +41 21 654 44 88
Fax +41 21 654 44 99
geotechnique@karakas-francais.ch

Chemin des Poteaux 10
1213 Petit-Lancy
Tél.+41 22 301 52 61
Fax +41 22 301 52 62

Av. de la Gare 19
1920 Martigny
Tél. +41 27 723 20 11
Fax +41 27 723 21 11

FN/sb/6648
Lausanne, Septembre 2012

TABLE DES MATIERES

I INTRODUCTION 1
II DOCUMENTS UTILISÉS 1
III PARTIE 1 1
IV PARTIE 2 2
IV.1 ZONE MIXTE A AUX CHAFFEISES 2
IV.2 ZONE MIXTE B 3
IV.3 ZONES EN RUEYRES ET EN RUEYRES II 3
IV.4 ZONE "EN ROCHETTAZ" 4
IV.5 ZONE DE LA COULETTE 2 4
V PARTIE 3 4

I INTRODUCTION

Le présent rapport nous a été confié par la commune de Belmont en date du 10 juillet 2012 sur la base de notre offre du 4 juillet 2012. Il répond aux exigences cantonales en matière de prise en compte des dangers naturels en relation avec diverses modifications du plan général d'affectation (PGA) soumises à examen préalable par le bureau Urbaplan pour le compte de la commune de Belmont. Ce rapport est constitué de trois parties :

1ère partie : Il s'agit de l'inventaire des parcelles communales situées en zones de danger faible, respectivement en zones de danger moyen, par rapport au danger de glissement.

2ème partie : Elle concerne quatre zones soumises à modification du PGA (zone mixte A aux Chaffeises, zone mixte B, zone de la Coulette, zone "En Rochettaz" et zone "En Rueyre 2". Pour ces zones, sont décrites parcelle par parcelle les conséquences éventuelles des modifications d'affectation par rapport au danger de glissement.

3ème partie : Elle concerne la zone inférieure des parcelles N° 29 et 37 à la route des Chaffeises. Cette 3ème partie consiste à définir les mesures constructives appropriées pour associer la construction de deux bâtiments avec les mesures nécessaires à stabiliser le pied du glissement survenu en janvier 2001 sur les parcelles N° 124, 37 et 29.

II DOCUMENTS UTILISÉS

Les documents suivants nous ont été remis par le bureau Urbaplan :

- Le plan général d'affectation de février 2012 au 1:5'000
- Le plan partiel d'affectation "En Rochettaz" de février 2012 au 1:500
- Les modifications d'affectation du PGA, en particulier les modifications du règlement pour les zones mixtes A et B.
- Les notes relatives à la séance du 06.06.2012 entre Urbaplan et Monsieur Gerber, responsable pour les dangers naturels du canton.

Les données géologiques et celles relatives aux zones de glissement sont celles contenues dans notre étude de stabilité du territoire communal de Belmont, version mai 1999. Pour le secteur des Chaffeises (partie inférieure des parcelles N° 29 et 37), notre étude du glissement de janvier 2001 a été utilisée, ainsi que l'étude de faisabilité géotechnique du 14.09.2011 du bureau de Cérenville SA relative au même projet.

Pour établir l'inventaire des parcelles à classer en zone de danger faible ou moyen, les données de forages et de suivi de constructions postérieures à notre étude de 1999 ont été utilisées également.

III PARTIE 1

D'une manière générale, il faut considérer que toutes les parcelles situées en zones de glissement substabilisé ou très lent de toutes profondeurs (glissements type 1A, 1B ou 1C selon GéoPlaNet) et en zones de glissement actif lent à très lent (glissements types 2A, 2B et 2C) sont à classer en zone de danger faible pour ce qui est de la problématique des instabilités de terrain.

Les zones cartographiées en zones de glissement actif (plus de 10 cm/an en principe) ne concernent jamais, à de rares exceptions près, des parcelles ou parties de parcelles situées en zones constructibles.

Les seules exceptions se situent sous la route de la Louche, sur le versant de la Paudèze, où les zones de glissement actif débordent de la zone de verdure (zone forestière) sur la zone d'habitation B au droit des petits secteurs des **parcelles N° 497 et 716,** et sur la zone intermédiaire pour l'extrémité Nord de la **parcelle N° 552.**

Une zone de glissement très actif du même versant de la Paudèze déborde sur la base de la **parcelle 1497** qui vient d'être construite. La construction a toutefois intégré des mesures d'ancrage destinées à bloquer la régression de cette zone de glissement en direction de la construction. Une zone plus large de ce même glissement un peu moins active remonte jusqu'à la route cantonale 773, mais son activité semblait avoir été maîtrisée par les travaux de drainage entrepris en 1988 à la base de cette parcelle avant sa construction précitée, et les mesures d'ancrage réalisées dans le cadre de cette construction renforceront encore l'efficacité de ces travaux.

Quoi qu'il en soit les parcelles mentionnées sont, avec les **parcelles 29 et 37** dont il sera question dans la **partie 3** du présent rapport, les seules sur la Commune de Belmont à pouvoir justifier un classement en zone de danger moyen, en général par risque de régression d'une zone de glissement actif située en aval suite à des conditions climatiques durablement très défavorables.

Les parcelles situées le long du Flonzel en rive droite de celui-ci sous la RC 773 pourraient encourir un risque similaire à un niveau un peu moindre (parcelles 48 à 57, 237, 1459, 239, 240). La probabilité d'une telle évolution parait toutefois un peu faible pour classer ces parcelles en zone de danger moyen.

IV PARTIE 2

IV.1 ZONE MIXTE A AUX CHAFFEISES

Cette zone étirée le long de la route des Chaffeises en rive gauche de la Paudèze englobe tout ou partie de chacune des 9 parcelles suivantes : **124 à 128** à l'amont de la route (les parts sur **parcelles N° 29 et 37** seront traitées dans la **partie 3** du présent rapport) et **28, 130, 1321 et 132** à l'aval de la route.

Géologiquement et du point de vue de l'exposition aux phénomènes de glissement, la situation de ces parcelles est très variable, plus particulièrement en ce qui concerne les parcelles situées à l'amont de la route (**N° 124 à 128**). Ces dernières se situent sur une zone de grands "couloirs" occupés par des masses glissées et séparés par des "crêtes" de roche subaffleurante et des falaises constituées par la Molasse Rouge de la Croix. Cette roche présente un fort pendage stratigraphique de l'ordre de 40°vers le Sud-Est qui détermine structuralement cette configuration.

Les parcelles situées à l'aval de la route des Chaffeises sont plus uniformément situées en zone de glissement, les différents glissements des zones de couloir amont se rejoignant en pied de versant au niveau de la route pour former une zone continue d'anciens glissements.

Ces glissements de couloirs substabilisés dans l'ensemble, sont a priori susceptibles de réactivations temporaires marquées en période de conditions climatiques prolongées très défavorables, à l'instar du glissement de janvier 2001 sur les parcelle N° 124, 37 et 29 et de celui plus limité amorcé à l'amont du bâtiment de la parcelle 127, sur la parcelle 125. Ces réactivations menacent le secteur déjà construit de la parcelle N° 128 (bâtiment de l'entreprise Freymond) et le bâtiment de la parcelle N° 127, ainsi que le projet de constructions sur les parcelles 29 et 37. Une extension de ces réactivations à l'aval de la route sur les parcelles N° 130 et 28 paraît moins probable. L'exposition des autres parcelles et parties de parcelles constituant cette "zone mixe A" aux réactivations des phénomènes de glissement qui les occupent parait très limitée.

De toutes les nouveautés liées à la révision du RPGA pour ce secteur, seul l'ajout de la possibilité d'implantation des habitations présente une incidence sur les mesures spécifiques à mettre en œuvre :

Il s'agit d'une part des adaptations constructives habituelles pour les constructions en zones instables, telle que radier complet lié rigidement aux murs de sous-sol, sans recherche obligatoire de fondations sur le soubassement rocheux en place. Pour les mesures de confortation liées aux travaux de terrassement, il est recommandé de les intégrer à un ouvrage ancré actif par tirants destiné à bloquer en pied les deux glissements de couloirs concernés. Un tel ouvrage avait été réalisé en 2001 lors de la réactivation en janvier du glissement occupant la partie inférieur de la parcelle 125. Il ne s'agit en l'occurrence pas là semble-t-il d'ouvrages dont le coût s'avérerait prohibitif dans le cadre de constructions privées, bien que son dimensionnement reste à définir. Le positionnement de ces ouvrages se situerait derrière les bâtiments industriels existants des parcelles N° 127 (Kastrati) et 128 (entreprise Freymond) exclusivement (pour les parcelles 29 et 37, voir partie 3).

IV.2 ZONE MIXTE B
(autour de la route de la Louche, à l'amont immédiat des viaducs autoroutiers)

Cette zone englobe les **parcelles N° 522 à 524** ainsi que la partie haute de la **parcelle N° 490**. Elle est entièrement située dans l'emprise du glissement général dit "de la Louche". Ce glissement assez profond (10 à 15 m) est considéré comme substabilisé dans tout le secteur constituant la zone mixte B et comme très légèrement actif dans tout le secteur jouxtant cette **zone mixte B** au Nord (état vérifié par forages et mesures inclinométriques réalisés en 1983 par le projet DUTI – EPFL), avec des vitesses de l'ordre du cm/an sur une surface de glissement située entre 13 et 15 m (vraisemblablement entre 10 et 13 m sur la zone B).

La roche en place se situe entre 13.90 m (**parcelle N° 490**) et 17.60 m (**parcelle N° 524**) au bord amont du viaduc ARN9.

Mesures constructives :
Les nouvelles destinations qu'inclut le projet de révision du RPGA impliquent des constructions potentiellement plus exigeantes en mesures de terrassements et de fondations. Les expériences faites lors des travaux pour la construction du centre commercial en Arnier (**zone H**) tout proche ont montré que les terrassements profonds peuvent conduire à la réactivation de la surface de glissement susmentionnée (en l'occurrence de plusieurs centimètres avant la prise de mesures de confortation). Des mesures de soutènement des terrassements sont donc à prévoir sur toute la **zone mixte B**, en principe dès que ceux-ci atteignent une profondeur de plusieurs mètres et même si la surface de glissement principale n'est pas atteinte. Il s'agit en règle générale de travaux spéciaux du type gunitage/clouage du front de terrassement ou autres mesures similaires selon les particularités du projet, des distances aux limites, etc.

Les mesures de fondation restent les mesures habituelles en zones de glissement. Une étude géotechnique est absolument indispensable sur ce site pour définir le dimensionnement des mesures à prendre.

IV.3 ZONES EN RUEYRES ET EN RUEYRES II

Ces zones qui englobent les **parcelles N° 32 à 34** (En Rueyres) et **35 + 38** (En Rueyres II) se trouvent dans un contexte géologique similaire : elles occupent la zone latérale du glissement de Converney-Taillepied, en bordure rive droite du Flonzel.

La profondeur du glissement sur ce site varie entre 5.0 m dans la partie haute (**parcelle N° 38** et partie haute de la **parcelle N° 35**) et 10.5 m à plus de 13 m sur la partie basse de la **parcelle N° 35**, la profondeur croissant à l'approche du FLonzel, qui coule sur le glissement.

La présence de surfaces de glissement secondaires déterminées par la présence du Flonzel est possible à vraisemblable mais n'est pas établie par les forages existants disponibles.

Il n'existe pas d'informations par forages disponibles sur les **parcelles N° 32 à 34** où les profondeurs de glissement doivent être du même ordre. A noter que la profondeur de 1.40 m pour le toit du rocher mentionné sur un relevé de forage en rive gauche du Flonzel (**parcelle N° 3825**) sur GeoPlaNet est erronée (il s'agit de roche glissée et non du toit du rocher en place).
Il n'existe pas de données connues ou visibles de mouvements actuels sur ces zones.

Mesures constructives :
Les mesures constructives sur ces six parcelles sont donc les mesures habituelles de soutènement de terrassements et de fondations en contexte de glissement substabilisé. On notera cependant le risque élevé de réactivation du glissement vers l'amont en cas de terrassements importants sur les **parcelles N° 35 et 38**, surtout si ceux-ci approchent du toit du rocher (qui correspond à la base du glissement) situé vers 5 m. La réalisation de travaux de confortation des talus dûment dimensionnés est strictement indispensable pour tout terrassement d'une certaine ampleur sur ces parcelles. On évitera de fonder tout ou parties de bâtiments dans le glissement à proximité de la surface de glissement et du toit du rocher.

IV.4 ZONE "EN ROCHETTAZ"

Cette petite zone située à l'amont de la confluence du Flonzel et de la Paudèze n'est pas située en zone de glissement. Le soubassement rocheux molassique se situe à très faible profondeur sur les parcelles contigües à l'amont (0.60 à 2.50 m), avec une ancienne entrée de galerie des mines de charbon en limite de zone (sur base de la parcelle 7).

Une augmentation de l'épaisseur de la couverture meuble à l'approche de la confluence Flonzel-Paudèze est vraisemblable, sous forme de colluvions et peut être d'alluvions, sans problèmes particuliers de stabilité.

Toutefois, des terrassements profonds rencontreraient certainement la zone saturée, avec les problèmes de tenue des talus que cela implique, et les problèmes potentiels de fondations sous la nappe. Dans ce dernier cas, les problèmes induits par la stabilité et les risques de tassement des bâtiments voisins doivent être pris en considération.

IV.5 ZONE DE LA COULETTE 2

Cette zone du PPA destinée à ne recevoir que de petites constructions liées à la production agricole se situe entièrement hors zones de glissement, dans un contexte géologique caractérisé par la présence d'une épaisse couverture morainique (25 à 30 m).

Il n'y a donc aucun problème d'ordre géologique à prévoir en relation avec le type d'affectation prévu de cette zone et de ce fait aucune mesure constructive spécifique à appliquer.

V PARTIE 3

La partie inférieure des parcelles N° 29 et 37 située en bordure amont de la route des Chaffeises, constitue une partie de la **zone mixte A**. Ce secteur correspondant à la zone inférieure atteinte par le glissement de janvier 2001, en bordure amont du viaduc CFF. Ce glissement avait pris naissance sur la parcelle N° 124, le long du pied de la falaise et s'était propagé à la moitié inférieure des parcelles N° 37 et 29 pour terminer son avancée contre le viaduc CFF. Ces **parcelles N° 29 et 37** avaient réceptionné les matériaux en glissement fortement saturés en eaux remobilisés d'un ancien glissement occupant une partie de la parcelle N° 124; les matériaux de la couverture meuble occupant les **parcelles N° 29 et 37** n'ont pas été remobilisés eux-mêmes par le glissement de la parcelle N° 124.

La partie inférieure de ces **parcelles N° 29 et 37**, objet du présent projet de révision du RPGA, avait elle-même été affectée surtout par un "bavage" des matériaux glissés provenant de la parcelle N° 124, avec une remobilisation limitée en glissement sensu stricto des matériaux sous-jacents. Peu de matériaux avaient alors atteint le chemin d'accès à la villa de la parcelle 29.
Une répétition du processus de 2001 pourrait se concrétiser par une nouvelle remobilisation en glissement sensu stricto des matériaux de couverture des parcelles N° 29 et 37. Mais cette remobilisation ne toucherait que peu la partie des parcelles concernées par le projet de révision. D'autre part sa probabilité d'occurrence est relativement faible dans la mesure où elle implique des conditions pluviométriques très exceptionnelles.

Par contre, une atteinte de ces parties par des matériaux boueux est possible également et justifierait prioritairement des mesures de protection. Un contrôle et un entretien régulier de la tranchée drainante réalisée en 2001 sur la parcelle 124 est en mesure de limiter la probabilité d'occurrence et l'ampleur d'un tel phénomène.

Mesures constructives :
Les mesures à prendre dans le cadre du projet de construction de cette partie inférieure des parcelles N° 29 et 37 sont donc de notre avis :

Le rapport d'étude de Cérenville Géotechnique du 14.09.2011 dimensionne une solution de paroi ancrée permanente sur la base de deux profils géologiques établis pour un calcul de stabilité par la méthode de Morgensten-Price à l'aide du logiciel Slope/W.

Bien que la représentation géologique utilisée sur ces profils ne soit à notre avis pas conforme aux conditions du site (type, forme et profondeur excessive de la surface de rupture, position et forme du toit du soubassement rocheux, les résultats de cette étude ne pourront être remis en cause que sur la base des données de sondages de reconnaissance qui restent à exécuter.

Si remise en cause il devait y avoir, c'est selon toute vraisemblance dans le sens d'une réduction du dimensionnement des mesures devisées, la roche en place étant probablement moins profonde qu'estimée et la profondeur de la masse instable inférieure.

Comme le mentionne cette étude, les mesures d'assainissement du glissement (effet de résurgences d'eaux et des coulées boueuses) ainsi que les travaux éventuels de réhabilitation du dispositif de drainage de 2011, non chiffrées, sont à prendre en considération.

VI REMARQUES CONCLUSIVES

D'une manière générale, il faut rappeler que les mesures constructives à appliquer dans le domaine géotechnique sont étroitement liées aux spécificités et aux dimensions du projet, en particulier en ce qui concerne le niveau de pénétration du projet dans le terrain. Ces remarques valent tout particulièrement pour la zone mixte B et pour les secteurs "En Rueyres" et "En Rueyres II".

Pour la zone mixte A aux Chaffeises selon l'implantation de la construction prévue, il pourrait y avoir en outre lieu d'intégrer un ouvrage destiné à contenir les poussées des glissements concernés au moyen d'un ouvrage ancré actif à l'instar de celui réalisé en 2001 à l'angle inférieur Nord de la parcelle N° 125.

Pour les parcelles N° 29 et 37, le dimensionnement de cet ouvrage devra en outre être précisé en fonction de la géométrie mal connue du pied du glissement de 2001.

KARAKAS & FRANÇAIS

Collaborateur externe
F. Noverraz

Rapport rédigé par :	Francis Noverraz	géologue

Transmission :	1 expl. mail	Urbaplan
	3 expl. à	Commune de Belmont

BG
Ingénieurs Conseils
Ingenieure & Berater
Consulting Engineers

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Etude des dangers inondation secteurs "Blessoney"



Concept de protection chemin des Ecaravez - Etude hydraulique de détail

7489.02-RN017b/Scb

Lausanne, le 25 juin 2013

Ingénieurs Conseils
Ingenieure & Berater
Consulting Engineers

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Etude des dangers inondation secteurs "Blessoney"

Concept de protection chemin des Ecaravez - Etude hydraulique de détail

Version	-		
Document	7489.02-RN017/Scb	7489.02-RN017a/Scb	7489.02-RN017b/Scb
Date	8 mai 2013	5 juin 2013	25 juin 2013
Elaboration	Gabrielle Schwab Rouge	Gabrielle Schwab Rouge	Gabrielle Schwab Rouge
Visa	Khalid Essyad	Khalid Essyad	Antoine Magnollay
Collaboration	Khalid Essyad	Khalid Essyad	Khalid Essyad
Distribution	Commune de Belmont-sur-Lausanne, Service technique	Commune de Belmont-sur-Lausanne, Canton de Vaud DGE-EAU, CCDN	Commune de Belmont-sur-Lausanne Canton de Vaud - DGE-EAU, CCDN

© BG

BG Ingénieurs Conseils SA - Avenue de Cour 61 - Case postale 241 - CH-1001 Lausanne
+41 58 424 11 11 +41 58 424 11 22 lausanne@bg-21.com www.bg-21.com CHE-116.329.587

Table des matières

		Page
1.	**Préambule – rappel de l'étude carte de dangers crues**	**2**
1.1	Cadre du projet et périmètre d'étude	2
1.2	Carte d'évaluation des aléas inondation	3
1.3	Processus en jeu	4
2.	**Définition des données de base**	**5**
2.1	Objectif de protection et déficit de protection	5
2.2	Détermination de la répartition de débit à l'amont	6
2.2.1	Capacité des conduites du réseau d'eau claires	6
2.2.2	Répartition du débit amont	6
2.3	Apports en sédiment et en bois flottant	8
2.4	Affouillement en sortie de voûtage	8
3.	**Concept de protection**	**9**
3.1	Concept initial	9
3.1.1	Concentration des ruissellements amonts	9
3.1.2	Diamètre de la conduite en aval du tronçon de cours d'eau	10
3.1.3	Commentaire sur ce concept initial	10
3.2	Alternative n°1 – Reprise de route	11
3.2.1	Concentration de l'écoulement en aval	11
3.2.2	Transit par le tronçon de cours d'eau	12
3.3	Alternative n°2 – dos d'âne en aval	12
3.3.1	Concentration de l'écoulement à l'aval	13
3.3.2	Transit par le tronçon de cours d'eau	13

1. Préambule – rappel de l'étude carte de dangers crues

1.1 Cadre du projet et périmètre d'étude

Dans le cadre du plan général d'affectation (PGA) de la commune de Belmont, une étude anticipée de carte de dangers crues a été menée pour les secteurs de Rochettaz et du Blessoney (rapport BG 7489.02-RN014a PGA Belmont Blessoney Rochettaz Rapport danger crues_v02). Sur le secteur amont du Blessoney, rue des Ecaravez, un déficit de protection a été identifié, il est détaillé au paragraphe 2.1.

Le périmètre de scénario a évolué, suite aux discussions menées avec la commission des dangers naturels du canton de Vaud (CCDN). Le premier point amont à partir duquel les écoulements se concentrent définit le point amont de cartographie.

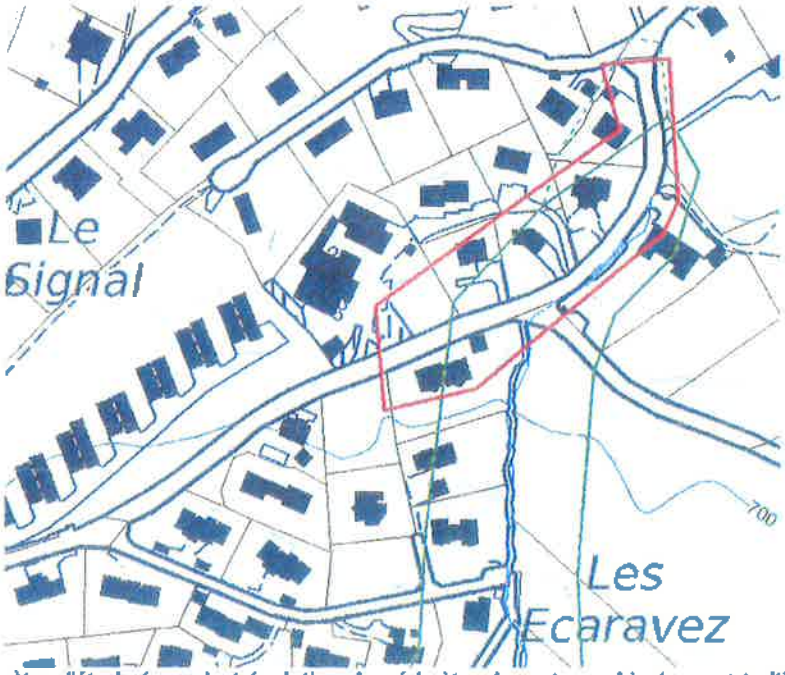


Figure 1: Périmètre d'étude (rouge) et évolution du périmètre de cartographie (en vert traitillé la nouvelle version, en vert foncé la version 2012)

1.2 Carte d'évaluation des aléas inondation

La carte de l'évaluation des aléas inondations est présentée ci-dessous. Après plusieurs discussions avec le canton, la méthodologie de tête de bassin versant a été clarifiée. Les phénomènes à l'amont du tronçon de cours d'eau sont considérés comme des phénomènes de ruissellement. Ces phénomènes peuvent aussi générer des dommages dans le cas d'une concentration de ruissellement. Ils sont en général de moindre importance, et ils ne sont donc pas cartographiés ici.

La carte d'évaluation des aléas est en tout point similaire à une carte des dangers, mais ce terme est désormais spécifiquement réservé aux produits du projet CDN-VD, une fois validés par le Canton.



Figure 2: Extrait de la carte de l'évaluation des aléas inondations avec le périmètre en rouge délimitant le secteur d'étude du concept de protection

1.3 Processus en jeu

Le secteur des Ecaravez se situe en amont du village, et le premier cours d'eau à ciel ouvert commence le long de cette route (secteur 2).

En amont (secteur (1)), les écoulements se concentrent au croisement Crau au fer – Ecaravez; mais immédiatement une partie du débit continue tout droit entre les bâtiments (cf. §2.2.2). L'écoulement principal suit la route des Ecaravez, jusqu'au croisement Bourlaie – Ecaravez, pour rejoindre le Flonzel. Pour les crues plus importantes (crue centennale), les débordements touchent les deux maisons sur le secteur plus à plat.

Pour le premier tronçon de cours d'eau la conduite a une capacité faible (0.3m^3/s) même sans les phénomènes d'embâcle, et de dépôt. Ainsi des débordements sont anticipés dès la crue trentennale, se concentrant sur la route.



Figure 3: Extrait des phénomènes crue sur la route des Ecaravez (secteur 2 à gauche) et au croisement Crau au fer – Ecaravez (secteur 1 à croite)

Le prochain chapitre s'attardera à décrire les grandeurs en jeu. Puis trois concepts de protection seront proposés avec pré-dimensionnement des ouvrages.

2. Définition des données de base

2.1 Objectif de protection et déficit de protection

Les recommandations fédérales proposent des objectifs de protections adaptés au type d'affectation du sol.

Pour les zones d'habitation, aucune inondation n'est souhaitée avant Q_{300}; pour Q_{300}, seules des inondations d'intensité faible sont acceptées. Pour les routes communales, seules les inondations de fortes intensités doivent être évitées.

Sur l'extrait du plan des zones d'affectation actuelles, les objectifs de protection ont été résumés ci-dessous.

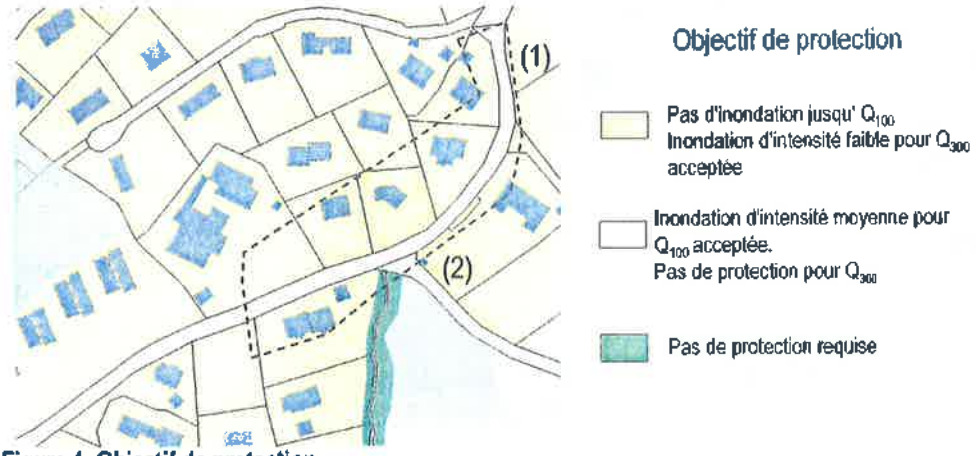


Figure 4: Objectif de protection

Ainsi le déficit de protection se situe au niveau de la parcelle n°411 (périmètre rouge de la figure 4). Il faut éliminer les débordements de la crue centennale sur cette parcelle. Pour obtenir une solution robuste, les débordements sur la route ne devraient pas se stocker sur ce tronçon de route (périmètre orange), mais être évacués direction le Flonzel (périmètre orange). Le concept de protection se concentrera à réaliser ces deux objectifs.

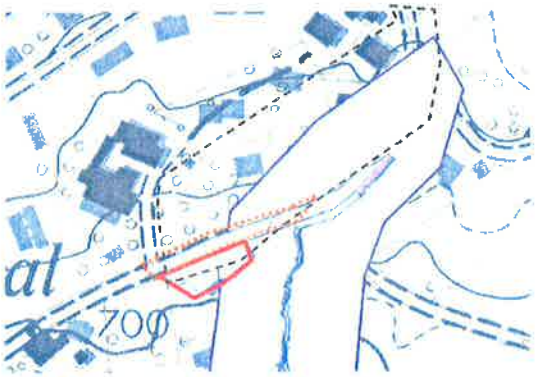


Figure 5: Extrait de la carte d'intensité Q100 avec le déficit de protection identifié par le périmètre en rouge

2.2 Détermination de la répartition de débit à l'amont – secteur (1)

2.2.1 Capacité des conduites du réseau d'eau claires

Les apports du réseau d'eaux claires dans le tronçon de cours d'eau sont schématisés ci-dessous (basé sur les plans du PGEE au 1:500).

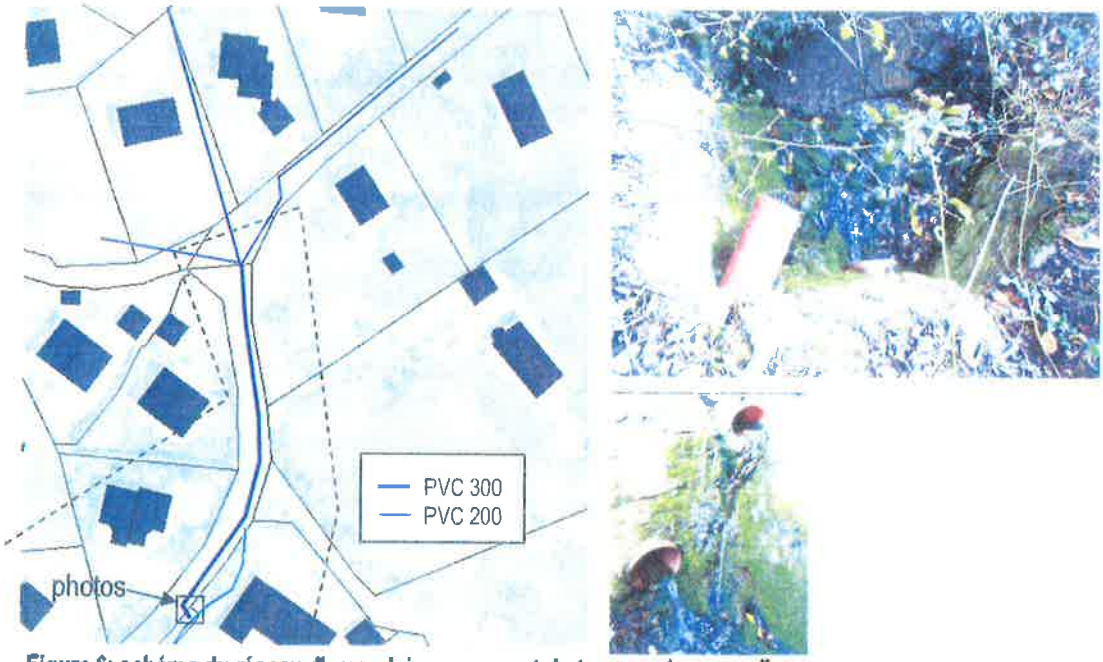


Figure 6: schéma du réseau d'eaux claires en amont du tronçon de cours d'eau

En partant de l'hypothèse que les conduites ont une pente proche des pentes de route, la conduite du réseau d'eau claires arrivant dans le tronçon de cours d'eau a une capacité maximum de 350l/s - soit équivalent au débit de la conduite sortant du tronçon de cours d'eau sans les phénomènes d'embâcle et de dépôt.

2.2.2 Répartition du débit amont

La couche des talwegs naturels se base sur le modèle numérique de terrain pour identifier les cheminements d'écoulement préférentiels (soit la manière dont l'eau de ruissellement se concentre en surface). La carte ci-dessous présente cette information. On voit que toutes les eaux de ruissellement se concentrent au croisement Crau au fer – Ecaravez.



Figure 7: Cheminement préférentiel sur le bassin versant amont

Une analyse de détail du carrefour a été faite sur site pour identifier comment à partir de ce point les ruissellements se répartissent.

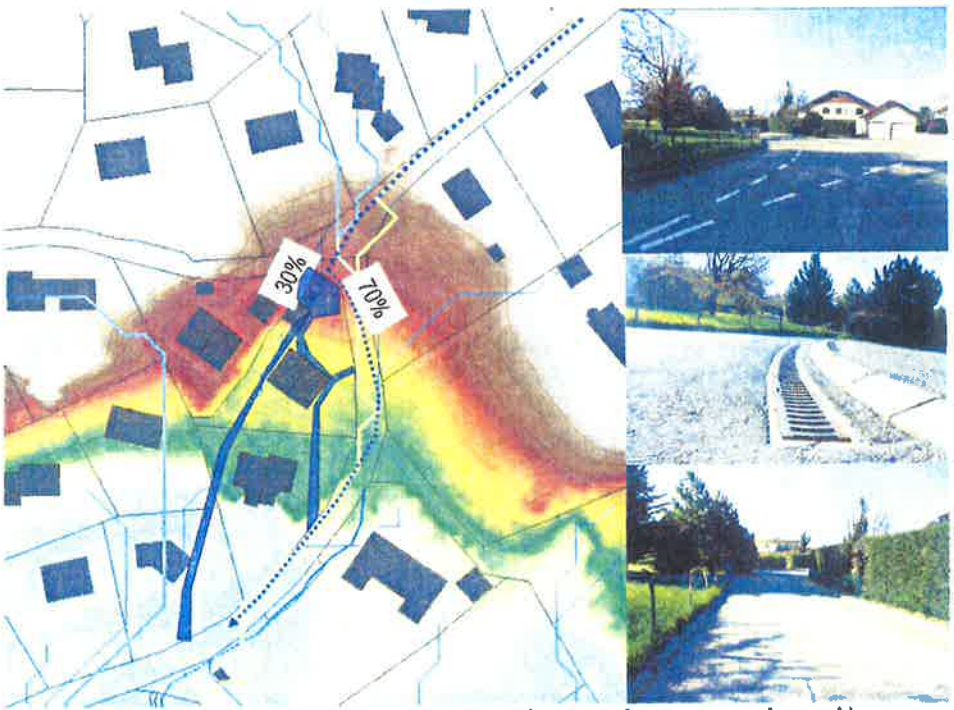


Figure 8: Estimation de la répartition des débits (photos en haut: vue sur les parkings parcelle n°1467, milieu: zoom sur le trottoir devant le parking, en bas: vue sur le chemin de Ecaravez depuis le carrefour)

Sur la base de ces observations et de calcul hydraulique ponctuel, nous avons estimé la répartition des débits (état actuel) comme suit:

Ruissellement	Q30 [m³/s]	Q100 [m³/s]	Q300 [m³/s]
Route :	1.1	1.2	1.2
Entre bâtiments :	0.4	0.6	1.0
Réseau EC:	0.3	0.3	0.3

2.3 Apports en sédiment et en bois flottant

La tête de bassin versant est composée de 35% de zone agricole et de 20% de forêt, pour un bassin versant de 0.11 km^2. Dans cette partie les écoulements sont diffus, ainsi les sédiments érodés seront a priori fins. Ces sédiments pourront normalement transiter – à moins qu'il y ait un phénomène d'embâcle. Le tronçon de cours d'eau est en partie protégé par des blocs cimentés, les transitions avec les talus végétalisés montrent des signes de fort pouvoir érosifs. Le tronçon de 10m peut donc apporter aussi des sédiments plus grossiers, s'ils sont disponibles. Ce secteur est toutefois très confiné. Il est toutefois préconisé de prévoir une petite fosse de dissipation de l'énergie en amont du voûtage, afin de laisser déposer une partie des sédiments excédants, suivi d'une mise en vitesse à l'entrée du voûtage pour optimiser la dimension de la conduite.

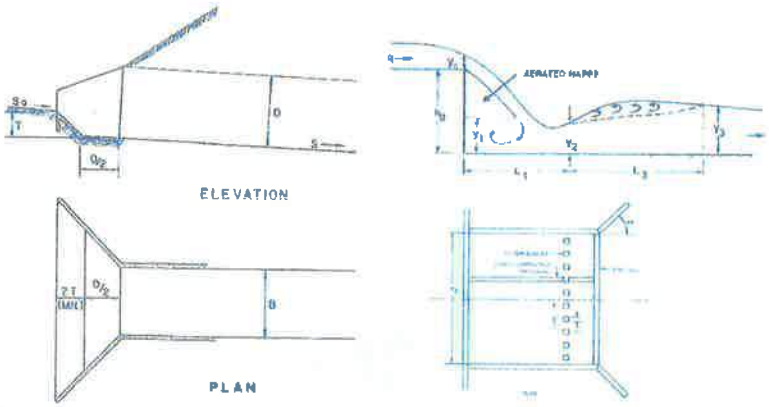


Figure 9: Exemple de mise en vitesse (gauche) et exemple de fosse avec ressaut hydraulique (droite)

La présence de végétation relativement dense sur le tronçon de cours d'eau est favorable à la protection contre l'érosion, par contre, cette végétation contribue à l'apport en bois mort, pouvant entraver le voûtage à l'aval. L'entretien de ce secteur est souhaitable. La mise en place d'une grille est toutefois souhaitable de manière à prévenir ce risque d'embâcle.

2.4 Affouillement en sortie de voûtage

Au vu de la configuration du coude en sortie de voûtage, des fortes vitesses prévues et des affouillements actuels un renforcement de la protection contre l'érosion est requis à l'aval du voûtage.

3. Concept de protection

3.1 Concept initial

Le concept initial comprend se divise en deux étapes:

1. Concentration des ruissellements amont sur la route
2. Augmentation de la taille du voûtage pour faire transiter Q_{100}

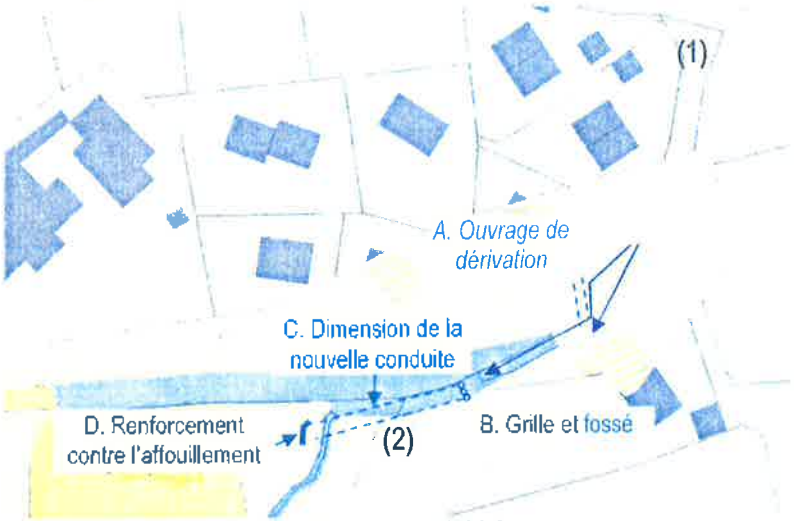


Figure 10: Rappel du concept de protection initial

3.1.1 Concentration des ruissellements amonts – secteur (1)

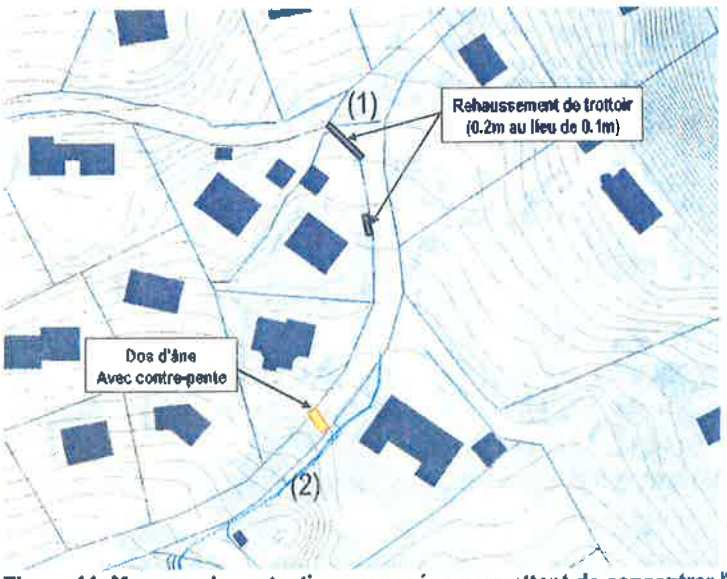


Figure 11: Mesures de protection proposées permettant de concentrer l'eau ruisselée

Pour que le ruissellement se concentre sur la route, les points bas du trottoir devraient être comblés (hauteur de 20cm), soit l'accès au parking et l'accès au jardin de la parcelle n° 1467.

Le dos d'âne au droit du tronçon de cours d'eau permettrait de concentrer l'écoulement vers le cours d'eau. Même si un tel ouvrage est hydrauliquement efficace, il comporte l'inconvénient de ralentir fortement la circulation en pleine montée ou descente. Etant donné la pente de la route, la

vitesse d'écoulement est forte, et l'obstacle devra être de dimension importante. La dimension de l'obstacle n'est pas détaillée à ce stade.

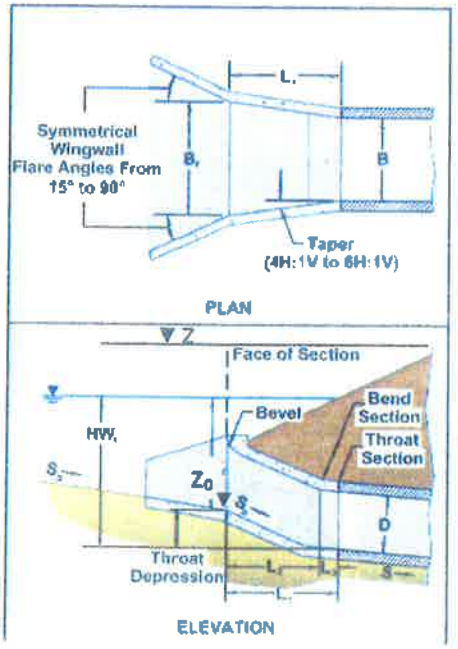
3.1.2 Diamètre de la conduite en aval du tronçon de cours d'eau – secteur (2)

Les critères de dimensionnement sont les suivants :

- Ecoulement à surface libre pour Q_{30}
- Ecoulement avec peu de mise en charge pour Q_{100}

Le dimensionnement a été calculé à l'aide du logiciel HY-8, logiciel spécialisé dans les calculs hydraulique de long voûtage (ponceau).

Le diamètre de la conduite pour garantir de telles conditions est de 1.0m. Les caractéristiques du dimensionnements sont décrites selon de schéma ci-dessous.



Diamètre de conduite	B	1.0 m
Diamètre en amont de la mise en vitesse	B_1	1.2 m
Longueur de la mise en vitesse	L_1	0.5m
Pente de la mise en vitesse	S_D	33%
Pente de la conduite	S	18%
Altitude de la route	Z	713.15 msm
Altitude du fond	Z_0	711.74 msm

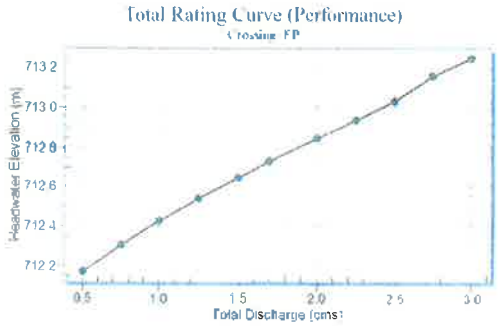


Figure 12: schéma de principe de dimensionnement

3.1.3 Commentaire sur ce concept initial

La construction du dos d'âne dans un secteur à forte pente comporte plusieurs désavantages (difficulté à créer une contre-pente efficace pour dévier l'eau, obstacle à la circulation). Ainsi une recherche d'autres concepts de protection est développée dans le paragraphe qui suit. La concentration de l'écoulement sur la route en amont n'est pas modifiée.

La première alternative se base sur la reprise de la route au croisement Bourlaie – Ecaravez. La deuxième alternative consiste à déplacer le dos d'âne à proximité du Flonzel.

3.2 Alternative n°1 – Reprise de route – secteur (2)

Le principe de base consiste à concentrer le ruissellement de la route plus en aval, au croisement Bourlaie – Ecaravez. Ceci peut se faire par un changement du dévers de la route, dirigeant l'écoulement vers le Flonzel (rive gauche, en regardant direction l'aval).

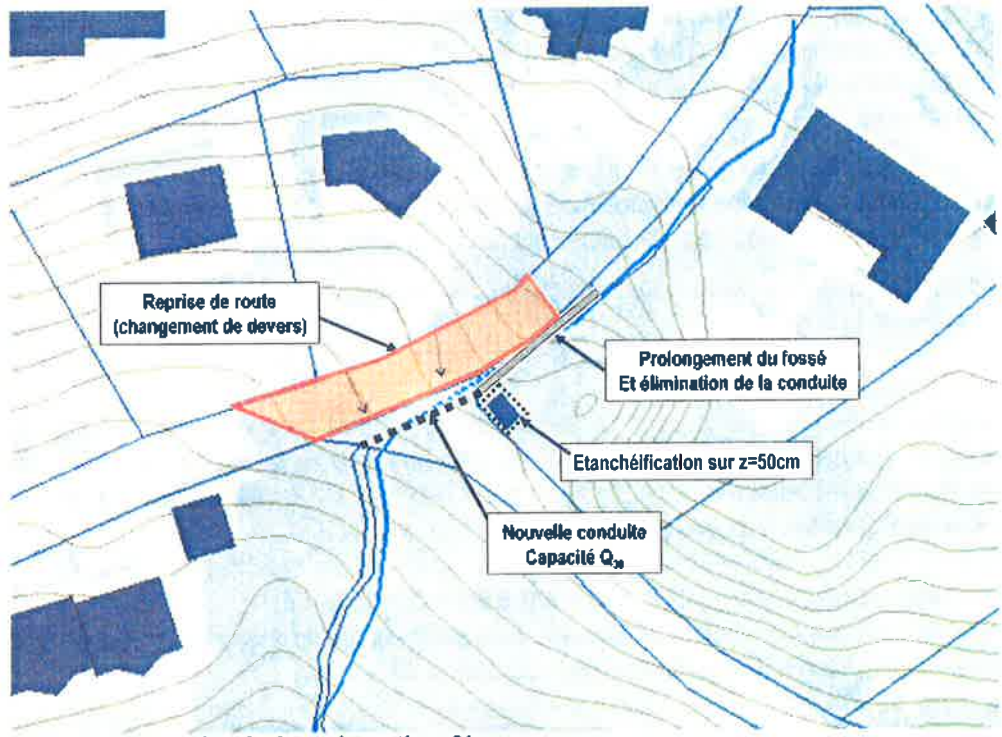


Figure 13: schéma de principe - alternative n°1

3.2.1 Concentration de l'écoulement en aval

Le devers actuel de la route dirige l'eau à l'intérieur du virage - soit en rive droite (en regardant vers l'aval), l'inverse serait préférable pour évacuer naturellement l'eau dans le Flonzel. Il faudrait donc reprendre ce devers, et l'inverser 50 m en dessus du carrefour Bourlaie – Ecaravez (depuis la route d'accès à la parcelle 1421).



Figure 14: photo mettant en évidence le dévers de la route

3.2.2 Transit par le tronçon de cours d'eau

Le tronçon de cours d'eau se poursuit par un talus boisé, légèrement plus bas que la route. Etant donné l'intention de reprendre cette conduite, il serait encore préférable de maintenir la tranchée créée pour sortir la conduite actuelle et de renforcer les talus sur 18m de long. Seul le tronçon de conduite sous le chemin de Bourlaie pourrait être renouvelé.

On peut supposer qu'avec le changement de dévers de route, 75 % du ruissellement rejoigne le tronçon de cours d'eau avant le croisement de route. Les conséquences de la défaillance de la conduite n'est plus problématique, étant donné que les débordements retournent au Flonzel sans inonder de parcelle.

Toutefois, pour garantir le transit de la crue sans mise en charge, le débit de dimensionnement Q_{100} est de 1.2m^3/s. Le diamètre de la conduite sans mise en charge est de 0.8m. En créant une bonne mise en vitesse, les ouvrages de herse et dépotoir ne seront pas nécessaires.

La position de la nouvelle conduite pourrait permettre une meilleure orientation de la conduite en sortie, à l'aide d'un coude.

3.2.3 Faisabilité technique

Selon la norme SN640 120 au chapitre C, définissant les normes de construction de route en virage, il est dit que les virages doivent être inclinés vers l'intérieur de la courbe. Ainsi cette mesure de protection est contraire à ce principe de base. De ce fait, la faisabilité technique de cette mesure n'est pas garantie, voire prétéritée.

3.3 Alternative n°2 – dos d'âne en aval – secteur (2)

Le principe de base consiste à créer un obstacle à l'écoulement au droit du Flonzel, ceci à l'aide d'un gendarme couché avant les bâtiments de la parcelle n°421.

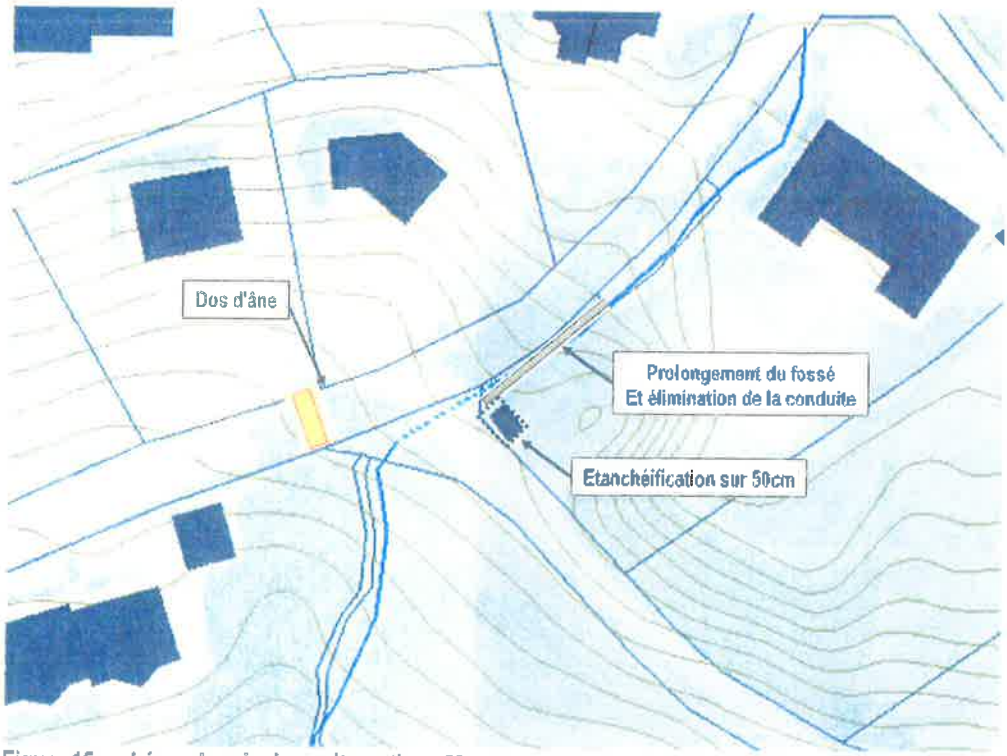


Figure 15: schéma de principe - alternative n°2

3.3.1 Concentration de l'écoulement à l'aval

La pente de la route étant moins raide sur ce secteur, la faisabilité d'un tel dos d'âne semble réaliste à cet endroit-là. Un dos d'âne de profilé plus raide que celui situé à l'opposé de la parcelle n°421 permettrait une meilleure déviation de l'eau. A priori pour créer le ressaut nécessaire pour dévier l'écoulement l'obstacle doit faire 40cm de hauteur.



Figure 16: Photo du dos d'âne à l'opposé de la parcelle n°421

3.3.2 Transit par le tronçon de cours d'eau

La capacité de la conduite ne doit à priori pas être augmentée: peu d'écoulement de la route n'atteindra le tronçon de cours d'eau. Un fossé moins profond pourrait être créé dans le talus boisé, afin de favoriser le transit du débordement directement au Flonzel. Des ouvrages de mise en vitesse, fosse de dissipation et protection contre les affouillements sont toutefois souhaitables.

3.3.3 Faisabilité technique

Selon la norme SN640 213 figure 6, définissant les constructions d'élément de modération de trafic, la hauteur maximale d'un ouvrage simple de fixée à 12cm.

Ainsi pour pouvoir réaliser une telle mesure, il faudrait adapter le concept de base pour créer par exemple un obstacle en plusieurs étapes, et un fossé avec grille devant le dos d'âne pour favoriser le transit vers le Flonzel.

3.4 Alternative n°3 – récolte des eaux dans un fossé - secteur (2)

Cette alternative a pour objectif de récolter l'eau là où elle se concentre c'est-à-dire sur le bas côté droite de la route des Ecaravez puis et traverser la route perpendiculairement au droit du début du Flonzel.

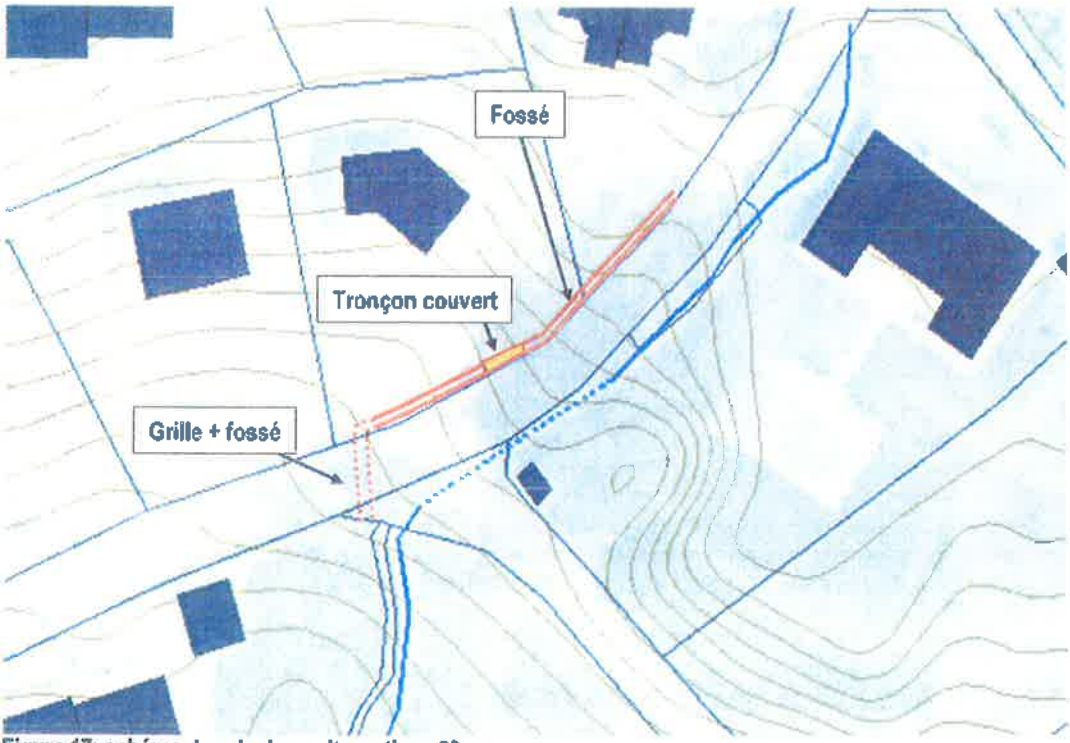


Figure 17: schéma de principe - alternative n°3

3.4.1 Concentration de l'écoulement à l'aval

Etant donné le dévers actuel de la route, la concentration du débordement dans un fossé semble une solution pertinente. Le débit de projet est de 1.8m^3/s pour garantir le transit de la crue Q_{100}, en supposant que tout le débit débordé à l'amont est concentré sur la route des Ecaravez. Ce fossé devrait donc faire 0.5m de large et de haut, une optimisation en fonction de la place disponible pourra être faite.

Le transit jusqu'au Flonzel se ferait par un fossé (0.7m de diamètre) sous la route recouvert d'une grille permettant de récolter les dernières eaux qui ne se seraient pas concentrées dans le fossé.

Les débits transitant par le tronçon de cours d'eau ne seraient pas modifiés, les mêmes remarque qu'au paragraphe 3.3.2 sont valables ici.

3.4.2 Faisabilité technique et devis

Cette variante n'entre en conflit avec aucune norme routière, elle est donc réalisable sans complications.

Le devis de construction d'une telle mesure (à ±30%) serait de l'ordre 100 000CHF (TTC), ou 90 000 CHF total brut HT.

4. Synthèse

Le concept de base et trois variantes ont été proposés pour résoudre les problèmes de déficit de protection rencontrés au chemin des Ecaravez (au secteur (2)).

Le concept initial a le désavantage de générer des dimensions importantes pour les ouvrages de protection. L'emplacement des ouvrages ne nous semblent pas judicieuses, voire difficilement réalisable.

L'alternative n° 1 ne génère pas nuisance importante pour le trafic transitant par la route, mais entre en conflit avec une norme routière, rendant sa faisabilité très difficile. Le coût pourrait s'avérer important. C'est une solution robuste.

L'alternative n°2 génère le minimum de travaux, cependant le dos d'âne qu'il faudrait construire a une dimension importante. Les dimensions ne sont pas applicables aux vues des normes SN640 213. Pour rendre cette variante réalisable quelques adaptations sont à prévoir. L'ouvrage crée un ralentissement du trafic, à voir s'il est souhaitable ou pas au quotidien.

L'alternative n°3 est techniquement facile à réaliser et semble une solution proportionnée et robuste. Cette variante est la moins cher à réaliser (100 000 CHF TTC). L'espace à disposition risque d'être un enjeu pour la faisabilité d'une telle variante.

	A. Dérivation au cours d'eau		C. Transit par la conduite			
	Description	Dimension	Description	Dimension	faisabilité	coût
Concept initial	Dos d'âne au milieu de montée	H > 0.4m	Transit du 100% de l'écoulement. Nouvelle conduite avec entonnement[1].	Di = 1000mm L = 35 m	Très difficile	Cher
Alternative n°1	Changement de dévers de route	L = 50m	Transit du 75% de l'écoulement. Nouvelle conduite avec entonnement.	Di = 800mm L = 10 m	Très difficile	Très cher
Alternative n°2	Dos d'âne au droit du Flonzel	H = 0.4m	Transit actuel maintenu. Conduite actuel, mais ouvrage d'entonnement ou herse.	Di = 300mm L = 35 m	Difficile	Cher
Alternative n°3	Récolte des eaux dans un fossé	H = 0.5m B = 0.5m	Transit actuel maintenu. Conduite actuel, mais ouvrage d'entonnement ou herse.	Di = 300mm L = 35 m	Facile	10 KCHF La moins cher

Tableau 1: Résumé des différents concepts de protection avec dimensions d'ouvrages

Pour toutes les variantes, la concentration des écoulements à l'amont se ferait par rehaussement des points bas du trottoir (secteur (1)). Il est pourtant proposé de ne prendre aucune mesure pour résoudre ce problème, considérés comme disproportionné pour des phénomènes de ruissellement diffus.

[1] Par entonnement, on entend ouvrage de mise en vitesse (augmentation de pente locale, ouvrage de rétrécissement de section d'entrée pour concentrer l'écoulement,...)

4.1 Mesures préconisées pour la suite

Etant données les conclusions et la comparaison des variantes faites au chapitre précédent, il est préconisé de faire un avant-projet sur la base de l'alternative n°3, pour le secteur (2).

Pour le tronçon de cours d'eau et la conduite aval, les mesures à réaliser sont les suivantes:

- Pour éviter les phénomènes d'embâcle: herse en amont du voûtage (ou éventuellement une reprise de l'entrée du voûtage pour améliorer la mise en vitesse)
- Pour protéger la sortie du voûtage contre l'affouillement: mise en place de nouveaux blocs (réflexion sur l'amélioration possible de la sortie de conduite actuellement à 90° de l'axe u Flonzel)
- Pour améliorer l'écoulement dans le tronçon de cours d'eau: entretien du cours d'eau (coupe de branches)

Pour la route entre Ch. des Ecaravez n°39 et le début du Flonzel, les mesures à réaliser sont les suivantes:

- Pour récolter les eaux de ruissellement de l'amont: construction d'un fossé en rive droite de la route (recouvert pas une glissière aux entrées de passerelles)
- Pour faire transiter les eaux récoltés jusqu'au cours d'eau (et récolter les eaux restantes): construction d'une traversée de route avec grille

Municipalité de la Commune de Belmont-sur-Lausanne
Rte d'Arnier 2 – case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

N/REF. 7843.01
Prudence Hounkpe

Lausanne, le 8 août 2019

COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE

ETABLISSEMENT DU PACom
RETRANSCRIPTION DES DANGERS NATURELS

Mesdames et Messieurs,

Par la présente, nous confirmons que nous avons collaboré avec le bureau **urbaplan lausanne** de Lausanne pour la retranscription des dangers naturels dans le PACom (plans, règlement, rapport selon l'article 47OAT, lettre d'intention pour les mesures collectives) de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

Cette collaboration, basée sur le guide pratique cantonal en la matière et les recommandations de l'UDN, a permis de délimiter les secteurs de restrictions propres à chaque aléa et de définir le dispositif réglementaire ad hoc.

Le plan d'affection mis à l'enquête publique est en ordre sous réserve de la modification suivante :

- La parcelle N° 237 est également en "Secteur de restriction 2".

Bureau :

BG Ingénieurs Conseils
Avenue de Cour 61
Case postale 241
1001 Lausanne

Aléa(s) considéré(s) :

Inondations (INO)

Signatures :

Prudence Hounkpe (chef de projet)

BG Ingénieurs Conseils SA
Av. de Cour 61 - Case postale 241
CH-1001 Lausanne

KARAKAS — FRANÇAIS

- Géotechnique
- Géostructure
- Géologie
- Environnement

v/réf : M. Dominique Gamboni
n/réf : SVU/6648
Affaire traitée par : Simon Vuadens
6648_Lettre de validation du RPGA

COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE
Bureau technique communal
Rte d'Arnier 2
Case Postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Lausanne, le 6 août 2019

Validation du contenu du Règlement du Plan Général d'Affectation (RPGA) et du Rapport 47OAT
Belmont-sur-Lausanne – Implications géologiques par rapport aux zones de glissement

Monsieur,

En date du 17 juillet 2019, nous avons reçu de votre part une demande de validation des chapitres traitant des dangers naturels du RPGA et du Rapport 47OAT, Conformément aux exigences cantonales. Le chapitre 18 du RPGA et le chapitre 6.3 du Rapport 47OAT ont été contrôlés ; nous validons ces documents sous réserve des modifications suivantes :

- Concernant le RPGA, le 4ème paragraphe de l'article 18.4 doit être modifié comme suit : « *Tout aménagement extérieur ~~augmentant l'exposition au risque~~ doit faire l'objet d'une évaluation locale de risque.* »
- Concernant le Rapport 47OAT, dans le sous-chapitre 6.3.1 au point « *Secteur soumis à un danger d'inondation et de laves torrentielles (INO + LTO)* » le recensement des parcelles concernées par un danger moyen doit être complété avec les parcelles n°366 et 369.

Dès lors, nous attestons l'exactitude du contenu des documents précités dans leur version finale.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

KARAKAS & FRANÇAIS SA

Av. des Boveresses 44
1010 Lausanne

Ch. des Poteaux 10
1213 Petit-Lancy

Av. de la Gare 19
1920 Martigny

geotechnique@kfsa.ch
www.kfsa.ch